

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET SÉCURITÉ :
NORMES ET PRATIQUES EN ÉVOLUTION ?

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

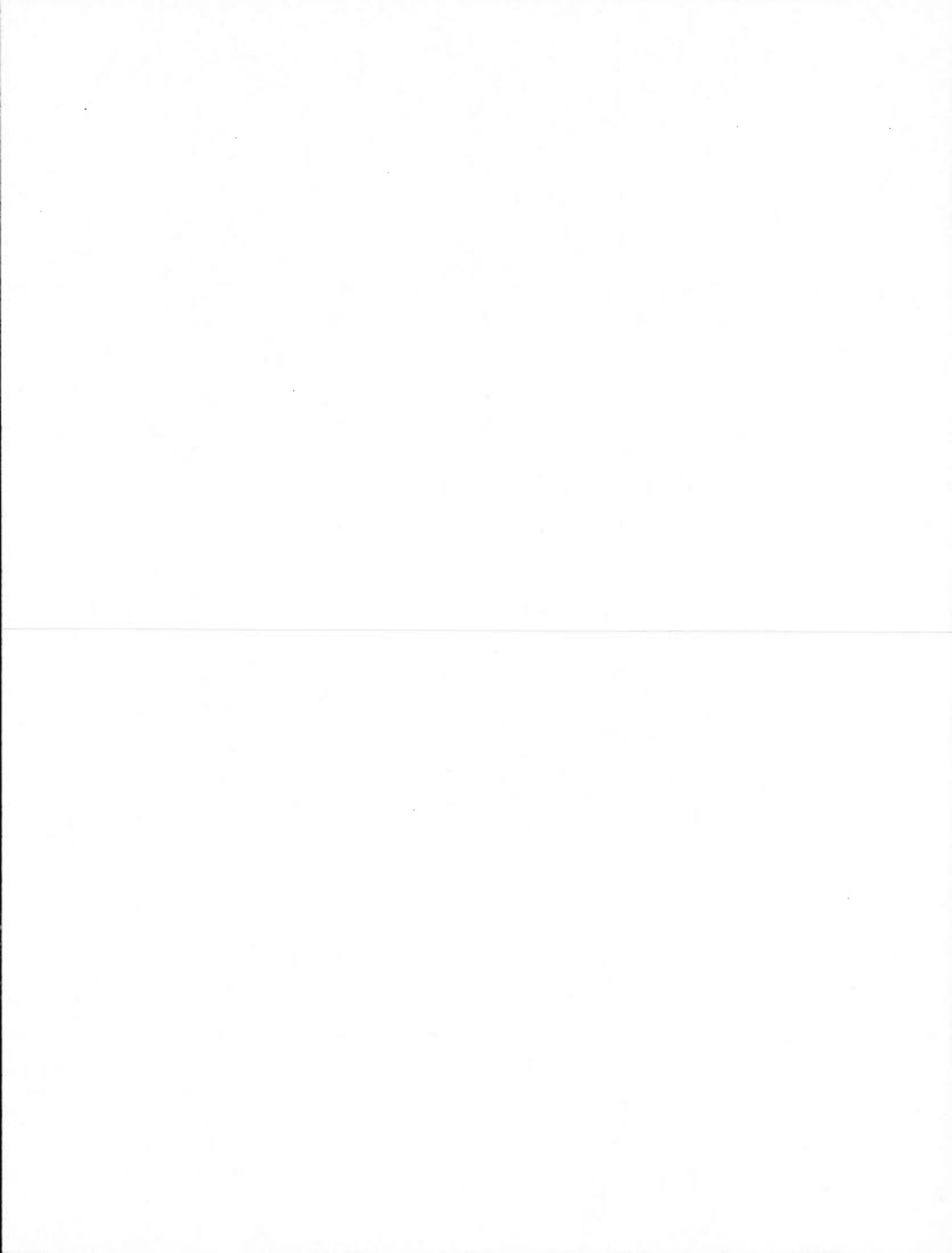
PAR
GABRIEL MARQUIS

SEPTEMBRE 2012

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»



REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier spécialement ma directrice Maya Jegen, ma famille, Sylvie Parent, Patrick Barrette, Hugo Séguin, Camille Nadeau, Émilie Houle, Nancy Lelièvre, Pierre Antoine Drolet et Danny Roach. Leur support moral et matériel, leurs conseils, ainsi que leur patience ont été indispensables à la réalisation de ce travail.

Merci également à l'organisme *Équiterre* qui m'a prêté ses locaux lors de ma rédaction.

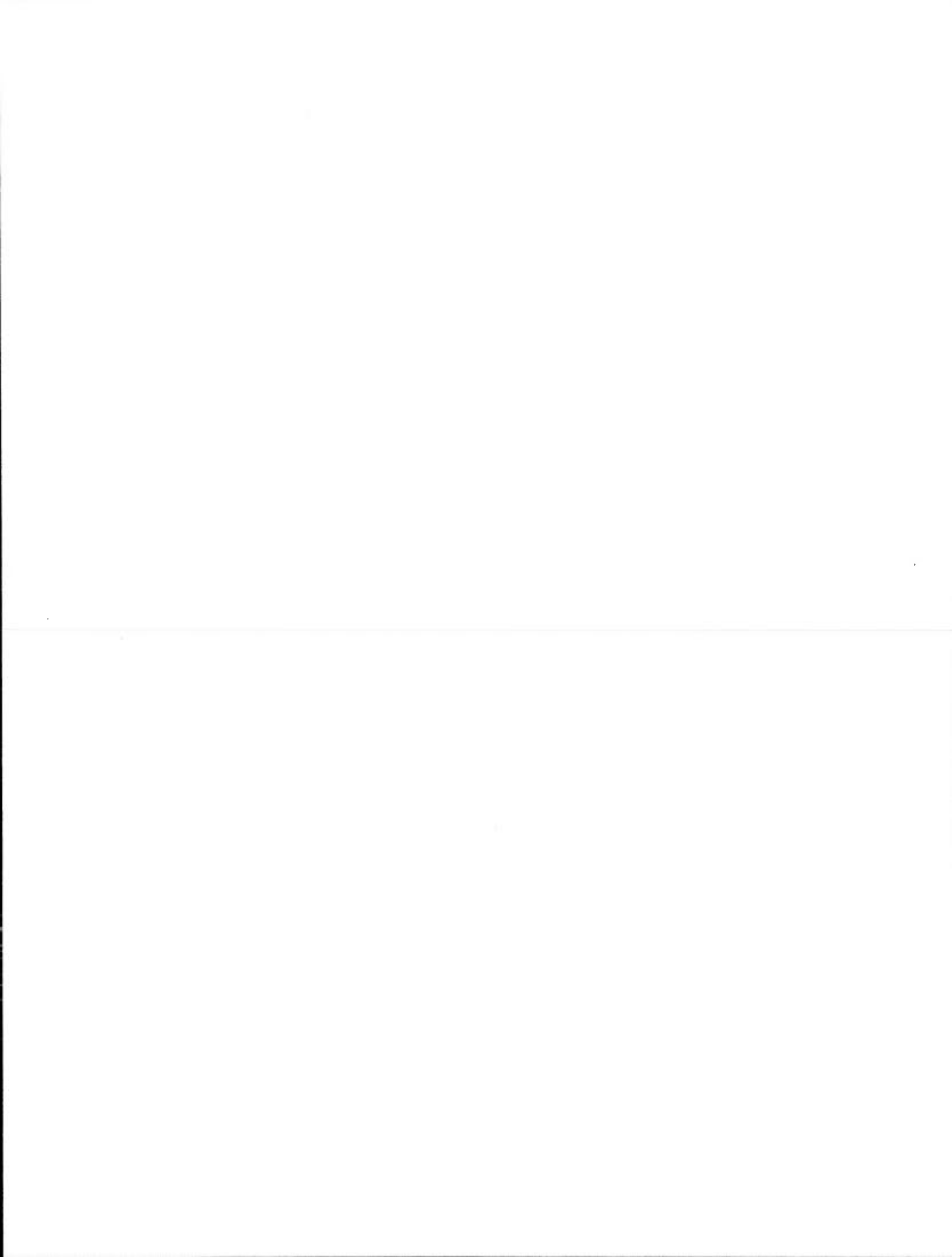


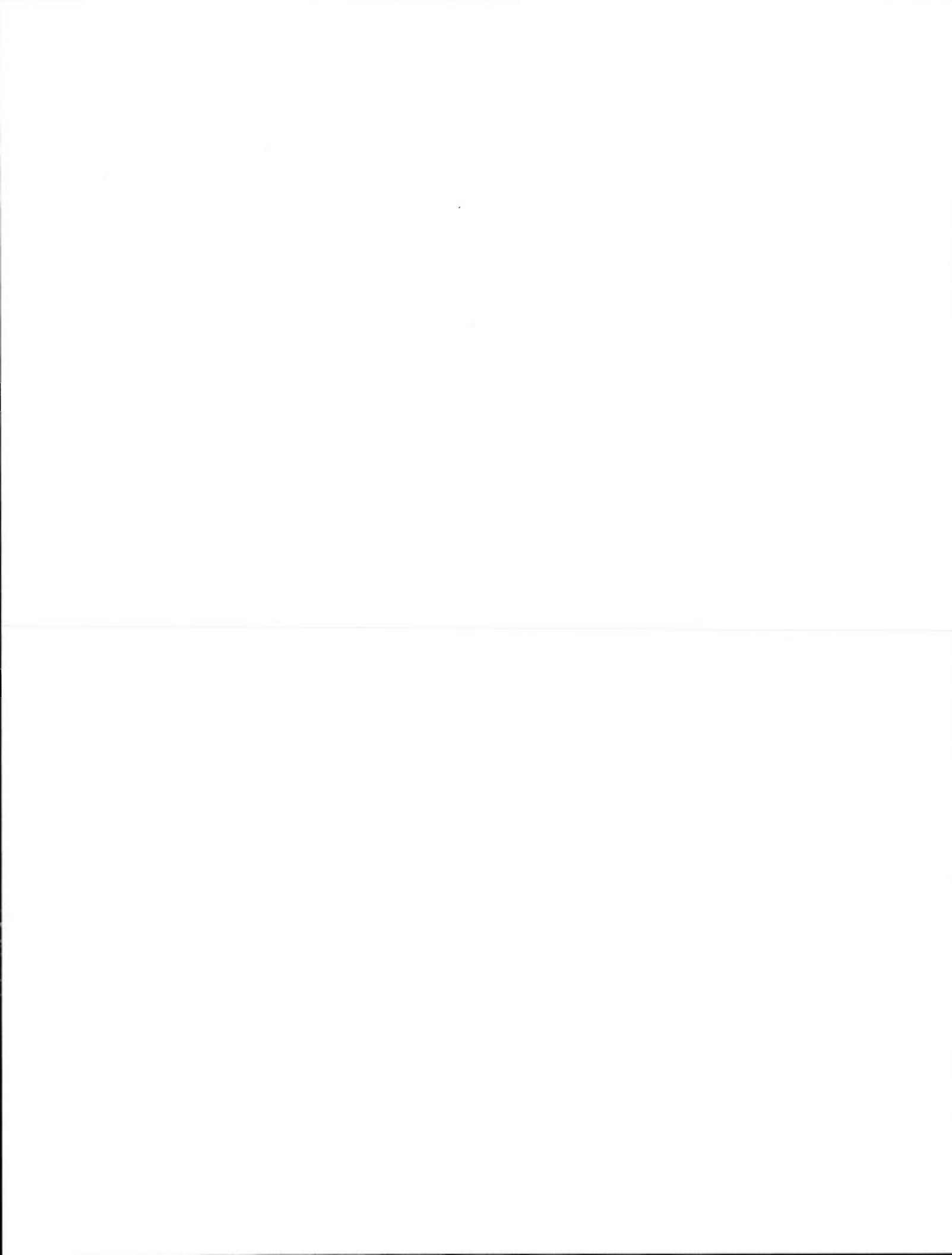
TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	XI
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I	
CHANGEMENTS CLIMATIQUES, SÉCURITÉ ET TRANSFORMATIONS DANS LE SYSTÈME GLOBAL	5
1.1 L'environnement comme moteur de transformation de la politique globale ?	6
1.1.1 Conceptualiser le changement dans la politique globale.....	6
1.1.2 Environnement et politique, une relation particulière ?.....	7
1.1.3 Les enjeux environnementaux globaux et les changements climatiques : vers de nouveaux modes de légitimation et d'action dans la politique globale ?.....	9
1.1.4 Les changements climatiques et leur impact sur le monde sécuritaire : état d'un questionnement.....	11
1.2 Environnement, climat et sécurité : perspectives analytiques.....	12
1.2.1 L'effet de serre, la menace parfaite : exploration du dernier rapport du GIEC	12
1.2.2 Une menace de sécurité environnementale ?.....	15
1.2.3 La conception «traditionaliste» de sécurité et le climat.....	17
1.2.4 Le climat vu sous l'angle de la sécurité humaine	19
1.2.5 Écueils d'une conception rigide de sécurité et apport du constructivisme	20
1.3 La sécurité et les changements climatiques dans le discours : mise en place d'un nouvel agenda de recherche	22
1.3.1 Les changements climatiques dans l'imaginaire sécuritaire : Quelles conclusions tirer du discours ?.....	22
1.3.2 Un agenda de recherche	25
CHAPITRE II	
LA SÉCURITISATION DU CLIMAT COMME VECTEUR DE CHANGEMENT.....	27
2.1 L'école de Copenhague et la sécurité	27
2.1.1 Les fondements de l'école de Copenhague	27
2.1.2 La sécurité comme acte de langage et processus politique.....	28
2.1.3 La notion de complexe de sécurité et la permanence des rivalités	31
2.1.4 Pertinence et limites de l'école de Copenhague : un retour sur la problématique	33
2.2 Hypothèse de recherche.....	34
2.2.1 Le changement dans la dynamique des sécuritisations : une hypothèse.....	35
2.2.2 Les conditions au changement normatif dans les sécuritisations.....	40
2.3 Méthodologie et opérationnalisation du cadre théorique	44
2.3.1 Repérage, délimitation et significativité des sécuritisations.....	44
2.3.2 Changement et continuité dans les sécuritisations : les indicateurs.....	47
2.3.3 Choix des documents et démarche générale de l'analyse.....	51
2.3.4 Limites de la démarche.....	53
CHAPITRE III	

SÉCURITÉ ET CLIMAT : UNE ANALYSE DES CONSTRUCTIONS DISCURSIVES	55
3.1 Le cas américain : discours de Barack Obama au sommet des Nations Unies sur les changements climatiques	56
3.1.1 Quand le Pentagone parle climat : la menace dans l’imaginaire américain.....	57
3.1.2 Barack Obama, « Remarks at the United Nations Climate Change Summit in New York City » : une analyse	60
3.1.3 Conclusions préliminaires	67
3.2 Le cas de l’OTAN : discours d’Anders Fogh Rasmussen à la Lloyd’s of London	71
3.2.1 Chronique d’une sécuritisation inattendue : Quand l’OTAN s’occupe de climat	71
3.2.2 Anders Fogh Rasmussen sur les risques émergents à la sécurité : une analyse.....	73
3.2.3 Conclusions préliminaires	78
3.3 Le cas onusien : Discours de Ban Ki-moon au Conseil de sécurité.....	81
3.3.1 La prise en charge onusienne de la menace climatique	82
3.3.2 Ban Ki-moon au débat sur l’impact des changements climatiques sur la sécurité et la paix internationale au Conseil de sécurité : une analyse	84
3.3.3 Conclusions préliminaires	88
3.4 Le cas australien : analyse du discours de Kelvin Thomson au <i>Woodford folk festival</i>	92
3.4.1 « It is pretty hard to reduce our footprint if you keep adding more feet » : Historique du débat sur le climat et la surpopulation	92
3.4.2 « Overpopulation and climate change-The deadly duo » : Une analyse.....	96
3.4.3 Conclusions préliminaires	101
CONCLUSION	107
4.1 Changements climatiques et sécurité : le changement normatif	107
4.1.1 Retour sur la question et l’hypothèse de recherche	108
4.1.2 Quel changement normatif ?	110
4.1.3 Seulement les changements climatiques ?.....	111
4.2 Sécuritisation de la menace climatique : ce que le discours ne <i>dit</i> pas	111
4.2.1 De la réalité objective dans la sécuritisation ?.....	112
4.2.2 Les aspects dialectiques de la sécuritisation.....	114
ANNEXE A	117
ANNEXE B.....	121
ANNEXE C.....	127
ANNEXE D	129
BIBLIOGRAPHIE	133

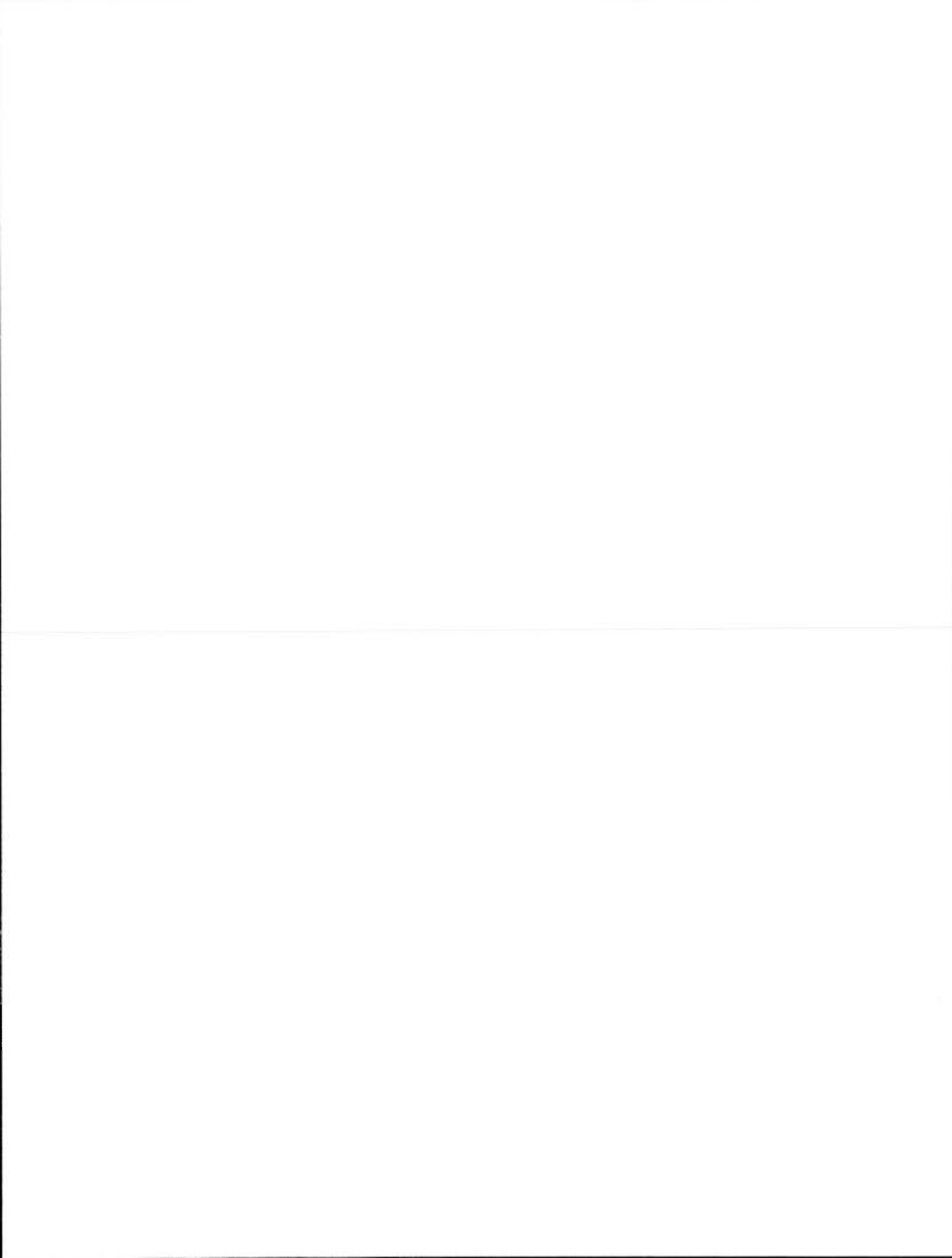
LISTE DES FIGURES

Figure	Page
2.1 Quatrième rapport du GIEC.....	38
3.1 Discours du président Obama.....	66
3.2 Discours de Rasmussen.....	78
3.3 Discours de Ban Ki-moon.....	88
3.4 Discours de Kelvin Thomson.....	101



LISTE DES TABLEAUX

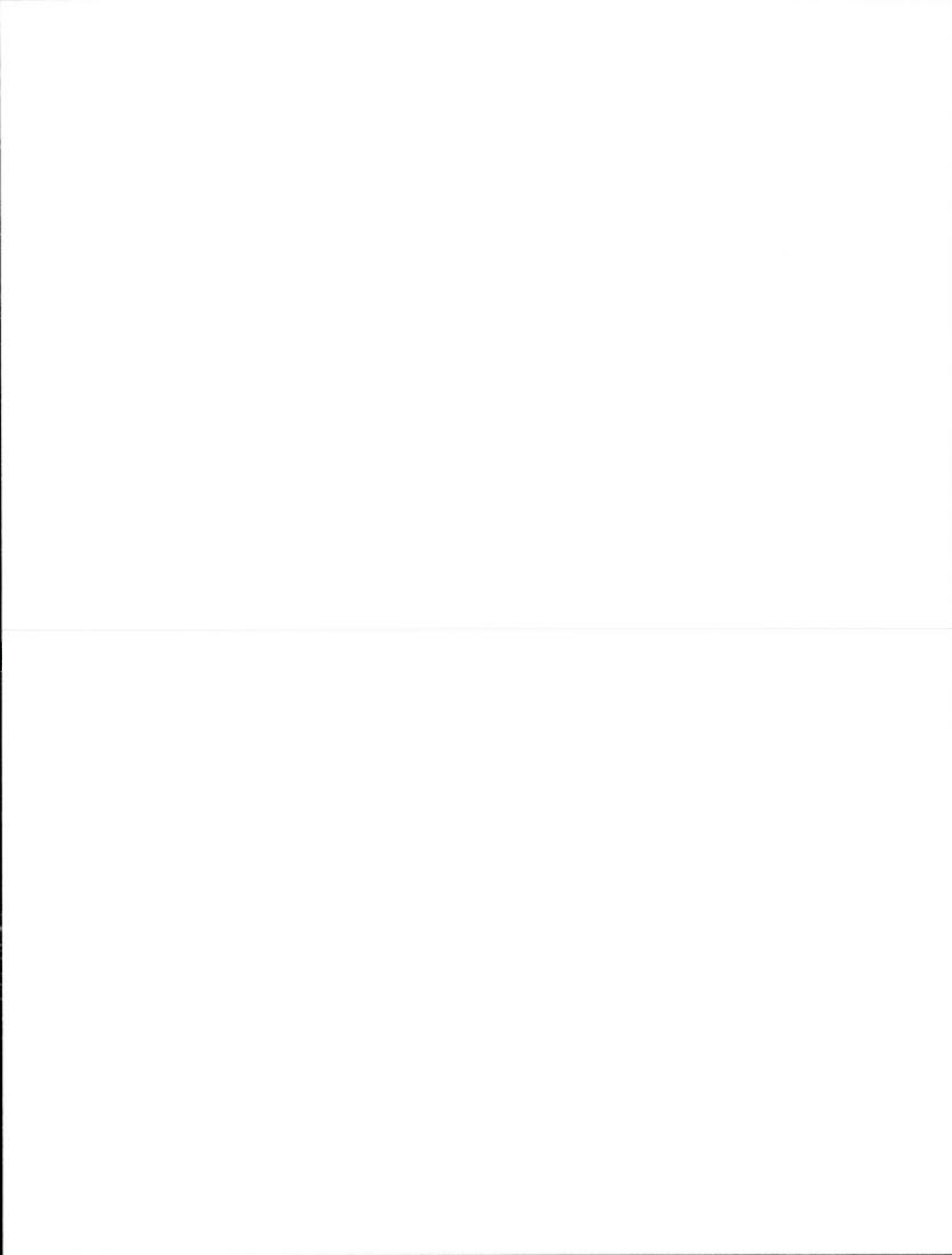
Tableau	Page
2.1 Grille analytique de la sécuritisation.....	51



RÉSUMÉ

L'attention portée aux changements climatiques n'a cessé de croître au cours des vingt-cinq dernières années, tant dans les arènes nationales qu'internationales. Leur aspect global, potentiellement catastrophique, mais également complexe au niveau des solutions qu'ils réclament, en font probablement l'enjeu environnemental le plus médiatisé et le plus politisé de l'histoire. Récemment, des acteurs nationaux et internationaux sont allés jusqu'à qualifier le dérèglement du climat de « menace à la sécurité ». La discussion n'est pas anodine lorsqu'elle émane d'institutions comme l'OTAN ou le Conseil de sécurité. Pourtant, les conséquences exactes de l'effet de serre demeurent essentiellement anticipées et font encore l'objet d'une recherche scientifique active. À cet égard, la représentation que se font les décideurs de la menace climatique est grandement tributaire du travail du Groupe intergouvernemental d'experts sur le climat (GIEC). En tant que communauté épistémique dominante, cet organisme façonne la représentation généralement admise du problème climatique dans l'imaginaire collectif. Or, celle-ci, tant au plan des conséquences, que des responsabilités et des solutions, diffère grandement des menaces plus traditionnelles à la sécurité. En ce sens, le réchauffement du climat serait une menace unique. Le présent mémoire de maîtrise s'appuie sur le cadre de l'école de Copenhague et propose une opérationnalisation poussée du concept de sécuritisation afin de démontrer que les changements climatiques sont porteurs d'un changement normatif dans le processus sécuritaire au niveau global. À cet égard, nous revendiquons une démarche empirique souvent absente de la littérature empruntant le cadre de l'école.

Mots-clés : Changements climatiques – École de Copenhague – Sécurité environnementale – Sécuritisation – États-Unis – Australie – OTAN – ONU – Immigration



INTRODUCTION

« The threat from the skies today (are) not so much nuclear missiles as ozone-layer depletion and global warming. »

-Mikhail Gorbatchev¹

« La plus grande menace que vous représentez pour notre sécurité réside dans votre désir de vous enrichir de la même façon que nous. Et à moins de [...] réduire les émissions de gaz à effet de serre, nous ne respirerons pas très bien... »

-Bill Clinton²

« We are facing at this moment the end of history for some of us. »

-Antonio Lima (AOSIS)³

L'attention portée aux changements climatiques au niveau international n'est pas nouvelle, quoique l'intérêt politique pour la question se soit amplifié considérablement au cours des vingt dernières années. Si la mise à jour d'un phénomène d'effet de serre planétaire d'origine anthropique s'est étalée progressivement sur plus d'un siècle⁴, l'urgence et les moyens colossaux déployés autour de l'enjeu climatique demeurent une donnée relativement récente, voir inédite pour un enjeu environnemental.

Plusieurs facteurs y ont contribué : tout d'abord, la prise en charge des changements climatiques s'inscrit dans une tendance marquée à la politisation des problèmes écologiques depuis la seconde moitié du 20^e siècle. Il fut suggéré que le vide créé par la fin de la Guerre

¹ Cité dans Myers (2007: 7)

² Cité dans LePrestre (2005 : 378).

³ Cité dans Morales et Chipman (2010).

⁴ La découverte du phénomène physique d'effet de serre remonte à 1787. Il faut toutefois attendre 1896 avant que Svante Arrhenius ne propose qu'une augmentation des concentrations atmosphériques de CO₂ influence la température terrestre moyenne. Cette idée n'est véritablement théorisée qu'en 1956 par Gilbert Plass. On découvre ensuite que d'autres gaz comme le méthane et le protoxyde d'azote contribuent aussi à un effet de serre. À partir des années 1960, plusieurs avis scientifiques mettent en garde contre les dangers d'un éventuel réchauffement planétaire découlant de l'accroissement de ces gaz. En 1988, le *Groupe intergouvernemental d'experts sur le climat* (GIEC) est créé et chargé de produire des rapports sur l'évolution du climat. Ses deuxièmes et troisièmes rapports profitent de l'amélioration des modèles climatiques pour valider la thèse probable du réchauffement d'origine anthropique. En 2000, les représentants de 63 académies nationales des sciences font une déclaration commune témoignant de leur préoccupation face aux conséquences du phénomène. Néanmoins, plusieurs aspects des changements climatiques demeurent incompris, de sorte qu'ils demeurent l'objet d'une recherche scientifique active (Durand, 2007).

froide avait facilité leur cheminement dans l'agenda politique (Buzan & Hansen, 2009 : 39, 187-191, 224-225). Cette tendance est par ailleurs indissociable des progrès de la science qui ont permis à l'humain de mieux saisir sa condition précaire face aux déséquilibres de la biosphère. À ce titre, le réchauffement planétaire est un cas d'espèce. Il s'agit d'un phénomène d'une grande complexité et il fallut attendre l'avènement de modèles climatiques raffinés avant de pouvoir s'en faire une représentation, même sommaire. À cet égard, le *Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat* (GIEC) a offert, depuis sa création, une surveillance scientifique soutenue et contribué largement à la médiatisation du danger. Les changements climatiques ont ainsi pu être présentés au monde comme un enjeu global et multisectoriel, risquant d'affecter gravement et de façon permanente plusieurs aspects de la vie humaine, animale et végétale. Il n'en fallait guère plus pour que le phénomène ne devienne un paramètre des débats dans plusieurs domaines tels que l'économie, l'énergie et le développement. Ce caractère multisectoriel du réchauffement planétaire aura certainement contribué à sa politisation accrue.

Cette politisation semble toutefois avoir atteint un nouveau stade, celui de la sécurité. En avril 2007, le Conseil de sécurité des Nations Unies organisait un débat ouvert sur la pertinence de lier les changements climatiques à la stabilité et la sécurité internationale. S'il n'y eut pas d'unanimité sur la question, il est notable que des 55 pays participants, 22 se positionnèrent clairement en faveur de la reconnaissance officielle d'un tel lien et 17 autres accueillirent à tout le moins favorablement le débat (Jaggard, 2008 : 231-234). L'expérience d'un panel sur la sécurité et le climat fut répétée en décembre 2009 à la conférence de Copenhague⁵ avec des représentants de l'*Organisation du traité de l'Atlantique Nord* (OTAN), de l'Union européenne et de l'Union africaine. Les panélistes s'entendirent généralement pour affirmer que le réchauffement planétaire avait des « implications négatives et sérieuses » sur la sécurité (DMFA, 2009). Une déclaration similaire devait émerger d'un second débat climatique au Conseil de sécurité en juillet 2011 (Security Council, 2011b). Ces événements s'ajoutent à une série d'allégations et rapports officiels qui, dans les années récentes, ont présenté l'effet de serre comme une question sécuritaire (*voir notamment* Lietzmann & Vest, 1999 ; Randall & Schwartz, 2003 ; CNA corporation, 2007;

⁵ Il s'agit de la 15e conférence des parties (COP 15) à la *Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques* (CCNUCC) qui s'est déroulée du 7 au 18 décembre 2009 à Copenhague.

Le Haut Représentant et la Commission européenne, 2008 ; United Nations, 2009 ; DCDC, 2010).

Cette tendance est intéressante pour plusieurs raisons : La sécurité est un champ de l'action politique souvent associé à l'urgence, aux enjeux militaires, ainsi qu'à la rigidité et la radicalité des réponses. Aussi, il peut sembler inusité d'y voir évoluer un problème de pollution atmosphérique. Certes, d'autres enjeux environnementaux se sont vu accorder un traitement similaire dans le passé, notamment l'accès aux ressources naturelles et à l'eau (LePrestre, 2005 : 391, 401-402). Au niveau international, des initiatives comme le *Rapport mondial sur le développement humain* de 1994⁶ ont également tenté de présenter l'environnement comme un élément clé de la sécurité des individus (David, 2006 : 106-112). Toutefois, aucun enjeu écologique n'avait eu à présent l'amplitude et l'écho des changements climatiques. En soi, le problème des chlorofluorocarbures (CFC)⁷ qui comporte également un aspect global, avait beaucoup moins de ramifications politiques et économiques et a pu être résolu sans trop de difficultés (Levy, 1995 : 47-51). Ce n'est pas le cas du réchauffement planétaire dont les conséquences appréhendées et les solutions interpellent un très grand nombre d'acteurs et de secteurs d'activité. En ce sens, l'enjeu est une « menace environnementale » sans précédent.

Cette situation nous confronte à une première interrogation: la tendance à présenter le dégèglement du climat comme relevant de la sécurité est-elle significative ? En somme, les changements climatiques sont-ils réellement un enjeu sécuritaire ? Cette question fait l'objet de plusieurs débats et les positions dépendent ultimement de la définition de sécurité que l'on entérine. Le présent mémoire adopte le cadre de *l'école de Copenhague* et la notion de *sécuritisation* afin d'y répondre. Ce cadre réfère à la sécurité comme étant essentiellement un acte de langage engageant un processus politique particulier. Aussi, le changement climatique devient-il une préoccupation sécuritaire légitime du moment qu'il est reconnu comme tel par des acteurs du système international.

⁶ Rapport publié par le PNUD qui popularise la notion de *sécurité humaine*.

⁷ Il s'agit de gaz utilisés notamment pour la réfrigération et les aérosols dont la concentration atmosphérique contribue à dégrader la couche d'ozone. Le *protocole de Montréal* adopté en 1987 prévoit leur abandon progressif.

Le débat sur les « vrais » ou les « faux » enjeux de sécurité évacué, une seconde interrogation se profile, centrale à notre travail de recherche : Compte tenu du caractère inédit de la menace climatique, quel est l'impact de sa prise en charge sur le processus sécuritaire au niveau global ? En écho aux travaux de l'école de Copenhague, notre hypothèse est que la sécuritisation de l'enjeu climatique amène un changement normatif au sens où l'entend James Rosenau (1990), en favorisant une rupture avec les dynamiques antagonistes et particularistes habituellement associées au processus sécuritaire. En outre, nous soutenons que ce changement normatif opère dans la mesure où la sécuritisation est fidèle à la représentation dominante de la menace, telle que popularisée notamment par le GIEC.

Notre travail fera l'objet d'une démarche en quatre étapes. Le premier chapitre prendra la forme d'une revue de littérature abordant les thèmes du changement, de la politisation des enjeux environnementaux, de l'effet de serre et de la sécurité. Il mettra en lumière les débats concernant le lien entre climat et sécurité, ainsi que les possibilités de changement normatif offertes par la prise en charge des problèmes écologiques. Le deuxième chapitre présentera en détail le cadre de l'école de Copenhague, le raisonnement justifiant notre hypothèse de recherche, ainsi que la méthodologie que nous emploierons. Cette dernière se fonde sur l'analyse de quatre discours présentant les changements climatiques comme menace à la sécurité. Le troisième chapitre sera consacré à l'analyse de ces discours. Finalement, nous reviendrons en conclusion sur les résultats de la recherche, ainsi que sur les implications et limites de celle-ci.

CHAPITRE I

CHANGEMENTS CLIMATIQUES, SÉCURITÉ ET TRANSFORMATIONS DANS LE SYSTÈME GLOBAL

Traiter de la relation entre effet de serre, sécurité et changement normatif dans le système n'est pas une mince tâche. D'une part, le réchauffement planétaire et la notion de sécurité sont tous deux au cœur de controverses scientifiques pouvant mener à des pistes de réflexion contradictoires. D'autre part, une littérature restreinte traite de l'impact des enjeux environnementaux sur les normes et la conduite de la politique en elle-même. Cela est d'autant plus vrai dans le cas des changements climatiques, phénomène dont la politisation est somme toute récente. Ainsi, le chercheur voulant aborder ces trois objets d'étude – le climat, la sécurité et le changement normatif en politique – se retrouve dans l'embarras quant au choix d'une perspective analytique pour les mettre en relation.

Ce premier chapitre passe en revue la littérature qui s'intéresse à l'avènement des enjeux environnementaux, dont les changements climatiques, dans les arènes de la *politique globale*⁸ et de la sécurité. Trois grandes questions structurent ce survol. Premièrement, à quoi réfère l'idée de changement dans le système et comment la politisation des problèmes environnementaux pourrait-elle en être un vecteur ? Deuxièmement, en quoi la dégradation environnementale et les changements climatiques constituent-ils des menaces à la sécurité et quelle est la meilleure perspective analytique pour aborder la question ? Troisièmement, dans quelle mesure l'effet de serre est-il amené au stade d'enjeu sécuritaire par les acteurs du système et ce processus connaît-il des singularités ? La prospection académique de ces questions pave la voie à un agenda de recherche dont les termes seront discutés en fin de chapitre.

⁸ Nous utilisons le terme « politique globale » par opposition à « politique internationale ». La politique globale peut être définie comme l'ensemble des stratégies visant la prise en charge collective de problèmes globaux par une multitude d'acteurs (Modelski, 1996 : 331). Nous y référons en reconnaissant que l'organisation, la distribution, l'exercice et les conséquences de la politique opèrent désormais simultanément à différentes échelles, locales ou globales. En ce sens, le pouvoir dans le système n'est plus l'unique monopole de l'acteur étatique (malgré sa domination), mais est distribué inégalement à travers divers acteurs publics et privés (McGrew, 2004 : 173-174).

1.1 L'environnement comme moteur de transformation de la politique globale ?

L'attention croissante dont l'environnement bénéficie depuis la seconde moitié du 20^e siècle amène à se questionner sur ses caractéristiques particulières en tant que secteur de l'intervention politique. Au plan académique, des chercheurs ont commencé à s'intéresser spécifiquement à la politisation des enjeux écologiques et à son effet général sur les relations de pouvoir. Certains ont avancé que l'environnement pouvait être un facteur de transformation des normes qui régissent la politique globale. La plupart de ces thèses demeurent au stade embryonnaire, faute de focus et de recherche empirique. Cette première section vise à en présenter quelques-unes à travers une contextualisation sommaire de la relation entre politique et environnement. Cet effort permettra en outre d'entamer une réflexion quant à l'impact des changements climatiques sur le processus sécuritaire. Cela dit, il convient d'abord de se pencher sur la notion de «*changement*», souvent évoquée, mais rarement définie dans la littérature.

1.1.1 *Conceptualiser le changement dans la politique globale*

La conceptualisation du changement politique est un exercice exigeant. Un regard tourné exclusivement vers les événements peut mener à une reconnaissance trop hâtive de la nouveauté, alors que le recul conduit parfois à envisager l'Histoire comme une ligne droite imperturbable. Ces conditions rendent ardue l'identification de points de rupture avec la continuité dans la politique globale et, en ce qui nous concerne, la reconnaissance d'un changement normatif potentiellement amené par la politisation des problèmes environnementaux. Aussi, la définition proposée par James Rosenau nous paraît être fort éclairante.

Selon Rosenau (1990 : 74-76), les conceptions rigides du changement et de la continuité en politique sont trompeuses, puisque ces catégories ne sauraient être mutuellement exclusives dans des systèmes complexes. Plutôt, une voie mitoyenne doit être envisagée : une conception de l'Histoire où le changement et la continuité opèrent simultanément à différentes échelles. Identifier ce qui relève de l'un et de l'autre demande alors que l'on soit capable de fixer un horizon spatial et temporel au système que l'on étudie et qu'on y distingue les paramètres des variables (Rosenau, 1990 : 76-77). Pour Rosenau (1990 : 78-80),

les paramètres réfèrent aux normes et principes organisateurs d'un système qui déterminent les limites dans lesquelles ses variables fluctuent. En somme, dans un système politique, les paramètres sont les règles et les grandes constantes à l'intérieur desquelles les acteurs agissent et interagissent. Les paramètres sont à ce titre les fondements de la continuité. Toutefois, il arrive que les agissements des acteurs entrent en collision avec les paramètres de leur système, créant des tensions qui, si elles perdurent, altèrent ce dernier. Alors, on dira qu'une transformation est en cours. En d'autres termes, le changement s'identifie aux chocs et fluctuations dans les paramètres d'un système (Rosenau, 1990 : 79-82). Le processus de changement peut être abrupt lorsqu'une pluralité d'événements est en forte contradiction avec les normes et les dynamiques qui régissent la continuité politique. Cependant, le changement peut aussi être progressif lorsqu'il opère sur la base de faits plus ou moins anecdotiques qui réussissent petit à petit à amener les paramètres à un point de rupture. Par exemple, lorsque des événements répétés finissent par rendre obsolètes ou moins contraignantes les « règles » d'un champ d'action politique donné (Rosenau, 1990 : 82-87).

La réflexion de Rosenau est inspirante. Ainsi, la prise en charge d'un enjeu environnemental via des façons de faire inédites dans un champ politique précis (la sécurité, par exemple) pourrait être synonyme de changement normatif.

1.1.2 Environnement et politique, une relation particulière ?

La saisie par le politique de questions à caractère environnemental n'est pas un phénomène *a priori* récent. Elle remonte à un désir de domination de la nature par l'humain pour amoindrir sa propre vulnérabilité envers elle. Si cet état d'esprit n'a pas disparu, le progrès scientifique a aussi fait prendre conscience de la dégradation environnementale résultant de l'activité anthropique. Cette prise de conscience a progressivement mené à une redéfinition du rôle du politique par rapport à l'objet de l'environnement vers la protection et la sauvegarde de ce dernier. Cette nouvelle orientation à l'action politique garde toutefois en partie son leitmotiv initial, soit la protection de l'humain, mais cette fois contre la pression qu'il exerce lui-même sur les ressources dont il dépend. Dès le 18^e siècle, l'économiste anglais Thomas Malthus s'inquiéta des impacts de l'industrialisation et de la croissance démographique sur la qualité et la quantité de ressources disponibles pour assurer la survie de la population mondiale. Contre les canons du laisser-faire de l'époque, il recommanda des

mesures de contrôle de la natalité et de l'utilisation des denrées, sans succès (Haas, 2002 : 2-3). La pensée de Malthus connaît un écho important à partir de la seconde moitié du 20e siècle. Dans le célèbre article *la tragédie des communaux* (1968), Garrett Hardin va réitérer le constat d'échec du non-interventionnisme devant une crise écologique qui menace selon lui l'humanité. Cette position est reprise plus ou moins intégralement par des contemporains comme Joseph Tainter (1990), ainsi que Jared Diamond (2005).

Dans les années 1970, les mouvements environnementalistes vont se consolider pour demander une plus grande intervention du politique, à mesure que le modèle non-interventionniste laissera voir ses failles au plan écologique (Bürgenmeier, 2004 : 20). Dès lors, la protection de l'environnement va prendre une dimension plus concrète aux niveaux local, national et international, notamment en s'intégrant aux grands débats sur le développement et les relations « Nord-Sud » (Bürgenmeier, 2004: 20-21). Parallèlement, plusieurs événements vont contribuer à renforcer l'élan mondial de conscience environnementale à partir des années 1980. Citons notamment le naufrage de l'*Exxon Valdez*, la catastrophe de Tchernobyl, la publication du rapport Brundtland⁹, le Sommet de la Terre de Rio¹⁰, la signature du Protocole de Montréal¹¹ et plus récemment, la menace des changements climatiques.

Des chercheurs se sont questionnés sur l'impact de cette politisation croissante des enjeux écologiques. Certains ont affirmé que l'environnement avait le potentiel de transformer les rapports entre individus et sociétés à différents niveaux. Par exemple, Myers a avancé qu'il s'agissait d'une classe à part d'enjeu politique international, ne serait-ce que parce qu'il rend inévitable le constat d'interdépendance des collectivités et la nécessité du dialogue:

[...] environmental impoverishment constitutes a distinctive category of international problems, unlike any of the past. They lie beyond the scope of established diplomacy and international relations [...] Confrontation gives way to cooperation. By promoting

⁹ Rapport publié par la *Commission mondiale pour l'environnement et le développement des Nations-Unies* en 1987. Il popularise la notion de développement durable.

¹⁰ Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement qui s'est déroulée à Rio en 1992. Elle fait suite au premier *Sommet de la terre* qui a eu lieu à Stockholm en 1972. Regroupant chefs d'État et ONG, elle débouche sur l'adoption d'un programme d'action pour le 21e siècle (*Agenda 21*) et met en perspective plusieurs problèmes environnementaux contemporains.

¹¹ Protocole signé à Montréal en 1987 qui vise à lutter contre CFC. Son niveau quasi universel de ratification en fait un exemple de réussite du multilatéralisme en matière d'environnement.

a consciousness of the biosphere's unity, as of society's unity, the environmental cause may even encourage governments to adopt a more constructive approach. (Myers, 1986: 255-256)

Cette idée a été en partie relayée par quelques rares observations empiriques. Par exemple, Dokken (2001), Martin (2005) et Tookey (2007) démontrent chacun à travers des études de cas, le potentiel d'entente et de coopération offert par les enjeux environnementaux communs, même lorsque des groupes ou des États rivaux sont impliqués. LePrestre (2005 : 414-416) et Brzoska (2008 : 9) sont également d'avis que la prise en charge commune de problèmes environnementaux peut contribuer à surmonter des différends politiques profonds, citant les exemples de l'Inde et du Pakistan sur la question de l'Indus et de l'Égypte et d'Israël sur la Méditerranée. Finalement, Barnett (2007) fait valoir que l'environnement devient une condition à la paix dans la mesure où la préservation des ressources réduit les risques de pauvreté et de désintégration sociale qui pèsent sur les individus.

En somme, le secteur environnemental semble offrir une fenêtre d'opportunité pour la coopération autant entre les acteurs locaux qu'internationaux. Dans les faits, il entretient une relation synergique avec plusieurs aspects de l'activité humaine, ce qui lui confère un caractère transversal. Par ailleurs, les problèmes environnementaux se limitent rarement aux divisions politiques et identitaires et leur prise en charge incite au dépassement des antagonismes. Ces éléments font peut-être de l'environnement un champ unique de l'action politique et à long terme, un vecteur de changement dans le système. S'il demeure difficile d'avoir une appréciation globale du phénomène, l'avènement de problèmes planétaires comme les changements climatiques offre une nouvelle perspective à l'analyse.

1.1.3 Les enjeux environnementaux globaux et les changements climatiques : vers de nouveaux modes de légitimation et d'action dans la politique globale ?

Si la prise en charge d'enjeux environnementaux divers met en évidence un renouveau politique, il est alors légitime de se questionner sur l'impact de problèmes globaux comme l'effet de serre. Cette crise écologique, par sa dimension universelle et diffuse, implique-t-elle de nouvelles interactions entre les acteurs et de nouveaux modes de légitimation dans la politique globale, faisant écho aux idées de Myers? Des hypothèses intéressantes sont émises à ce sujet.

D'abord, Karen Litfin (2005 : 514-515) évoque l'avènement d'une nouvelle politique globale, inspirée des valeurs écologiques, qui sous-tendrait l'interdépendance et la coopération des acteurs. Elle cite le changement climatique comme un élément potentiellement catalyseur de cette transformation. Dans un article, elle affirme à cet effet que la signature du *protocole de Kyoto*¹², en officialisant l'acceptation d'une responsabilité intergénérationnelle et du *principe de précaution*¹³, constitue une étape importante d'un processus d'évolution normative (Litfin, 2000). Selon elle, ces deux principes ont consacré une rupture avec la continuité politique en allant à l'encontre de la légitimité de l'État moderne fondée sur la performance économique à court terme et l'accès infini aux énergies fossiles. Considérant aujourd'hui le peu d'effectivité du protocole, cette thèse doit être nuancée. Litfin a néanmoins le mérite de souligner qu'une problématique globale comme les changements climatiques peut être porteuse d'une légitimité et identité transnationales rivalisant avec celles de l'État-nation. La proposition de Litfin a été en partie secondée par Wapner et Matthew (2009). Selon ces derniers, autant la reconnaissance du principe de précaution que celui de *responsabilité commune, mais différenciée*¹⁴ adopté dans la *Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques* (CCNUCC), sont le corollaire d'une politique globale empreinte d'une conscience écologique nouvelle.

Les impératifs liés au péril écologique mondial faciliteraient ainsi l'acceptation de principes défiant les logiques de la *realpolitik*. Pour le moment, peu d'enjeux ne représentent aussi concrètement ce péril que les changements climatiques. À en croire Litfin, Wapner et Matthew, le spectre de l'effet de serre a déjà suffi à bouleverser des normes bien établies dans la politique globale. Aussi, il serait tentant d'associer le phénomène à un changement en cours dans le système mondial, si ce n'était là une conclusion prématurée. D'une part, les thèses mentionnées ci-haut demeurent imprécises quant aux champs de l'action politique qui

¹² Le *protocole de Kyoto* est un instrument de la CCNUCC, signé en 1997 et entré en vigueur en 2005. Il vise l'atteinte par les États industrialisés de cibles contraignantes de réduction de leur gaz à effet de serre (GES) pour la période 2008-2012.

¹³ Dans le présent contexte, il s'agit d'un principe selon lequel en cas de risque de dommages graves ou irréversibles pour l'environnement, l'incertitude scientifique ne doit pas servir de prétexte à l'inaction.

¹⁴ Dans le cadre des changements climatiques, c'est un principe qui reconnaît que la prise en charge du problème incombe à l'ensemble des nations. Seulement, en raison de leur responsabilité historique et de leur niveau de développement élevé, les pays industrialisés ont une obligation de leadership, notamment en matière de réduction de leurs GES.

seraient affectés par cet éventuel changement. D'autre part, elles sont tout aussi floues au sujet des termes et des raisons profondes de ce dernier. Cette situation s'accompagne d'une carence équivalente au niveau empirique. De fait, affirmer que l'enjeu climatique peut transformer les modes de fonctionnement de la politique globale relève pour le moment davantage de l'intuition que de l'analyse en profondeur.

1.1.4 Les changements climatiques et leur impact sur le monde sécuritaire : état d'un questionnement

Jusqu'à présent, la littérature passée en revue souligne la particularité de l'environnement comme objet politique. Celui-ci serait animé par des logiques qui diffèrent de la plupart des enjeux et porterait les germes de l'interdépendance et de la coopération. En ce sens, la politisation des questions environnementales pourrait avoir un effet transformateur sur les normes de la conduite politique. Dans le cas d'une crise écologique planétaire, cette transformation pourrait opérer au niveau global, amenant une redéfinition des interactions et modes de légitimation à grande échelle. Cette idée demeure un peu nébuleuse, mais autrement inspirante. Nous avons par ailleurs vu en quoi elle demandait à être précisée. Il est de notre avis que l'avènement des changements climatiques dans le monde sécuritaire lui donne une forme plus concrète.

Il fut évoqué en introduction les indices d'un glissement de la question climatique de l'agenda politique régulier vers l'agenda sécuritaire. Nous avons souligné notre perplexité devant un tel phénomène en raison de la nature du champ de la sécurité et des enjeux qui en relèvent habituellement. Les changements climatiques nous apparaissent en soi avoir des caractéristiques fondamentalement différentes de celles de la guerre, de la criminalité ou de la protection frontalière. Plusieurs aspects de la revue de littérature concernant les particularités associées au secteur environnemental n'ont que renforcé cette impression. La présence de l'effet de serre au rang d'enjeu sécuritaire aurait ainsi quelque chose d'insolite. Se pourrait-il alors que les changements climatiques contribuent à une redéfinition des paramètres de la pratique de la sécurité dans le système global ?

Ce questionnement nous rapproche d'un agenda de recherche cohérent sur le thème de l'environnement et sa relation par rapport au politique. Sa mise en œuvre nécessiterait

l'identification de paramètres liés à la sécurité dans la politique globale afin de vérifier si la question climatique y exerce une pression substantielle en tant qu'enjeu sécuritaire. Alors, nous pourrions confirmer ou infirmer l'existence d'un changement en cours dans le système. Néanmoins, subsiste une embuche fondamentale à cette démarche : le choix d'une perspective analytique satisfaisante. D'un côté, il nous faut définir ce qu'est la sécurité et de l'autre, en quoi le réchauffement planétaire y constitue une menace. Or, les deux objets d'étude ne sont pas au-dessus de toute controverse. La prochaine section se penche sur ce problème.

1.2 Environnement, climat et sécurité : perspectives analytiques

L'idée d'accorder aux problèmes environnementaux, le statut d'enjeu sécuritaire fait davantage l'objet de controverse que d'unanimité dans le monde universitaire. Cela est largement attribuable au caractère contesté du concept de sécurité. Il en est de même du lien entre sécurité et climat, d'autant plus que les conséquences exactes des changements climatiques demeurent essentiellement anticipées et scientifiquement incertaines. La présente section vise d'abord à présenter sommairement la menace de l'effet de serre en termes du plus récent consensus scientifique international. Ensuite, nous effectuerons un survol des débats sur la pertinence analytique d'accorder à un problème environnemental le statut d'enjeu sécuritaire. Ces débats mettront en évidence la nécessité d'adopter une conception constructiviste et essentiellement discursive du concept de sécurité aux fins de notre recherche.

1.2.1 L'effet de serre, la menace parfaite : exploration du dernier rapport du GIEC

La notion de sécurité est le corollaire de celle de menace. Avant d'aborder les débats concernant le climat et la sécurité, il est essentiel de se faire une idée générale des dangers associés aux changements climatiques. Cependant, cette tâche est compliquée par le caractère complexe et anticipé de la menace, ses effets devant apparaître sur plusieurs dizaines d'années. Notre perception du phénomène repose de fait en grande partie sur le travail scientifique. À cet égard, soulignons que le GIEC et ses rapports se sont avérés une source inestimable d'information et de légitimité pour les décideurs dans le dossier du climat :

These IPCC reports have provided valuable input into the intergovernmental deliberations over the years and thus could be expected to shape the way that government negotiators conceptualize the problem of climate change. (Betsill & Detraz, 2009 : 309)

Aussi, il semble pertinent d'entreprendre notre investigation par une exploration du 4e et dernier rapport du panel, paru en 2007. Celui-ci expose les problèmes qui pourraient découler d'un réchauffement terrestre moyen de 1.1 à 6.4 degrés Celsius d'ici 2100, ainsi que les causes et solutions qui y sont envisagées (GIEC, 2007 : 7-10). Bien que récemment source de controverses (Cardinal, 2010), le document demeure à ce jour le meilleur reflet du consensus scientifique sur la question (la parution d'un prochain rapport étant prévue pour 2014). Nous en présentons ici les grandes lignes.

D'abord, le GIEC s'attarde aux risques associés aux changements climatiques sur une base globale et parfois régionale. Par exemple, pour l'Afrique, on craint une baisse de rendement de 50 % de l'agriculture pluviale, une progression de la désertification, un stress hydrique accru et une aggravation de l'insécurité alimentaire. En Asie, l'assèchement des grands bassins fluviaux découlant notamment de la disparition des glaciers pourrait aussi diminuer la quantité d'eau douce disponible. Cependant, dans le Sud-Est asiatique, le dérèglement du cycle des pluies combiné à la montée des mers pourraient créer des inondations déplaçant de grandes portions de la population (GIEC, 2007: 11). Notons que l'Asie et l'Afrique sont particulièrement ciblées par le rapport en raison des problèmes structurels auxquels ils font déjà face et du bassin de population important qu'ils renferment. Toutefois, les régions les plus développées ne sont pas forcément épargnées. En Europe, par exemple, on prévoit une plus grande fréquence des inondations côtières liées à la montée du niveau de la mer, alors qu'au sud, des périodes de sécheresse et de chaleur intense pourraient diminuer les rendements agricoles et augmenter le stress hydrique (GIEC, 2007: 11). Des conséquences similaires sont évoquées pour l'Amérique du Nord. Le cas de l'Amérique du Sud est cependant plus proche de ceux de l'Asie et de l'Afrique. La perturbation anticipée des écosystèmes de la forêt amazonienne et le bouleversement des cycles saisonniers pourraient y occasionner la disparition d'espèces rares, une baisse de rendement de l'agriculture et plusieurs crises alimentaires. La fonte des grands glaciers est également citée comme risquant à long terme de diminuer la quantité d'eau disponible pour la consommation et la production

d'énergie (GIEC, 2007:11). En outre, certaines régions font l'objet d'une attention particulière pour la rapidité et la gravité des changements qui pourraient y survenir. Tel est le cas des pôles où la hausse rapide des températures moyennes menace gravement la biodiversité et les modes de vie traditionnels (pour l'Arctique) (GIEC, 2007: 9, 12). Les petites îles sont également ciblées par le GIEC, principalement en raison de la montée du niveau des eaux qui met directement en péril leur existence et la survie des communautés qui y habitent (GIEC, 2007: 12).

Sur une note plus globale, le rapport parle d'une détérioration de la qualité de vie de l'ensemble des collectivités humaines, attribuable notamment à une augmentation des catastrophes naturelles, des famines, du stress hydrique et des migrations de populations fuyant leur territoire (GIEC, 2007: 10-13). Des problèmes pour la santé, l'accès à l'énergie et la viabilité des infrastructures sont aussi mentionnés. En outre, advenant un réchauffement de 4 degrés Celsius, les pertes économiques moyennes engendrées par les changements climatiques pourraient atteindre 1 à 5 % du PIB mondial, bien qu'avec des variations considérables selon les régions (GIEC, 2007 : 69).

Le GIEC est par ailleurs sans équivoque quant à la responsabilité anthropique dans le phénomène d'effet de serre :

On peut avancer avec un *degré de confiance très élevé* que les activités humaines menées depuis 1750 ont eu pour effet net de réchauffer le climat. L'essentiel de l'élévation de la température moyenne du globe observée depuis le milieu du XXe siècle est *très probablement* attribuable à la hausse des concentrations de GES anthropiques (GIEC, 2007 : 5) [en italique dans le texte original].

Suivant le consensus scientifique, le rapport confirme ainsi que ce seraient les GES comme le CO₂ et le méthane provenant notamment des industries, des transports, de la déforestation¹⁵ et de l'agriculture qui seraient responsables des changements climatiques. L'ultime solution pour s'en prémunir serait donc une réduction de ces gaz. Les modèles scrutés par le GIEC nous informent que pour maintenir le réchauffement planétaire en deçà de 2,0 à 2,4 degrés

¹⁵ Les écosystèmes forestiers ont la propriété d'emmagasiner une partie du carbone présent dans l'atmosphère. D'année en année, la déforestation contribue donc à une régression des capacités mondiales de stockage du dioxyde de carbone (CO₂), ce qui contribue à accentuer l'effet de serre.

Celsius d'ici 2050, il faudrait limiter les concentrations de carbone dans l'atmosphère à 450 ppm¹⁶. Cela signifie une réduction de 50 à 80 % des GES mondiaux par rapport aux niveaux de 2000 pour la même période (GIEC, 2007 : 20). Au-dessus du seuil des 2 degrés, le réchauffement du climat terrestre aurait plus de chances de mener à des conséquences dangereuses, voir irréversibles (GIEC, 2007 : 53-54, 65). Le rapport avance toutefois un certain nombre de mesures dites d'« adaptation » aux effets déjà inévitables du réchauffement. Celles-ci concernent notamment l'agriculture, l'approvisionnement en eau et la production d'énergie, sans toutefois faire l'objet d'une présentation détaillée (GIEC, 2007 : 15, 76). Il est d'ailleurs précisé qu'elles ne suffiront pas à elles seules à se prémunir contre la menace dans le futur (GIEC, 2007 : 56).

L'amplitude des dangers décrits par le GIEC est considérable. Le potentiel catastrophique des changements climatiques pour tous les secteurs de la vie humaine et leur étendue géographique en font en quelque sorte une menace parfaite. Néanmoins, la science du climat ne saurait être sans failles dans des prédictions qui concernent l'ensemble du globe sur plusieurs décennies. La régulation du climat terrestre est un mécanisme dont on commence tout juste à comprendre le fonctionnement et la façon dont il est affecté par l'activité anthropique. Au-delà du constat d'un réchauffement de la biosphère, ses conséquences exactes sur l'environnement et la vie humaine demeurent imprécises et cèdent la place à la spéculation à mesure que l'on s'éloigne dans le temps. Il s'agit là d'une première difficulté à parler de l'effet de serre comme d'une menace objective à la sécurité. Toutefois, l'association entre climat et sécurité fait également l'objet d'une contestation plus profonde sur le plan théorique.

1.2.2 Une menace de sécurité environnementale ?

En dehors du problème posé par l'incertitude scientifique autour des conséquences des changements climatiques, l'idée de mettre ceux-ci en relation avec la notion de sécurité fait écho à plusieurs débats académiques non-résolus. *A priori*, les menaces évoquées par le

¹⁶ Parties par million. Mesure de concentration atmosphérique représentant dans ce cas précis le nombre de molécules de CO₂ contenues dans un volume d'air sec (sans vapeur d'eau) dans lequel il y aurait 1 million de molécules, tous gaz confondus.

GIEC sont de nature environnementale et il pourrait sembler logique de les considérer sous l'angle du concept de *sécurité environnementale*. Or, ce dernier est ambigu. Il ne connaît aucune définition consensuelle, ce qui mine son utilité comme outil analytique (Graeger, 1996 : 109-110).

Par exemple, la sécurité environnementale est définie par Buzan, de Wilde et Waeber (1991 : 19-20 ; 1998 : 76) comme étant « la préservation des conditions écologiques qui supportent le développement de l'activité humaine » et réfère donc aussi à toute menace de perte de ces conditions. Cette définition est réalisée dans une optique anthropocentrée et s'applique *a priori* aux menaces climatiques évoquées par le GIEC dans la mesure où elles affecteront le bien-être des individus. Il existe cependant des conceptions plus larges de la sécurité environnementale. Certaines, inspirées du discours écologiste, renvoient à toute dégradation de la biosphère, considérant que l'environnement a « une valeur en soi » qui mérite d'être préservée (Frédéric, 1993 : 758-759). Cette perspective s'applique assurément aux changements climatiques, mais sa pertinence est contestable dans le cadre d'une analyse concernant le monde politique et les Relations Internationales. Par ailleurs, certains vont répudier toute notion de sécurité environnementale s'étirant au-delà de la protection de l'État contre des menaces impliquant l'utilisation de la force (Walt, 1991 : 213 ; Morgan, 2000 : 40). Suivant cette logique, un enjeu écologique en sera un de sécurité que s'il représente une « menace pour la nation » et un risque de conflit. L'application de la sécurité environnementale aux changements climatiques est dans ce cas-ci plus qu'incertaine.

En somme, cette notion s'avère peu pratique analytiquement pour aborder la relation entre climat et sécurité. Elle est en quelque sorte un concept fourre-tout et recèle un caractère polymorphe qui s'explique par les différentes conceptions qui existent de la notion même de sécurité. Afin de voir dans quelle mesure celles-ci peuvent apporter un éclairage pertinent à notre questionnement, nous nous arrêtons sur les deux écoles les plus importantes du champ des Études de sécurité : le « *traditionalisme* » et la *sécurité humaine*.

1.2.3 La conception «traditionaliste» de sécurité et le climat

L'approche *traditionaliste* de la sécurité réfère à une certaine orthodoxie existant dans le champ des Études de sécurité et plus généralement, dans les milieux réalistes et néo-réalistes des Relations Internationales. Les traditionalistes vont habituellement défendre une conception politicomilitaire, statocentrée et objective (matérialiste) de sécurité (David, 2006 : 43, 47 ; D'Aoust, Grondin & Macleod, 2007 : 351, 358 ; Buzan & Hansen, 2009 : 128, 157-170). Pour eux, les enjeux contemporains comme l'environnement (et le climat) sont considérés comme relevant de la sécurité uniquement dans la mesure où ils mettent concrètement en péril l'État et présentent un risque de violence. Or, le lien entre dégradation environnementale et conflits violents demeure contesté. Cela est encore plus vrai dans le cas des changements climatiques.

Mis à part pour quelques chercheurs dont Stalley (2003), l'implication directe de la variable écologique dans les conflits inter étatiques est globalement réfutée. Le constat est plus nuancé en ce qui a trait au rôle de cette variable dans l'éclosion de la violence intra étatique. L'un des modèles phares à cet égard est celui d'Homer-Dixon (1991 ; 1994). Selon ce dernier, les pénuries environnementales jouent un rôle de catalyseur des tensions et de la pauvreté pouvant faire basculer un État dans le désordre et la violence intergroupe, notamment via un processus de migration et d'accapuration des ressources par un groupe dominant (Homer-Dixon, 1994 : 5-13, 23-31). L'environnement jouerait donc un rôle indirect à travers un enchevêtrement complexe de variables politiques, sociales et économiques. Si un tel schéma s'avère représentatif de la réalité, les vastes désastres environnementaux que laissent présager les changements climatiques risquent de produire des migrations massives et des conflits un peu partout sur le globe, particulièrement dans les États pauvres et déjà instables.

Cela dit, la relation entre environnement et violence évoquée par le modèle d'Homer-Dixon a été vivement critiquée. Par exemple, De Soysa (2002) a fait valoir que c'était davantage l'abondance de ressources naturelles précieuses que les pénuries qui contribuait à la pérennisation des conflits dans les États faibles. D'autres chercheurs ont reproché à Homer-Dixon de sous-estimer les capacités d'adaptation des sociétés soumises à un stress environnemental. Par exemple, certains croient que la présence d'institutions démocratiques

et la participation à des régimes de coopération internationale s'avèrent des conditions déterminantes à la paix dans les situations de stress écologiques (Gaulin & Matthew, 2001 ; Gaulin, Matthew & McDonald, 2003). L'existence de migrations environnementales d'envergure, ainsi que leur rôle dans le déclenchement de conflits ont été également contestés, remettant en question une des variables clés du modèle (Barnett, 2003 : 10-13 ; LePrestre, 2005 : 393-394 ; Hartmann, 2010 : 235). En outre, nous avons mentionné précédemment que plusieurs chercheurs s'intéressaient aux questions environnementales non pour les violences qu'elles engendrent, mais plutôt pour les possibilités de paix et de coopération qu'elles offrent (Myers, 1986 ; Dokken, 2001 ; Litfin, 2001 ; 2005 ; Martin, 2005 ; Tookey, 2007 ; Barnett, 2007 ; Matthew & Wapner, 2009).

Ces bémols concernant le lien entre environnement et conflit sont également applicables à l'enjeu climatique. De fait, Hartmann (2010 : 237-238) conclut à l'impossibilité de formuler une quelconque théorie générale quant au rôle que pourraient avoir de futures migrations climatiques dans le déclenchement de violences. Barnett (2003) réfute aussi toute association automatique entre effet de serre et conflits.

À la lumière de ces débats, les chercheurs adhérant à une conception traditionaliste de la sécurité sont divisés quant à la pertinence d'accorder aux changements climatiques le statut d'enjeu sécuritaire. Ceux qui acceptent les conclusions de thèses similaires à celle d'Homer-Dixon vont parfois associer réchauffement planétaire avec violence et déstabilisation du système international. Ils seront *de facto* plus enclins à le présenter comme un enjeu sécuritaire majeur du 21^e siècle (Hirst, 2001 ; Odgen & Podesta, 2007 ; Busby, 2008). Cependant, ceux qui doutent de l'implication des facteurs environnementaux dans l'éclosion des conflits vont être plus prudents à cet égard, faisant valoir qu'il est peu probable que le climat engendre des guerres qui menacent directement les États (Deudney, 1990 ; Levy, 1995). Par ailleurs, l'incertitude scientifique autour de l'effet de serre amènera d'autres traditionalistes à nier purement la pertinence de sa relation avec la sécurité (Lieberman & Schaefer, 2007). De nos jours, le traditionalisme n'a toutefois plus le monopole des Études de sécurité et d'autres voix s'expriment sur la question.

1.2.4 *Le climat vu sous l'angle de la sécurité humaine*

Le début de la Guerre froide marque une première opposition au traditionalisme au sein des Études de sécurité avec l'apparition des *Peace research* (Buzan & Hansen, 2009 : 102-105, 109). C'est sous celles-ci que va naître une première remise en question ontologique de la notion de sécurité, enlevant à l'État son titre de référent unique et prenant en considération des menaces autres que militaires. En complément aux travaux de Galtung sur la *violence structurelle*¹⁷, les *Peace researchers* vont contribuer à l'émergence de la notion de *sécurité humaine* qui sera popularisée plus tard par le *Rapport mondial sur le développement humain* du PNUD. Ce rapport présente la sécurité non pas comme un concept axé sur la protection de la nation, mais plutôt sur celle des individus contre une multitude de menaces structurelles, parmi lesquelles, la dégradation de l'environnement (David, 2006 : 102-106 ; Buzan & Hansen, 2009 : 135-138, 203). Parmi les héritiers des *Peace researchers*, les adeptes de la sécurité humaine sont certainement ceux qui vont connaître la plus grande résonance, notamment en raison de l'écho onusien qu'ils connaissent (D'Aoust, Grondin & Macleod, 2007 : 361-363).

De façon générale, les tenants de la sécurité humaine ont une position favorable à l'inclusion de l'environnement dans l'ontologie sécuritaire. Même en l'absence d'un rôle dans le déclenchement des conflits, ils reconnaissent que les problèmes écologiques peuvent constituer des barrières structurelles au développement des individus. Aussi, ils accepteront la plupart du temps de voir dans les changements climatiques, une question sécuritaire, dans la mesure où la réalisation des prédictions du GIEC affecterait négativement les activités quotidiennes et la survie de millions d'êtres humains (Gaulin, Matthew & McDonald, 2003 ; Barnett, 2003 ; Adger & Barnett, 2005 ; Elliot, 2009 ; Hartmann, 2010).

Il n'en demeure pas moins que la pertinence du climat comme enjeu sécuritaire dépendra en partie, comme c'était le cas avec le traditionalisme, justement de la validité des prédictions scientifiques dans le futur. De plus, si l'on reproche aux traditionalistes une vision de la

¹⁷ Le politologue norvégien Johan Galtung développe dans les années 1970, un concept de violence qui réfère à l'oppression engendrée par les structures et institutions des sociétés empêchant les individus de se développer pleinement.

sécurité cloisonnée à l'État et à la guerre, les axiomes de la sécurité humaine n'en sont pas moins cantonnés aux individus. Ici, apparaissent les limites des conceptions rigides et objectives de la sécurité.

1.2.5 Écueils d'une conception rigide de sécurité et apport du constructivisme

La recherche d'une perspective analytique adaptée à notre objet d'étude nous pousse à exclure deux des principales approches à la sécurité. Celles-ci partagent deux défauts majeurs : leur rigidité ontologique et leur ancrage à une réalité objective. Nous pensons qu'il est préférable de se tourner vers une conception *élargie et dynamique* de sécurité aux fins la présente recherche.

Premièrement, tant l'approche traditionaliste que celle de la sécurité humaine en appellent à une évaluation objective des enjeux en fonction d'une ontologie plus ou moins étroite de la notion de sécurité. Elles subordonnent ainsi nos interrogations à une logique binaire : l'environnement est-il ou non enjeu de sécurité ? ; le climat est-il ou non enjeu de sécurité ? Pour les traditionalistes, la réponse à ces questions est prisonnière de débats non-résolus sur le rôle des variables environnementales dans l'éclosion des conflits. Pour les tenants de la sécurité humaine, l'analyse est fonction des dangers que représentent les enjeux environnementaux pour les individus. Les changements climatiques brouillent cependant les cartes : le caractère anticipé et incertain de leurs conséquences fait en sorte qu'ils échappent largement à une analyse objective.

De fait, lorsque les acteurs du système évoquent le péril climatique (et ils le font), ils n'ont guère de choix que de s'en remettre aux prédictions scientifiques ou à leur anticipation du futur. Il semble alors approprié de s'intéresser à la façon dont les acteurs appréhendent la menace en fonction de leur propre sécurité. Ils jouissent à ce titre d'un large pouvoir d'interprétation. Ainsi, la sécurité dans le cadre du climat aurait un caractère construit et subjectif. L'approche traditionaliste et la sécurité humaine ignorent cette réalité au profit d'un focus plus restreint. Il s'agit d'une des raisons pour lesquelles elles ne sont guère utiles pour répondre à notre questionnement initial.

L'autre raison est que la nature même de ce questionnement est en contradiction avec une conception rigide de la sécurité. On peut difficilement étudier l'impact des changements climatiques sur la pratique sécuritaire, tout en optant pour une perspective analytique qui refuse de voir la sécurité comme un processus multiforme pouvant évoluer. Si nous revenons à Rosenau, il faut, pour identifier le changement, que nous soyons capables de cibler les paramètres de notre objet d'étude. Dans le cas présent, cela revient à voir la sécurité, dans le système global, comme un ensemble de normes et de dynamiques forgées par la pratique. À l'intérieur, la sécurité des acteurs peut prendre plusieurs valeurs et éventuellement entrer en conflit avec les normes, les amenant à évoluer. Les approches vues précédemment, en portant un jugement objectif sur ce que *devrait* être la sécurité plutôt que d'en analyser les formes et constantes dans le système, rendent impossible l'identification du changement tel que nous le concevons ici.

La théorie constructiviste amène toutefois une alternative intéressante à cet égard. En intégrant les normes et les facteurs *idéationnels* à son analyse, elle met de l'avant l'idée selon laquelle la sécurité est une construction des agents et de la structure du système international (Buzan & Hansen, 2009 : 187-190). Dès lors, celle-ci devient autre chose qu'une notion confinée ontologiquement. En acceptant que la sécurité puisse prendre différentes formes selon l'acteur qui s'en prévaut, le constructivisme lui reconnaît une certaine subjectivité, tout en décrivant le monde sécuritaire comme un agencement particulier de normes, de pratiques et de dynamiques. Puisque cet ensemble normatif est construit socialement, il peut théoriquement évoluer dans le temps. Suivant l'adage de Wendt (1992 : 395) à propos du système international « *anarchy is what states make of it* », nous pourrions également affirmer « *security is what we make of it* ».

La thèse constructiviste est séduisante étant donné les difficultés liées à l'étude objective de la menace climatique et la conception du changement que nous défendons. D'une part, elle palie aux incertitudes quant aux conséquences exactes des changements climatiques en attirant notre attention sur la représentation qu'en ont les acteurs par rapport à *leur* sécurité. D'autre part, elle reconnaît la diversité de ces représentations et leur contribution éventuelle dans l'évolution des normes et dynamiques sécuritaires. Ceci dit, le constructivisme

n'indique pas en soi quelles sont ces normes et dynamiques, pas plus qu'il n'est unanime sur la façon de mener une analyse empirique des facteurs idéationnels en matière de sécurité. Les réponses varient selon les utilisations du cadre constructiviste. Aussi, la dernière section de ce chapitre propose une incursion dans la littérature traitant de la représentation *discursive* des menaces environnementales et climatiques dans l'imaginaire sécuritaire des acteurs du système. Cette étape nous permettra de finaliser la mise sur pied d'un agenda de recherche cohérent avec notre questionnement.

1.3 La sécurité et les changements climatiques dans le discours : mise en place d'un nouvel agenda de recherche

Un cadre constructiviste permet d'étudier l'impact des changements climatiques sur la sécurité à travers les diverses représentations que se font les acteurs de la menace dans le système. Cet angle analytique, nous le pensons, demeure le plus cohérent pour aborder de façon dynamique la relation entre effet de serre et sécurité au niveau de la politique globale. Cependant, il peut poser problème au plan empirique : si la sécurité réfère à un ensemble d'idées et de constructions cognitives essentiellement immatérielles, comment procéder à son étude ? Pour certains, la réponse se trouve dans le discours (*l'acte de langage*), celui-ci étant à la fois une représentation particulière de la réalité et un processus contribuant à l'édification des règles qui régissent le monde social (O'Meara, 2007 : 185-186). La sécurité, ses formes, ses normes et ses dynamiques pourraient ainsi être scrutées à même le langage. Des chercheurs se sont penchés sur les différentes représentations sécuritaires de la dégradation environnementale et des changements climatiques via les discours d'acteurs politiques. Leur travail a donné des résultats intéressants qui méritent d'être commentés.

1.3.1 Les changements climatiques dans l'imaginaire sécuritaire : Quelles conclusions tirer du discours ?

Les problèmes environnementaux et les changements climatiques ont déjà été présentés comme enjeux sécuritaires par divers acteurs sur le terrain, ce qui en pratique s'avère significatif du point de vue de la théorie constructiviste. Or, il importe de s'attarder à la façon dont cela a été fait.

Haas (2002) et Barnett (2003) ont relevé l'existence d'une dualité dans la représentation sécuritaire des enjeux environnementaux par les acteurs sur le terrain. Ainsi, certains discours sont axés sur les risques de conflits découlant des problèmes écologiques. D'autres, cependant, traitent plus largement des dangers que ces problèmes font peser sur le développement et la survie de l'ensemble des sociétés et des individus. Soulignons ici la proximité de ces constructions sécuritaires avec les termes du débat académique sur la sécurité et l'environnement. Barnett et Haas s'inquiètent tous deux de l'association entre dégradation environnementale et conflits opérée à travers le discours des acteurs, faisant valoir qu'elle pourrait déboucher sur des mesures inappropriées aux problèmes écologiques. Toutefois, ils s'interrogent peu au sujet de l'impact du second type de discours sur l'idée même et les pratiques associées à la sécurité.

Cette remarque s'applique également aux études concernant spécifiquement le climat. Brown, Hammil et Mcleman (2007 : 1141-1149), ainsi que Brozka (2008) et Hartmann (2010) observent et dénoncent une tendance à la représentation « militarisée » de la menace climatique dans les discours. Comme Haas (2002) et Barnett (2003), ils avancent que penser ce type de problèmes à travers les schémas « traditionnels » de la sécurité serait improductif. Cependant, cette tendance ne serait pas forcément dominante au niveau du climat. Betsill et Detraz (2009) ont mené une analyse sur un grand nombre d'allocutions et de rapports officiels présentant les changements climatiques comme une menace à la sécurité nationale, régionale ou internationale.¹⁸ Sans surprise, la forme exacte prise par la menace varie selon le locuteur, reflétant en quelque sorte l'étendue des prédictions du GIEC et le pouvoir d'interprétation élargi des acteurs à cet égard. Or, si Betsill et Detraz évoquent quelques exemples où le réchauffement planétaire est effectivement associé à un risque de conflits, cela ne serait pas vrai dans une majorité de cas. Dans la plupart des discours et des rapports, la menace aurait la particularité d'être envisagée en fonction de son impact global dans les secteurs d'activité qui assurent le bien-être de l'ensemble des collectivités humaines (Betsill & Detraz, 2010 : 306-308, 312-313). En somme, la menace climatique serait généralement

¹⁸ Parmi les documents choisis par Betsill et Detraz, figurent notamment les délibérations tenues dans le cadre des Conférences de parties (COP) à la CCNUCC et le débat sur la sécurité et les changements climatiques tenu au Conseil de sécurité en 2007.

représentée à travers un prisme très large de conséquences et de vulnérabilités, plutôt qu'en la forme restreinte d'hypothétiques conflits entre acteurs précis.

Cette conclusion est matière à réflexion. On peut se demander si la particularité identifiée par Betsill et Detraz est synonyme de transformation au plan sécuritaire. Aucune des dernières études ne permet véritablement de répondre à cette question. Celles-ci s'attardent principalement à la sémantique des discours, ce qui nous informe sur la représentation que se font les acteurs de la menace, mais pas sur le processus sécuritaire à l'œuvre à travers le langage qui lui, répond à une dynamique et des normes précises, perméables au changement. Seule une analyse du discours en tant que processus politique pourrait nous permettre d'identifier une rupture avec les paramètres de la sécurité au niveau global.

Le travail de Trombetta (2008) fondé sur le cadre de l'*école de Copenhague* s'avère plus éclairant à ce titre. Ce cadre envisage la sécurité à la fois comme un acte de langage et un procédé politique appelant une logique et des mesures particulières. Selon Trombetta (2008 : 591), la prise en charge de la menace climatique à travers le discours sécuritaire offrirait la possibilité de surmonter les dynamiques violentes et antagonistes attribuées à la sécurité par l'école de Copenhague. Cela s'expliquerait notamment par les impératifs de coopération amenés par cet enjeu global (Trombetta, 2008 : 598).

Cette proposition est fort intéressante du point de vue de la problématique développée jusqu'ici. Cependant, elle fait l'objet d'une faible démonstration empirique. Aucun discours n'est proprement analysé de façon à montrer en quoi sa sémantique *et* le processus qu'il engendre seraient en rupture avec les dynamiques identifiées par l'école de Copenhague. Trombetta est également peu explicite quant au pourquoi, aux conditions et à la portée d'une telle rupture. Son analyse a toutefois le mérite de s'attaquer directement aux normes qui régissent la sécurité dans la politique globale. Elles y figurent à titre de paramètres pouvant être bousculés par la prise en charge de la menace climatique. À cet égard, la piste développée par l'école de Copenhague doit être approfondie.

1.3.2 Un agenda de recherche

La revue de la littérature nous aura permis de préciser quelques-unes de nos interrogations quant à l'avènement de la problématique climatique dans la sphère sécuritaire. Nous nous sommes intéressés à cette question spécifique avec l'intuition selon laquelle les impératifs liés à une menace écologique globale pouvaient remettre en question certains aspects de la pratique de la sécurité dans la politique globale. La recherche universitaire a en partie confirmé cette intuition, tout en nous suggérant un angle sous lequel aborder le sujet. Ses réponses sont toutefois demeurées partielles, mettant en évidence la nécessité d'approfondir la réflexion, ainsi que l'analyse empirique. Aussi, nous proposons de monter un nouvel agenda de recherche à partir des forces et faiblesses de la littérature. De cette dernière, trois constats généraux peuvent être établis.

Le premier concerne la nature du changement dans la politique globale et la capacité des enjeux environnementaux à le générer. Rosenau (1990) identifie le changement aux turbulences dans les paramètres d'un système étudié (ici global). Certains ont avancé que la prise en charge des problèmes environnementaux planétaires tels que le climat pouvait contribuer au changement dans la conduite politique en amenant de nouvelles interdépendances et interactions entre acteurs du système (Myers, 1986 ; Litfin, 2000 & 2005 ; Wapner et Matthew, 2009). Bien qu'imprécises, ces hypothèses suggèrent que l'enjeu climatique pourrait avoir un impact similaire sur le champ spécifique de la sécurité.

Le second constat devant être tiré de la littérature a trait au choix d'une perspective analytique afin d'évaluer l'impact des changements climatiques sur la sécurité. Cela nous semble impossible partant d'une définition objective et ontologiquement rigide de celle-ci. La perspective constructiviste semble apte à surmonter ces difficultés en s'intéressant d'abord aux menaces à travers les représentations que s'en font les acteurs du système, représentations qui contribuent à la construction de la sécurité, de ses normes et de sa pratique, et qui peuvent éventuellement la faire évoluer.

Finalement, le discours nous est apparu un médium approprié pour l'analyse empirique des constructions sécuritaires autour du climat. À cet égard, Betsill et Detraz (2009) ont souligné que le discours dominant présentait la menace climatique dans une perspective large

interpellant les collectivités humaines sur une multitude de domaines et non spécifiquement sur les risques de conflits. Cela dit, une simple analyse de la sémantique des discours est insuffisante pour conclure à un changement normatif opérant globalement au niveau de la sécurité. S'arrêtant à l'école de Copenhague, Trombetta (2008) a amené la réflexion dans une direction plus prometteuse. Nous entendons poursuivre celle-ci.

Ainsi, nous voulons déterminer l'impact des changements climatiques en tant que menace désignée, sur les normes et dynamiques associées à la sécurité au niveau global. Eu égard aux constats tirés de la revue de littérature, un certain nombre de modalités doit désormais préciser notre investigation. Premièrement, nous fonderons notre analyse sur le cadre développé par l'école de Copenhague qui envisage la sécurité à la fois comme une pratique discursive et un processus politique. Une étude des travaux de l'école sur la nature et les conséquences de ce processus nous permettra de voir en quoi la menace de l'effet de serre est susceptible de le remettre en question. Nous pourrions ainsi formuler une hypothèse de recherche pouvant être testée empiriquement. En accord avec la méthode privilégiée par l'école de Copenhague, notre analyse sera menée à même un certain nombre de discours et de documents présentant les changements climatiques comme enjeu sécuritaire. Nous pensons que cette démarche sera en mesure d'offrir une réponse satisfaisante à notre question de recherche, tout en palliant aux lacunes de la littérature antérieure.

La présentation du cadre de l'école de Copenhague, de notre hypothèse, des cas qui seront étudiés ainsi que de la méthodologie que nous utiliserons sont l'objet du prochain chapitre.

CHAPITRE II

LA SÉCURITISATION DU CLIMAT COMME VECTEUR DE CHANGEMENT

Après avoir fait le point sur la menace des changements climatiques et leur relation avec la notion de sécurité, il convient de s'attarder à l'école de Copenhague. La pertinence de son approche a été soulignée dans la littérature et nous pensons qu'elle peut apporter un éclairage judicieux dans le traitement de notre problématique. Ce second chapitre vise à en présenter les fondements en tant que cadre théorique, ainsi que l'hypothèse que nous pouvons en tirer au regard de notre question de recherche. Ensuite, nous aborderons les détails de son opérationnalisation, ainsi que la méthodologie que nous emploierons afin de mener une analyse empirique de l'impact de l'effet de serre sur la pratique sécuritaire.

2.1 L'école de Copenhague et la sécurité

L'école de Copenhague sous-entend un raisonnement un brin plus complexe que les approches généralement fondées sur des conceptions objectives de la sécurité. Conséquemment, il est nécessaire de s'attarder à ses fondements théoriques, ainsi qu'à deux de ses concepts phares, la *sécuritisation* et les *complexes de sécurité*. Ensuite, nous passerons en revue certaines critiques adressées à l'école dans le but d'en marquer les limites et les forces au vu de l'actuel agenda de recherche.

2.1.1 Les fondements de l'école de Copenhague

Le précédent chapitre a témoigné de l'absence de consensus quant au sens à donner à la sécurité, ainsi que du foisonnement théorique dont la notion a été l'objet. Si une majeure partie de ce foisonnement s'est limitée à des ouvertures variables sur le plan ontologique, il fut précisé la singularité du constructivisme qui voit dans la sécurité, un construit intersubjectif, perméable au changement (Wendt, 1992 : 395 ; David, 2007 : 104 ; D'Aoust, Grondin & Macleod, 2007 : 337-358; Buzan & Hansen, 2009 : 157-170, 205-207). D'autres approches sont cependant allées plus loin. Le poststructuralisme, par exemple, s'est interrogé sur les raisons d'être de la sécurité en tant que pratique politique, affirmant qu'elle était essentielle à la représentation identitaire, alors qu'est désignée une menace existentielle, l'«autre», par rapport à un « nous » collectif (Buzan & Hansen, 2009 : 218-221). Les apports

du constructivisme et du poststructuralisme sont primordiaux dans la réflexion que va entreprendre l'école de Copenhague.

Celle-ci réfère à un corpus de chercheurs dont l'originalité est l'étude spécifique et méticuleuse de la sécurité entendue comme processus politique (Floyd, 2007 : 38-40). Certains situent l'école à la jonction du néoréalisme, du constructivisme et du poststructuralisme, mais on la présente également comme théorie à part entière en raison de la nature de ses travaux (Macleod, 2004 : 12-13). Afin de situer son raisonnement, il est impératif de remonter à l'un de ses chercheurs phares, Barry Buzan et à son ouvrage *People, States and Fear : An Agenda for International Security Studies in the Post Cold War Era* (1991).

Buzan est l'un des premiers chercheurs à décortiquer de façon méthodique le concept de sécurité qu'il juge sous-exploré. *A priori*, il refuse de lui donner une définition exacte et s'attarde plutôt à en analyser la dimension subjective et ambiguë. Selon Buzan, la sécurité réfère en soi à un objectif simple : la protection d'un référent contre une menace existentielle. Dans le système politique global, le plus petit référent que l'on puisse vouloir protéger est théoriquement l'individu, alors que le plus vaste est le système lui-même (Buzan, 1991 : 35). Contrairement à la plupart des approches systémiques et objectivistes, Buzan rejette l'existence d'une rationalité unique partagée des acteurs du système en ce qui a trait à leur sécurité et aux menaces qu'elles appréhendent. Ceux-ci ont des identités et des réalités spécifiques et ne peuvent donc avoir des perceptions identiques de ce qui porte atteinte à leur survie. La forme et la gravité des menaces varient ainsi dépendamment de celui qui les désigne à sa sécurité, notion dont la forme elle-même est variable. Buzan en conclut que la sécurité est intrinsèquement subjective, ce qui rend improbable sa définition ontologique (Buzan, 1991 : 58, 60-64, 96).

Ces postulats jettent les bases de la réflexion qui sera au cœur de l'école de Copenhague.

2.1.2 La sécurité comme acte de langage et processus politique

En écho à l'ouvrage de Buzan, va se constituer un noyau de chercheurs qui vont développer une théorie qui sera la marque distinctive de l'école. Dans un ouvrage central,

Security: A New Framework For Analysis (1998), Barry Buzan, Jaap de Wilde et Ole Waever reprennent l'analyse là où *People, States and Fear* l'avait laissée afin de se pencher plus spécifiquement sur les dynamiques propres à la pratique de la sécurité.

En s'attaquant à celle-ci comme processus politique, les auteurs lui apposent cette fois une définition. Cette dernière, tout en respectant l'analyse antérieure de Buzan, marque le tournant de l'école vers une analyse discursive inspirée du poststructuralisme et des travaux d'Ole Waever sur le langage (1995) :

It (security) is when an issue is presented as posing an existential threat to a designed referent object [...] The special nature of security threats justifies the use of extraordinary measures to handle them [...] Traditionally, by saying "security", a state representative declares an emergency condition, thus claiming a right to use whatever means are necessary to block a threatening development (Buzan, de Wilde & Waever, 1998: 21).

En focalisant sur la façon dont une situation devient un enjeu sécuritaire, les auteurs précisent la forme que prend la pratique de la sécurité : la *sécuritisation*. Celle-ci consiste en un acte de langage par lequel un acteur désigne une *menace existentielle* à un *objet référent* et réussit à faire accepter cet état de fait à un auditoire pertinent. Cet acteur crée ainsi un état d'urgence lui permettant d'utiliser des *mesures exceptionnelles* pour contrer la menace (Buzan, de Wilde & Waever, 1998 : 23-25). L'essence de la sécurité réside donc en une forme particulière de discours. En outre, l'objet référent et l'*acteur sécurisant* peuvent en principe se trouver dans un continuum entre l'individu et le système entier, avec toutefois une prépondérance de l'État (Buzan, de Wilde & Waever, 1998 : 36-37). Les menaces désignées envers l'objet référent, elles, demeurent subjectives et potentiellement infinies (Buzan, de Wilde & Waever, 1998 : 49-58). Ce nouveau développement est cohérent avec la réflexion exprimée dans *People, States and Fear*. Toutefois, l'école de Copenhague dispose dorénavant d'un objet d'analyse en accord avec son raisonnement : le discours sécuritaire des acteurs.

Au-delà de l'analyse discursive, l'un des aspects les plus intéressants de *Security: A New Framework For Analysis* concerne l'exploration des dynamiques rattachées à une sécuritisation réussie. Selon ses auteurs, une sécuritisation inscrit habituellement des antagonismes entre les acteurs concernés et débouche sur un corpus de mesures susceptibles

de briser les règles en place (les mesures d'exception) (Buzan, de Wilde & Waever, 1998 : 27-29, 36-37). La pratique de la sécurité peut mener ainsi à des conséquences funestes. Afin de comprendre le raisonnement des auteurs sur cette question, il est nécessaire de souligner l'héritage du juriste et philosophe allemand Carl Schmitt (1888-1985).

Williams (2003) explique les similarités entre le concept de sécurité de l'école de Copenhague et celui de politique de Schmitt. Pour ce dernier, la politisation d'un enjeu implique une division entre groupes concernés par celui-ci, division qui, à l'extrême, pourrait impliquer un «combat à mort» entre ces groupes pour la défense de leur point de vue. Selon Schmitt, la politique inscrit une distinction ami-ennemi sur une thématique particulière et cette distinction constitue le fondement de la cohésion du groupe. Cette cohésion lui permet en outre d'assurer sa souveraineté, c'est-à-dire sa capacité à prendre des décisions qui le concernent, même lorsque celles-ci impliquent la transgression des normes ou du cadre légal. Une telle situation est qualifiée d'«état d'exception» (Williams, 2003: 515-517). La souveraineté du groupe s'exprime donc pleinement par la prise de mesures exceptionnelles.

Sans être aussi radicale dans sa conception de politique, l'école de Copenhague considère la sécurité comme étant à l'extrême du spectre de la politisation des enjeux. À ce niveau, un groupe en vient à percevoir une question comme comportant un aspect gravement menaçant pour le référent qu'il veut protéger. Ce faisant, son identité se crispe autour du référent, phénomène qui accentue les divisions par rapport aux autres groupes concernés par la question qui deviennent alors des menaces potentielles. Dans l'urgence créée par l'insécurité qui pèse sur l'objet référent, le groupe est prêt à prendre des mesures exceptionnelles pour le sauvegarder, c'est-à-dire, à rompre avec la norme et le cadre légal s'il le faut (Williams, 2003: 517-521). Cette comparaison des deux théories permet de voir en quoi elles se ressemblent et explique mieux les prémisses qui mènent Buzan, de Wilde et Waever à affirmer que la sécuritisation crée une dynamique d'antagonisme et d'altérité potentiellement dangereuse lorsqu'exprimée dans l'urgence et l'exceptionnalisme.

Au final, l'école de Copenhague voit dans la sécurité un acte performatif et un processus qui vise à sortir un objet de la gouverne de la «politique normale» pour en faire une priorité urgente. Au-delà de la sémantique des menaces (fussent-elles militaires, politiques,

économiques, sociétales ou environnementales), une dynamique *schmittienne* guette toute tentative de sécuritisation par les acteurs du système qui tendent alors à identifier un « autre »¹⁹ comme responsable de leurs problèmes (Buzan, de Wilde & Waever, 1998 : 28-29). Ceci dit, l'effet d'une sécuritisation ne se limite pas à l'acteur qui la pratique, ni au référent ou à la menace qui est visée. L'école de Copenhague prétend que les sécuritisations mutuelles débouchent, au niveau systémique, sur des sous-ensembles qui unissent et opposent des acteurs précis en fonction des régions ou des enjeux en question. Ces ensembles sont appelés *complexes de sécurité*. Il convient de s'arrêter brièvement sur cette notion afin de compléter la présentation du cadre de l'école de Copenhague.

2.1.3 *La notion de complexe de sécurité et la permanence des rivalités*

L'idée de complexe de sécurité est d'abord développée par Buzan (1991) pour être reprise et intégrée aux réflexions autour de la sécuritisation (Buzan, de Wilde & Waever, 1998). On peut définir les complexes de sécurité comme des ensembles de représentations et de peurs collectives résultant de sécuritisations mutuelles. À mesure qu'ils réfèrent à eux-mêmes en termes d'ennemis ou de vulnérabilités, les acteurs du système créent entre eux des interdépendances qui varient selon les régions ou les enjeux. Ainsi, dans un complexe de sécurité, les problèmes sécuritaires des acteurs sont interreliés au point où il est difficile de les analyser isolément les uns des autres (Buzan, de Wilde & Waever, 1998 : 10-11, 201). À titre d'exemple, il est possible d'affirmer qu'il existe un complexe de sécurité régional propre aux États du Moyen-Orient, de la même façon que la sécurité de certains acteurs est interreliée sur des enjeux précis comme la prolifération des armes nucléaires.

L'école de Copenhague affirme que les complexes de sécurité sont habituellement générés de l'intérieur (*bottom-up*) par les perceptions et les distinctions ami/ennemi des acteurs qui les composent (Buzan, de Wilde & Waever, 1998 : 11-15). Même si les relations qui les caractérisent ne sont pas forcément guerrières, elles impliquent généralement des éléments de rivalité. Cela s'explique parce que les unités du système (le plus souvent les États ou groupes d'États) construisent leur sécurité et donc, leur identité, en opposition les unes aux autres (Buzan, de Wilde & Waever, 1998 : 198-199). Il s'agit d'une idée cohérente avec la lecture

¹⁹ Le terme couramment utilisé dans la littérature sur la sécuritisation est *alien other*.

de Carl Schmitt évoquée précédemment. Par conséquent, la dynamique antagoniste et *schmittienne* liée aux sécuritisations tendrait à dominer les complexes de sécurité.

Buzan, de Wilde et Waever reconnaissent cependant une possibilité pour certains enjeux de générer des complexes en agissant comme pression extérieure (*top-down*). Tel serait le cas lorsque des acteurs s'unissent pour contrer une menace commune qui les dépasse. Dans ces conditions, les antagonismes et rivalités cèderaient le pas à la coopération et l'amitié :

...it is possible to envisage regional security interdependence arising less from the interpretations between units than from collective responses to shared fates arising from outside systemic pressures. [...] When security interdependence comes top-down rather than bottom-up, it seems highly likely that the resultant security complex will be found at the amity end of the spectrum... (Buzan, de Wilde & Waever, 1998 : 199).

En théorie, une menace d'envergure planétaire pourrait conduire à une dynamique unificatrice pour tous les acteurs du système, suscitant en quelque sorte un «méga» complexe de sécurité. L'école de Copenhague n'exclut pas complètement la possibilité de sécuritisations universelles ayant un référent d'ordre systémique (Buzan, de Wilde & Waever, 1998 : 199). Nous reviendrons sur cette question plus loin. Précisons cependant que les chercheurs posent plusieurs bémols quant à cette éventualité :

If rivalry is a facilitating condition for successful securitization, middle level collectivities will always have an advantage over the system level in this respect. Somehow, the system-level candidates are still too subtle and indirect to trigger the levels of mass identity necessary for securitization (Buzan, de Wilde & Waever, 1998 : 37).

En conclusion, la notion de complexe de sécurité joue un rôle essentiel dans l'approche développée par l'école de Copenhague. Elle rend plus facile l'identification des dynamiques et acteurs propres à chaque sécuritisation et situe ces dernières dans leur contexte régional ou événementiel. Nous retenons que les complexes de sécurité demeurent prisonniers des rivalités liées à l'identité des acteurs qui les composent. En somme, en l'absence d'une menace systémique suffisamment sérieuse pour provoquer une vulnérabilité collective, les antagonismes sont une caractéristique plutôt pérenne de la sécurité dans le système global.

2.1.4 Pertinence et limites de l'école de Copenhague : un retour sur la problématique

Le cadre conceptuel proposé par l'école de Copenhague permet d'aborder la sécurité comme un élément dynamique plutôt qu'un concept rigide dont l'ontologie change au gré des écoles et des valeurs. Elle y est scrutée minutieusement en tant que processus politique. Nous avons déjà fait l'éloge d'une telle approche pour aborder la menace climatique comme enjeu sécuritaire. Néanmoins, des reproches ont été adressés à Buzan, de Wilde et Waever. Aussi, il convient de souligner deux des critiques fondamentales faites aux chercheurs concernant la nature et la normativité de leur raisonnement. Tout en reconnaissant des limites à ce dernier, nous pensons que ces critiques peuvent être surmontées et réitérons la pertinence du cadre de la sécuritisation dans la présente recherche.

Ainsi, de la même façon que les sécuritaires traditionnels, Knudsen (2001) a accusé l'école de Copenhague de détruire la cohérence du champ des Études de sécurité en niant la réalité objective des menaces et en appelant à une conception alternative de la sécurité se distanciant de l'État et du secteur militaire. À l'inverse, Behnke (2000 : 95-100) a critiqué l'école pour son manque d'implication normative et l'absence de projet d'émancipation dans son analyse. Il reproche à ses chercheurs de contribuer aux actuelles logiques antagonistes de la sécurité et fait valoir que prôner une conception alternative de celle-ci au plan académique pourrait produire des résultats plus positifs sur le terrain. Selon Williams (2003 : 512), ces critiques diamétralement opposées dans leur commentaire sont le reflet d'une incompréhension répandue de la nature des travaux de Buzan, de Wilde et Waever.

L'école de Copenhague décrit elle-même son approche comme radicalement constructiviste dans sa conception de sécurité et plutôt objectiviste dans sa vision des relations sociales (Buzan, de Wilde & Waever, 1998 : 204-206). Cela implique deux choses. Premièrement, la reconnaissance que tout peut théoriquement constituer une menace à n'importe quel acteur dans le système. L'école de Copenhague n'appelle aucunement à l'abandon de l'État et des considérations militaires dans son analyse de la sécurité. Au contraire, elle admet leur statut prédominant. Seulement, ce statut n'est pas prôné. Le cadre analytique des chercheurs les oblige à reconnaître que la sécurité est évoquée dans d'autres secteurs que le secteur militaire et par d'autres acteurs que l'État. À la limite, ils peuvent exposer l'inutilité d'une

sécuritisation, mais ne peuvent en nier l'existence si elle est proprement réalisée (Buzan, de Wilde & Waever, 1998 : 206).

Deuxièmement, la conception relativement fixe des identités et des relations sociales qu'adopte l'école, l'amène à observer une dynamique de rivalité et d'antagonisme dans le processus sécuritaire. Si elle ne prétend pas que cette dynamique soit insurmontable, elle postule que cette dernière est une réalité objective à moyen ou long terme (en somme, un paramètre du système). Conséquemment, l'école de Copenhague ne vise pas une remise en question systématique des structures sociales à des fins d'émancipation, contrairement aux écoles critiques (Buzan, de Wilde & Waever, 1998: 205-206). Cela ne signifie pas pour autant qu'elle juge la dynamique sécuritaire désirable. Simplement, la sécuritisation doit être considérée comme une possibilité intrinsèque (et potentiellement funeste) à la vie politique (Williams, 2003 : 521-522).

La dynamique que la sécurité est réputée inscrire entre les acteurs nous apparaît comme le principal élément de continuité du processus sécuritaire dans la politique globale. Sa mise en évidence est l'une des grandes forces de l'école de Copenhague, ce qui ajoute aux raisons justifiant notre adhésion à son cadre théorique. Celui-ci nous dote d'un point d'ancrage solide pour aborder notre question de recherche. En effet, si l'on veut évaluer l'impact des changements climatiques en matière de sécurité, c'est d'abord au niveau de la dynamique inscrite par leur sécuritisation que l'on devrait regarder. Dans la littérature, Trombetta (2008) affirme que cette dynamique pourrait bien être en rupture avec celle identifiée par l'école. Seulement, peu d'explications sont fournies quant au pourquoi et aux conditions d'une telle scission avec la norme sécuritaire et la recherche empirique sur la question demeure limitée.

2.2 Hypothèse de recherche

Notre investigation nous a amenés à nous questionner au sujet de l'impact de l'effet de serre sur les normes et dynamiques liées à la sécurité au niveau global à travers le concept de sécuritisation. Dans la présente section, nous formulons une hypothèse relative à cette problématique, ainsi que les conditions sous lesquelles nous pensons qu'elle s'avère fondée.

2.2.1 *Le changement dans la dynamique des sécuritisations : une hypothèse*

Avant de formuler notre hypothèse de recherche, deux points méritent d'être éclaircis. Premièrement, la possibilité théorique pour les changements climatiques de générer des sécuritisations atypiques de grande échelle, suivant le raisonnement de l'école de Copenhague. Deuxièmement, l'importance à cet égard de la représentation dominante de la menace telle qu'établie par le consensus scientifique.

A) Le climat et les sécuritisations systémiques : une possibilité théorique

En traitant des complexes de sécurité, l'école de Copenhague a évoqué la possibilité d'enjeux systémiques unissant les collectivités humaines devant un destin commun. En effet, certaines menaces pourraient hypothétiquement agir sur la formation de méga complexes de sécurité sous-entendant l'interdépendance et la coopération des acteurs du système (Buzan, de Wilde & Wæver, 1998: 198-200). L'école a toutefois minimisé la probabilité qu'une menace perçue comme globale gagne suffisamment en attention pour générer un sentiment de vulnérabilité universel (Buzan, de Wilde et Wæver, 1998 : 37, 82-83).

Buzan et Wæver (2009) sont récemment revenus sur cette discussion en précisant les conditions relatives à ces sécuritisations à vocation systémique (qu'ils nomment *macrosecuritisations*). Ces dernières seraient rares, mais pas totalement impossibles lorsque motivées par des prétentions universalistes telles que l'idéologie, la religion ou l'environnement (Buzan & Wæver, 2009 : 253, 257-261). Dans le cadre d'un enjeu à connotation globale, un acteur pourrait en effet chercher à protéger davantage la survie humaine en elle-même, plutôt que celle d'un État ou autre groupe à tendance particulariste. Ceci dit, selon Buzan et Wæver, seuls les enjeux environnementaux auraient le potentiel d'atteindre un niveau pleinement universel de sécuritisation. En effet, celles propulsées par des considérations idéologiques ou religieuses, eussent-elles des prescriptions pour l'humanité, se feraient le plus souvent en opposition à des rivales aux prétentions similaires. On tendrait alors à répéter les schémas antagonistes qui rendent l'universalisme et la formation de méga complexes impossibles. Cependant, la situation serait différente pour les problèmes environnementaux globaux. Ceux-ci référerait plus aisément à des menaces

physiques globales²⁰ qui sont difficilement réductibles à des ennemis ou coupables précis autres que le hasard ou l'ensemble de nos agissements collectifs. Alors, une sécuritisation autour d'enjeux écologiques de grande échelle pourrait théoriquement contourner les logiques d'antagonisme et d'altérité :

The difficulty for inclusive and exclusive universalism is that they usually require, or generate, a threat which is the same type of entity as themselves (ideology against ideology, superpower against superpower) making universal scale impossible by definition. *But where the threat is of a different type from the collectivities sharing the securitization, then the universal scale is possible* (Buzan & Waever, 2009 : 264) [nous soulignons].

Certes, les menaces physiques peuvent avoir un caractère régional et opérer à un niveau plus restreint (Buzan & Waever, 2009 : 265). Cependant, elles auront alors une portée limitée et risquent fort peu de susciter une vulnérabilité collective. Seules d'éventuelles menaces physiques à caractère planétaire portent les germes d'un véritable universalisme. Elles offrent la possibilité de sécuritisations de grande envergure concourant à la création d'un méga complexe de sécurité. De telles sécuritisations seraient porteuses d'une dynamique d'amitié plutôt que d'antagonismes, de coopération plutôt que de rivalités et d'unification plutôt que d'altérité. Elles participeraient ainsi à une rupture avec la norme dans le processus sécuritaire, soit à un changement au sens où l'entend Rosenau.

Buzan et Waever identifient peu de menaces concrètes susceptibles de déboucher sur des macrosécuritisations. Ils estiment néanmoins que les craintes liées au nucléaire et les changements climatiques sont des candidats sérieux, bien qu'ils n'aient pas à présent suscité l'attention nécessaire à la sécuritisation (Buzan & Waever, 2009 : 254-258, 261, 264- 271). Le potentiel de la menace climatique pour les macrosécuritisations tient à sa nature, du moins en la forme que lui donne le consensus scientifique (notamment à travers les rapports du

²⁰ Par menace physique, nous entendons une menace qui ne réfère pas directement à un ou plusieurs acteurs du système. Ici, le danger ne se matérialise pas concrètement en la forme d'un « autre », soit-il État, collectivité, religion, idéologie ou individu. La menace est *a priori* extérieure aux relations humaines et à la vie sociale. Par exemple, on pourrait qualifier un tremblement de terre de menace physique. Un astéroïde géant fonçant vers la Terre ou une montée catastrophique du niveau des océans seraient des menaces physiques globales en raison de l'amplitude de leurs conséquences attendues.

GIEC). En effet, le caractère physique, global et diffus de cette menace en fait un enjeu propice aux sécuritisations systémiques et universelles.

B) Le potentiel de la menace climatique : retour et réflexion sur les conclusions du GIEC

Nous avons déjà mentionné les écueils d'une analyse objective de la menace climatique aux fins de la présente recherche. L'effet de serre comporte en soi trop d'incertitudes et les notions de menace et de sécurité sont elles-mêmes trop subjectives. Nous avons toutefois insisté sur l'influence des travaux du GIEC dans la représentation collective du phénomène, notamment pour la classe politique. Cela s'explique par le rôle de *communauté épistémique*²¹ joué par cet organisme qui représente le consensus scientifique international et le principal instrument des décideurs au niveau climatique (Buzan & Waever, 2009 ; Betsill & Detraz, 2009 ; Villumsen-Berling, 2011). Aussi, il semble légitime de nous fonder sur les conclusions du GIEC afin d'expliquer comment les changements climatiques favorisent *a priori* les sécuritisations systémiques. Il n'est pas utile de revenir ici sur les détails du 4e rapport du groupe. Nous en avons cependant schématisé les principaux éléments à la *figure 2.1* afin de représenter la menace telle qu'elle y est décrite. Sur la base de cette interprétation, les changements climatiques présentent trois caractéristiques clés : ils sont une menace *globale, physique et diffuse*.

Premièrement, ils représentent un péril véritablement *global*. Si certaines régions de la planète risquent d'être affectées plus rapidement et plus durement que d'autres, aucune ne sera visiblement épargnée par les effets du réchauffement. La menace climatique est également globale au sens où elle transcende tous les secteurs de l'activité humaine. Dans ces conditions, l'ensemble des acteurs du système, soient-ils États, groupes d'États, collectivités ou individus, partagent en théorie une vulnérabilité commune face au phénomène. Cette insécurité collective renvoie au final à une seule identité partagée et irréductible : celle d'humains qu'il faut protéger à tout prix. La globalité de la menace climatique favorise donc la formation d'un référent universel : l'humain ou l'humanité.

²¹ Pour Haas (1992 : 2-3), l'idée de communauté épistémique réfère au rôle des experts, des scientifiques et autres personnes en position d'autorité intellectuelle dans la construction d'une réalité acceptée au niveau global. Sur des questions environnementales complexes comme le climat, la science est le refuge ultime de la légitimité politique (Buzan, de Wilde & Waever, 1998 : 77).

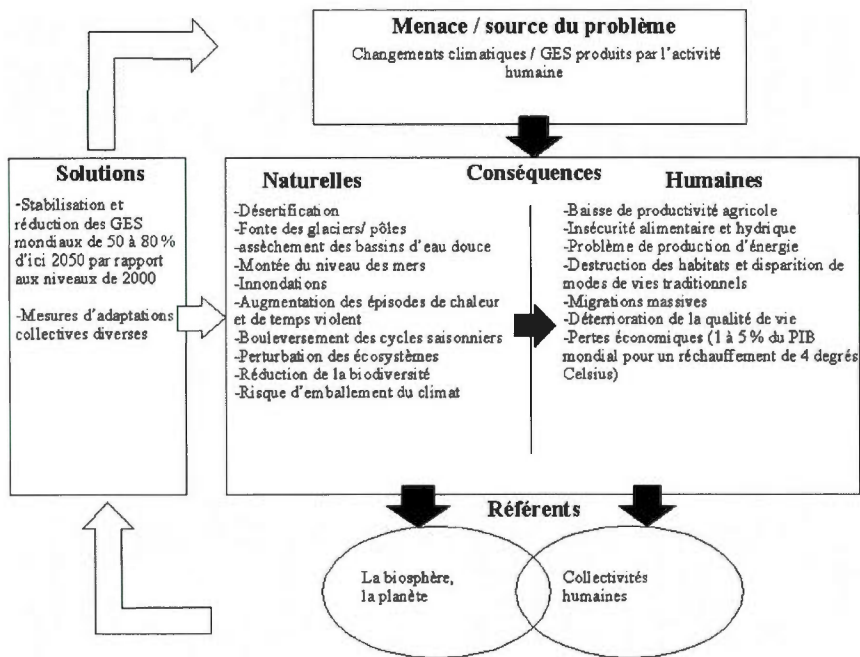


Figure 2.1 Quatrième rapport du GIEC

Deuxièmement, la menace est *physique* au sens entendu précédemment. Elle est largement impalpable et interpelle les mécanismes naturels de la biosphère. En ce sens, elle ne prend pas directement la forme d'un acteur du système et demeure *a priori* extérieure aux relations humaines et à la vie sociale. Il y a certes des conséquences humaines que l'on attribue à l'effet de serre. Certaines décrites par le GIEC comme ayant trait à l'énergie ou à l'immigration sont le fait de sensibilités et de rivalités politiques diverses. Elles ont cependant un caractère secondaire au problème du réchauffement et il est peu probable qu'elles occupent une place centrale dans le discours sur le climat. Autrement, le consensus scientifique cible clairement les GES découlant de l'activité humaine comme les grands responsables des changements climatiques. On pourrait alors imaginer que la responsabilité de la menace glisse vers des acteurs précis, ces derniers se retrouvant au centre d'une sécuritisation. Dans une telle situation, l'universalisme interpellé par la menace climatique ne saurait être préservé, puisque des « ennemis » seraient inscrits dans le processus sécuritaire : la logique d'altérité et d'antagonisme identifiée par l'école de Copenhague persisterait.

Cette possibilité ne prend toutefois pas en considération une troisième caractéristique de la menace climatique telle que définie la science et le GIEC : non seulement celle-ci est-elle globale, mais les GES qui l'engendrent sont eux-mêmes une pollution *diffuse*. Parce qu'ils contribuent à un phénomène planétaire, voyagent dans l'atmosphère et ne reconnaissent aucune frontière, on peut difficilement localiser géographiquement leur source et leur impact précis (Vallée, 2002 : 53-59). Il est ardu pour un acteur X de blâmer formellement les GES d'un acteur Y pour le réchauffement climatique dont il se prétend victime²². Par ailleurs, la problématique implique un grand nombre d'acteurs et de secteurs de l'activité humaine, ce qui rend d'autant plus difficile l'identification de responsabilités ciblées. La nature des GES porte ainsi davantage à l'internalisation du problème et à la responsabilisation collective. Dans les faits, il est objectivement impossible pour les acteurs d'assurer seuls leur sécurité face aux effets de cette pollution. Même si l'un décide de réduire ses GES, il continuera d'être affecté par les changements climatiques si les autres ne font pas de même : on peut difficilement ériger de forteresses contre le dérèglement du climat. Conséquemment, les mesures pour se prémunir contre cette menace devront généralement être collectives sous peine d'inefficacité. Une telle situation rend irrationnelles la division et la stigmatisation de responsables.

En résumé, le caractère global, physique et diffus accordé aux changements climatiques par le consensus scientifique rend théoriquement possible une sécurité systémique et universelle, soit la réalisation de macrosécuritisations pour reprendre les termes de l'école de Copenhague. Ainsi, la menace suscite une vulnérabilité commune et n'inscrit pas naturellement d'antagonismes. De plus, les solutions qu'elle implique, que ce soit au niveau

²² Notons que la science permet dans les faits d'identifier certaines sources des GES avec précision. Seulement, cette pollution ne saurait s'apparenter à une menace directe d'un acteur à un autre, comme peuvent l'être des missiles intercontinentaux. Les problématiques liées à la pollution sont rarement asymétriques au point de créer une division nette entre coupables et victimes. Par ailleurs, la problématique des changements climatiques implique plusieurs mécanismes intermédiaires, anthropiques et naturels, qui créent une distance entre la menace posée par un acteur (ses émissions spécifiques de GES) et la vulnérabilité d'un autre. À titre d'exemple, la responsabilité de certains pays émergents comme la Chine au terme des émissions de GES est bien documentée. D'autre part, certaines îles comme Tuvalu sont particulièrement menacées par la montée du niveau des océans attribuée aux changements climatiques. Or, la relation entre les émissions proprement chinoises et l'érosion des berges de Tuvalu demeure subtile, rendant difficiles la fustigation publique et la stigmatisation de la première pour les malheurs que subit la seconde.

de la réduction des GES ou de l'adaptation, demandent la coopération de l'ensemble des acteurs du système. En d'autres mots, les changements climatiques appellent au dépassement des barrières identitaires qui délimitent le politique, ce qui concorde avec l'idée d'un référent universel en construction devant une peur globale.

Ainsi, une lecture rationnelle de la menace climatique en sa forme dominante en fait une candidate aux sécuritisations systémiques imaginées par Buzan et Waever (2009). À l'instar de Trombetta (2008), nous souscrivons donc à l'idée que les changements climatiques puissent amener un type de sécuritisation dont les dynamiques s'éloignent des antagonismes et de la continuité en matière de sécurité. De telles sécuritisations, proprement réalisées, participeraient à un changement normatif dans la politique globale à la manière entendue par Rosenau (1990), ici spécifiquement au niveau sécuritaire. Contrairement à Buzan et Waever (1998 ; 2009), nous croyons que cette possibilité a dépassé le stade purement théorique et s'est illustrée concrètement. Nous énonçons ainsi notre hypothèse de recherche :

La sécuritisation de l'enjeu climatique amène un changement normatif en favorisant une rupture avec les logiques antagonistes et particularistes habituellement associées à la sécurité dans la politique globale.

Certaines conditions doivent toutefois être observées.

2.2.2 Les conditions au changement normatif dans les sécuritisations

Notre hypothèse découle d'un raisonnement sur la nature de la menace climatique en une forme que nous pensons largement acceptée des acteurs du système. Nous avons souligné le rôle et la position d'autorité du GIEC en tant que communauté épistémique dominante à cet égard. Cependant, le cadre de l'école de Copenhague nous oblige à reconnaître la subjectivité des notions de menace et de sécurité. Ce faisant, il n'est pas garanti que tous les acteurs interprètent la menace climatique sur la base d'un même consensus et d'une même rationalité. Dans des cas précis, des sécuritisations impliquant le climat pourraient déboucher sur des dynamiques plus proches de la norme que d'une rupture avec celle-ci. Nous identifions ici deux possibilités à cet égard

A) L'identification de responsables aux changements climatiques

Il n'est pas impossible que des acteurs, notamment les États, en viennent à concevoir différemment la problématique du climat et identifient des responsables à cet égard. Par exemple, un fort sentiment de vulnérabilité ou une importante asymétrie dans les responsabilités et conséquences réelles ou appréhendées du réchauffement planétaire pourraient rendre satisfaisante la recherche de coupables.

Par exemple, nous avons indiqué que la nature des GES faisait en sorte qu'il était *a priori* difficile de distribuer des blâmes sans équivoque. Néanmoins, la vulnérabilité et la responsabilité face au phénomène d'effet de serre sont déjà des points d'achoppement au processus de négociation autour de la CCNUCC et nourrissent une division qualifiée de «Nord-Sud». Certains pays en développement (PED), malgré une responsabilité historique moindre que les États industrialisés, risquent de subir les premiers les contrecoups du réchauffement. Il s'agit là d'une des principales tensions entre collectivités humaines sur la question du climat. Il n'est toutefois pas évident qu'elle finisse par imprégner le processus sécuritaire.

D'abord, la majeure partie des négociations sur le climat se tient à l'intérieur d'un processus de coopération multilatérale où le principe de *responsabilité commune, mais différenciée* assure en théorie des solutions plus équitables pour les peuples. Les PED y sont également fortement représentés par le G77²³ qui garantit que leurs intérêts ne seront pas marginalisés. Par ailleurs, au niveau climatique, ceux qui ont la capacité de contribuer significativement à une réduction des GES ou aux mesures d'adaptation, sont souvent les puissances industrielles, soit les grands émetteurs de carbone. Cela engendre deux paradoxes. Premièrement, les États les plus pauvres et vulnérables se retrouvent dépendants des grands pollueurs pour assurer leur sécurité devant un réchauffement planétaire déjà amorcé. Deuxièmement, les acteurs en meilleure position pour représenter le G77, notamment la Chine et l'Inde, profitent d'une industrialisation rapide qui les a mises au rang des plus

²³ Groupe des 77. Il s'agit d'une coalition créée dans les années 1960 afin de promouvoir les intérêts des États en développement dans les enceintes des Nations unies. Constitué de 77 États à sa création, il en compte aujourd'hui 131.

grands émetteurs de GES. Ces éléments diminuent la probabilité d'une violente polarisation «Nord-Sud» sur la question du climat, y compris au niveau sécuritaire. De surcroît, une éventualité contraire serait ironique. Par exemple, advenant des sécuritisations à l'encontre des émetteurs de GES, les seuls acteurs ayant les moyens de prendre des mesures exceptionnelles coercitives contre des fautifs seraient vraisemblablement les puissances et donc, les grands pollueurs eux-mêmes. À l'inverse, il y a peu de chance que ces derniers soient la cible de mesures coercitives, justement en raison du caractère dissuasif de leur puissance (Deudney, 1990 : 474).

La peur et la sécurité ne sont toutefois pas des sentiments rationnels. Nous ne pouvons exclure l'éventualité que, dans l'appréhension du danger, s'installe une logique de désignation de boucs émissaires. Cette logique pourrait être perpétrée par des acteurs étatiques, industrialisés ou en développement, ou des acteurs privés agissant au nom de valeurs et de vulnérabilités diverses²⁴. Lors du débat de 2007 sur la sécurité et les changements climatiques au Conseil de sécurité, la Namibie, les îles Tuvalu et la Papouasie-Nouvelle-Guinée ont affirmé que les changements climatiques étaient une « guerre biologique ou chimique », que «les cheminées et les pots d'échappement étaient des armes » et que l'effet de serre n'était « pas moins menaçant pour les petites îles que le danger des armes et des bombes » (Security Council, 2007). Bien qu'elles s'abstiennent de stigmatiser des responsables, ces remarques étonnent par le glissement sémantique qu'elles opèrent en comparant la menace climatique à la guerre et ses attributs (Jaggard, 2008 : 232, 234 ; Betsill & Detraz, 2009 : 311). Sans les tenir pour des sécuritisations, elles évoquent la possibilité d'imbriquer les changements climatiques dans un construit narratif propice aux distinctions ami-ennemi. En dépit des arguments évoqués ci-haut, la tentation de trouver un ou plusieurs coupables à l'effet de serre pourrait affecter le processus sécuritaire.

²⁴ Eagan (1996) explique comment une idéologie biocentriste radicale, jumelée à une perte de confiance en l'Humanité ont mené des organisations comme *Earth First!* à abandonner le processus politique au profit de la violence. Sa description du processus de radicalisation des groupes écologistes est en plusieurs points similaire à la réflexion que fait l'école de Copenhague sur la dynamique sécuritaire. Ces groupes voient leur identité se renforcer autour des causes qu'ils défendent, au point où ils en viennent à voir leurs opposants comme des ennemis contre qui les contre-mesures sont légitimes (Eagan, 1996 : 13).

Alors, la construction de la menace pourrait s'éloigner de sa forme dominante (notamment donnée par le GIEC) et une sécuritisation pourrait transformer les pollueurs en « menaces » à la sécurité. Le cas advenant, l'enjeu climatique donnerait naissance à une démarche sécuritaire non pas en rupture, mais plutôt en continuité avec la norme.

B) Des sécuritisations connexes

Par ailleurs, il est possible d'envisager des cas où, malgré les apparences, l'objet d'une sécuritisation ne serait pas tant la menace climatique, mais une peur connexe. De par leur caractère global et transcendant, les changements climatiques pourraient perturber des complexes de sécurité préexistants, exacerbant des peurs ou des antagonismes qui n'ont *a priori* aucun lien direct avec la problématique d'effet de serre. LePrestre (2005 : 397) reconnaît à cet effet la possibilité d'instrumentalisation des problèmes environnementaux dans des revendications et conflits qui les dépassent.

Il est ainsi envisageable de voir apparaître des discours où le climat sert essentiellement de prétexte à une sécuritisation connexe. Cette dernière n'aurait alors pas comme leitmotiv le solutionnement de l'effet de serre ou la protection face à ses conséquences directes, mais la priorisation d'enjeux plus ou moins liés. Dans les multiples débats abordant la problématique du réchauffement global, existent des exemples de questions connexes qui se voient dotées d'une attention renouvelée. Citons notamment les rivalités géopolitiques entre le Canada, les États-Unis, la Russie, la Norvège et le Danemark sur le statut de l'Arctique dont la fonte suscite la convoitise des ressources. Également, les discussions acrimonieuses sur l'immigration dans les sociétés occidentales qui pourraient se voir galvanisées par la crainte de futures pressions migratoires attribuées aux changements climatiques.

Aucun de ces cas n'a pour enjeu central le réchauffement planétaire. Ils témoignent plutôt de préoccupations antérieures et de complexes de sécurité bien ancrés dans l'imaginaire d'acteurs du système. D'éventuelles sécuritisations de ces questions pourraient néanmoins référer au climat dans une recherche de légitimité. Or, ces enjeux sous-tendent une logique d'altérité et d'antagonisme incompatible avec l'hypothèse défendue dans la présente recherche. Aussi, dans la mesure où le changement climatique n'est pas l'élément central

d'une sécuritisation, il nous est difficile de maintenir que celle-ci va générer une dynamique de changement normatif.

Au final, la désignation de responsables précis dans le phénomène et l'enchevêtrement du climat à d'autres complexes de sécurité limitent le potentiel pour l'effet de serre de générer des sécuritisations systémiques et pleinement universelles. Ces deux éventualités impliquent par ailleurs une distanciation par rapport à la représentation dominante de la menace climatique telle que popularisée le consensus scientifique et le GIEC.

Ces éléments nous amènent à formuler certaines conditions en lien avec notre hypothèse de base :

Le changement normatif amené par la sécuritisation autour de l'effet de serre opère dans la mesure où cette dernière est fidèle à la représentation dominante de la menace, c'est-à-dire qu'aucun acteur n'y est stigmatisé pour sa responsabilité dans le phénomène et que le changement climatique demeure la menace centrale sécuritisée.

2.3 Méthodologie et opérationnalisation du cadre théorique

La vérification de notre hypothèse de recherche implique une analyse du changement dans les sécuritisations autour du climat. Trois éléments sont ici fondamentaux : 1) la capacité d'identifier une sécuritisation et de la mettre dans son contexte ; 2) la mise en place d'indicateurs permettant de distinguer des éléments de changements normatifs ; 3) le repérage de cas d'étude pertinents. Cette section présente les détails de l'opérationnalisation du cadre de la sécuritisation à la faveur de notre enquête, ainsi que la méthodologie que nous emploierons et ses limites.

2.3.1 Repérage, délimitation et significativité des sécuritisations

Aux fins d'éventuelles recherches empiriques, l'école de Copenhague établit un corpus de critères encadrant le repérage des sécuritisations dans les discours. Elle impose du coup une méthodologie indissociable de sa réflexion théorique qu'il est impératif de suivre.

Nous nous permettons cependant d'y apporter quelques précisions afin de délimiter certaines zones grises.

A priori, une sécuritisation s'identifie à la présence d'une structure narrative particulière où quatre éléments fondamentaux se côtoient : un *acteur sécuritisant* qui désigne une *menace existentielle* à un *objet référent* devant un auditoire pertinent et invoque la nécessité de *mesures exceptionnelles* pour venir à bout de ladite menace (Buzan, de Wilde & Waever, 1998 : 23-25). En soi, le mot « sécurité » n'a pas besoin d'être évoqué, mais sa résonance doit être au moins implicite (Buzan, de Wilde & Waever, 1998 : 176-178). L'objet référent peut se situer dans un continuum entre l'individu et le système au complet, avec une prépondérance observable de l'État ou de regroupements aux attributs similaires (groupes identitaires intra ou supranationaux, groupements régionaux) (Buzan, de Wilde & Waever, 1998 : 36-37). L'acteur sécuritisant peut être le référent lui-même, y être *de facto* associé (chef d'État parlant au nom de l'État) ou parler au nom d'un référent qui le dépasse, en quel cas il doit se revendiquer d'une certaine légitimité (Buzan, de Wilde & Waever, 1998 : 40-42). Globalement, pour que la sécuritisation soit considérée comme effective, l'école de Copenhague nous indique qu'elle doit convaincre un auditoire pertinent de l'imminence de la menace et de la pertinence d'éventuelles mesures exceptionnelles, celles-ci n'ayant toutefois pas nécessairement besoin d'être adoptées. À tout le moins, un sentiment d'urgence doit être palpable (Buzan, de Wilde & Waever, 1998 : 23-25).

Lorsqu'une tentative de sécuritisation ne remplit pas totalement ces conditions, nous avons davantage affaire à un « *securitizing move* » (dans les mots de l'école de Copenhague). Ceux-ci ne sont pas nécessairement insignifiants puisqu'ils peuvent façonner l'attention et les solutions dédiées à certains enjeux dans l'agenda politique (Buzan, de Wilde & Waever, 1998 : 25-27, 36-37, 49, 57).

Ces critères éclairent le repérage préliminaire des éléments de sécurité dans un texte. Néanmoins, des ambiguïtés subsistent. Il appartient au chercheur utilisant le cadre de l'école de Copenhague de délimiter alors les zones grises en fonction de son agenda de recherche. Fondamentalement, trois détails posent problème dans le cas qui nous préoccupe.

La première difficulté est de déterminer la significativité du locuteur, soit la pertinence de l'acteur sécuritisant. L'école de Copenhague postule qu'à peu près tous les acteurs du système peuvent pratiquer une sécuritisation. Se fier uniquement à ses indications pourrait nous amener à considérer les communautés épistémiques (le GIEC notamment) ou certaines ONG comme des acteurs sécuritisants. Nous pensons cependant qu'il est impératif d'opérer une distinction entre les mondes universitaire et militant d'une part, et le monde politique à proprement parler. Nous ne nions pas que les premiers puissent nourrir un projet normatif, mais leurs acteurs, par la nature de leurs fonctions, n'appartiennent pas directement au politique. Les acteurs proprement politiques sont plus clairement parties au processus décisionnel et en ce sens, les modalités de la sécuritisation leur reviennent d'abord.

Ainsi, nous considérerons en premier lieu, les discours sécuritisants provenant d'acteurs dont la prise de décision est « le travail de tous les jours » au niveau global. Il peut s'agir d'États (chefs d'États, organes étatiques, hauts fonctionnaires et personnes politiques), d'institutions internationales (ainsi que leurs organes et hauts représentants) ou d'organisations régionales (OTAN, U-E, etc.). De façon générale, nous évaluerons la significativité de l'acteur sécuritisant en fonction de sa légitimité et de son autorité auprès du référent et de l'auditoire qu'il prétend représenter.

Cela nous mène au second problème, celui de l'auditoire. Buzan, de Wilde et Waever ne sont pas très loquaces quant au seuil de significativité de l'auditoire qui accepte une sécuritisation et quant à la façon dont le consentement s'exprime. L'école de Copenhague fait souvent référence à la notion de contrat social entre dirigeants et dirigés (Buzan, de Wilde & Waever, 1998 : 197-199), ce qui est plus ou moins pertinent lorsque l'on sort du cadre étatique. En l'absence de critères plus précis, on peut alors se donner certains indices quant à la pertinence et à la réussite d'une sécuritisation : la taille de l'auditoire réel proportionnellement à l'auditoire visé, le degré de médiatisation, les signaux d'approbation et la présence ou l'absence de grandes contestations.

Enfin, la dernière difficulté concerne les mesures exceptionnelles. Bien que l'école de Copenhague spécifie que celles-ci n'aient pas besoin d'être adoptées en définitive, elles doivent tout de même être évoquées plus ou moins explicitement dans le discours. Cela dit, la notion de mesure exceptionnelle reste vague. *A priori*, Buzan, de Wilde et Waever (1998 : 24) parlent d'une rupture avec le cadre légal ou la norme et de l'affectation des énergies et ressources d'une société à une tâche spécifique. Il demeure difficile de faire une distinction formelle entre les mesures qui relèvent de la politique « normale » et celles qui appartiennent à l'exception. Corry (2010) évoque quelques critères pour les distinguer. Selon lui, alors que la politique transforme un objet pour le rendre gouvernable en vertu de choix rationnels basés sur la maximisation de l'utilité, le risque et la sécurité biaisent cette rationalité en engageant un élément d'incertitude ou de danger qui implique des mesures immédiates de précaution ou de réaction. Nous considérerons alors les mesures exceptionnelles comme des moyens pouvant certes briser le cadre légal et la norme, mais également de façon plus *soft*, référer à un détournement spécifique des ressources à des fins différentes de la rationalité politique habituelle (*business as usual*).

Ces derniers critères permettront de cibler les construits narratifs s'apparentant à la sécuritisation dans les discours que nous analyserons. Dans certains cas, il est possible que nous n'ayons affaire qu'à des *securitizing moves*. Alors, ces derniers seront considérés et analysés pour les tendances qu'ils sont susceptibles d'inscrire au niveau sécuritaire, mais leur impact sera relativisé.

Une fois les exemples de sécuritisations autour du climat identifiés, l'analyse des éléments de changement et de continuité en lien avec nos hypothèses doit se faire à l'aide d'indicateurs précis.

2.3.2 *Changement et continuité dans les sécuritisations : les indicateurs*

Notre hypothèse de recherche implique que nous soyons capables de distinguer le changement de la continuité dans le discours sécuritaire. À partir des raisonnements tenus à la section 2.2, nous avons identifié des indicateurs en fonction de quatre éléments clés des sécuritisations qui seront analysés : l'*objet référent*, le *caractère de la menace désignée*, la

nature des mesures exceptionnelles envisagées et la dynamique générale de la sécuritisation. Pour chacun de ces éléments, nous avons établi une division en fonction d'un idéal-type du changement par rapport à la continuité. Le tout est présenté sous la forme d'une grille qui sera notre principal outil analytique (*Tableau 2.1*). Nous en dévoilons ici les détails.

A) Les indicateurs de la continuité

D'abord, en ce qui a trait aux sécuritisations s'inscrivant dans la continuité, les indicateurs choisis découlent des postulats de l'école de Copenhague. Ainsi, leur *objet référent* est réputé se situer entre l'ensemble intra étatique et l'ensemble régional (avec primauté de l'État) en raison de la tendance qu'ont les identités de groupe à se former en opposition les unes par rapport aux autres. Cette dynamique favorise l'action politique, dont la sécuritisation, et rend improbables, selon l'école, les sécuritisations systémiques et universelles. Le *caractère de la menace* justifiant la sécuritisation a conséquemment tendance à être défini, au sens où un « autre » (*alien other*) est stigmatisé comme responsable de l'insécurité qui pèse sur l'objet référent. Les *mesures exceptionnelles* envisagées sont en rupture avec la norme ou le cadre légal et justifient une allocation particulière des ressources à des fins de prévention ou réaction à la menace désignée. Puisque la menace prend la forme d'un « ennemi » précis, ces mesures tendent à rejoindre le corpus des appareils sécuritaires traditionnels et impliquent un certain degré de coercition, la force offensive ou défensive, ainsi que le recours aux moyens militaires ou policiers. Globalement, la *dynamique* sous-jacente aux sécuritisations s'inscrivant dans la continuité en est une d'urgence, d'antagonisme, d'altérité, de crispation identitaire et de « jeu à somme nulle ».²⁵

B) Les indicateurs du changement

A contrario, la réflexion menée jusqu'à présent a conduit à supposer l'existence de sécuritisations en rupture avec cette continuité en matière de sécurité. La formulation d'indicateurs relatifs à un éventuel changement normatif demeure cependant problématique, puisqu'elle a un aspect novateur. L'exercice n'est toutefois pas impossible si l'on s'appuie

²⁵ Par jeu à somme nulle nous entendons que la sécurité de l'un est incompatible avec celle de l'« autre » qui pose la menace. L'idée d'une sécurité pleinement collective et universelle est par définition impossible.

sur les écrits de Buzan et Waeber au sujet des macrosécuritisations et les conclusions que nous en avons tiré.

Premièrement, l'*objet référent* de ces sécuritisations atypiques aurait tendance à être global ou universaliste, suivant la logique d'une sécurité universelle et systémique. Par exemple, un acteur sécuritisant pourrait référer à la protection de la planète, de l'humanité ou de l'ensemble des individus qui la peuplent. Cet acteur n'a toutefois pas nécessairement besoin d'être lui-même dans une position universaliste. Buzan, de Wilde et Waeber (1998 : 40-42) soulignent qu'un acteur sécuritisant peut parler au nom d'un référent qui le dépasse.

Le *caractère de la menace* désignée, quant à lui, constituerait le principal élément de rupture avec les sécuritisations s'inscrivant dans la continuité. Ici, plutôt que définie en la forme d'un ennemi précis, la menace serait présentée comme diffuse, impalpable ou alors, internalisée en tant que responsabilité collective. Cela tient du fait que les sécuritisations systémiques se déploient théoriquement en réaction à des menaces globales et physiques qui, comme nous l'avons mentionné, rendent plus difficile l'identification de responsables (ennemis) ciblés.

En ce qui a trait aux *mesures exceptionnelles* envisagées, celles-ci sous-entendent toujours une rupture avec la norme et une allocation particulière des ressources. Toutefois, il faut imaginer de telles mesures déployées dans un contexte de sécuritisation globale ne visant aucun ennemi en particulier. Il nous faut alors concevoir la rupture avec la norme dans un contexte qui n'est pas celui de l'État ou d'un groupement particulariste, mais plutôt du système en entier. Si une sécuritisation systémique et universelle amène l'unification des acteurs devant une menace commune, on peut supposer que les mesures exceptionnelles envisagées iront dans le même sens en contribuant à l'érosion des particularismes et de la souveraineté étatique.

Floyd (2007 : 44-45) laisse en effet présumer que certaines actions internationales puissent résulter de sécuritisations effectives. On a aussi vu que Litfin (2000 ; 2005), ainsi que Wapner et Matthew (2009) présentent la CCNUCC et le protocole de Kyoto comme des initiatives exceptionnelles rompant avec les intérêts rationnels de l'État moderne. Les actions

internationales contraignantes pour les États pourraient donc être considérées comme une forme d'exceptionnalisme dans le cas présent. En outre, dans des sécuritisations où il n'y a pas d'ennemi précis, l'allocation exceptionnelle des ressources pour lutter contre la menace devrait prendre une dimension collective, de sorte que ses coûts et ses bénéfices seraient répartis à travers tous les acteurs et secteurs de la société.²⁶ Cela tend à nous éloigner du mode d'action des appareils sécuritaires traditionnels et des mesures exceptionnelles envisagées dans un contexte de relations ami-ennemi.

Pour finir, la *dynamique* des sécuritisations porteuses de changement normatif serait à l'opposé de celle des sécuritisations traditionnelles. On parle en effet d'une dynamique d'amitié, de coopération, d'unification, de responsabilisation collective et de jeu à somme positive.²⁷

Les indicateurs ci-dessus offrent la possibilité d'une analyse empirique du changement et de la continuité dans les sécuritisations climatiques. Il est à noter toutefois l'éventualité d'un chevauchement des indicateurs d'une catégorie à l'autre pour une même sécuritisation. Cette situation s'explique dans la mesure où les catégories «changement» et «continuité» constituent des idéaux types. Advenant le cas, nous tâcherons d'indiquer la direction générale de la sécuritisation étudiée et d'en expliquer les anomalies.

²⁶ Notons à cet égard que le Protocole de Kyoto s'accompagne d'un corpus de mesures appelées *mécanismes de flexibilité*. Ceux-ci proposent de réduire les émissions de GES par des solutions économiquement efficaces et profitables à la fois pour les puissances industrielles et les PED. On y retrouve des instruments de marché comme les permis d'émission et le *mécanisme de développement propre* qui incite les pays industrialisés à transférer des technologies propres dans les PED. Nous ne cherchons pas ici à démontrer que le Protocole de Kyoto soit le résultat d'une sécuritisation réussie, ce serait là dépasser le mandat de notre recherche. Simplement, nous citons les mécanismes de flexibilité comme exemples de mesures dont les coûts et les bénéfices tendent à être distribués collectivement.

²⁷ Au sens où la sécuritisation répond à un problème dont la responsabilité est collective, de sorte que la sécurité d'un acteur est indissociable de celle d'un autre. Pareille situation implique qu'il est dans l'intérêt de tous de coopérer.

	Continuité	Changement
Objet référent	- Tendance particulariste Ex : État, groupe intra étatique, ensemble régional	-Tendance globale, universaliste Ex : l'humanité, la planète, l'ensemble des individus
Caractère de la menace Désignée	-Défini, l'«autre »	-Indéfini, diffus, extérieur aux relations humaines ou internalisé comme responsabilité collective
Nature des mesures exceptionnelles Envisagées	-En rupture avec le cadre légal ou la norme et la rationalité utilitariste ; allocation particulière des ressources à des fins de prévention ou de réaction à la menace posée par l'« autre » Ex : corpus sécuritaire traditionnel, coercition, force offensive ou défensive, moyens militaires ou policiers	-En rupture avec le cadre légal ou la norme et la rationalité utilitariste ; allocation particulière des ressources à des fins de prévention ou de réaction à la menace collective Ex : actions internationales contraignantes de grande envergure, solutions de prévention et d'adaptation communes
Dynamique sous-jacente	- <i>Schmittienne</i> -Identifiée par l'école de Copenhague : urgence, antagonisme, altérité, crispation identitaire, jeu à somme nulle	-Autre : urgence, amitié, coopération, dépassement des logiques particularistes, responsabilisation collective, jeu à somme positive

Tableau 2.1 Grille analytique de la sécuritisation

2.3.3 Choix des documents et démarche générale de l'analyse

Notre investigation des impacts de l'enjeu climatique sur les normes et dynamiques sécuritaires au niveau global implique l'analyse de discours mettant en lien climat et sécurité.

À des fins de concision, nous avons limité notre choix à quatre documents :

1-Le discours du président américain Barack Obama au *sommet des Nations-Unies sur les changements climatiques* tenu à New York le 22 septembre 2009.

2-Le discours du Secrétaire général de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen sur les risques émergents à la sécurité tenu à la *Lloyd's of London* (Londres) le 1^{er} octobre 2009.

3- Le discours du Secrétaire général des Nations-Unies Ban Ki-moon au *débat sur l'impact des changements climatiques sur la sécurité et la paix internationale* tenu au Conseil de sécurité (New York) le 20 juillet 2011.

4- Le discours du politicien australien Kelvin Thompson sur la surpopulation et le climat tenu au *Woodford Folk festival* (Woodford) le 29 décembre 2010.

Plusieurs critères ont délimité ce choix. Tout d'abord, nous avons recherché des discours qui, par leur structure narrative, respectaient les *a priori* de la sécuritisation tel qu'établis par l'école de Copenhague. En ce sens, ils peuvent tous être qualifiés de tentatives de sécuritisation. Les discours devaient également provenir d'acteurs politiques au sens où nous l'avons entendu précédemment et être publics, de manière à ne pas constituer d'agendas secrets. Afin d'être cohérent avec l'idée de pluralité des acteurs dans la politique globale, notre choix s'est arrêté sur des tentatives de sécuritisation provenant de quatre sources dont trois représentent des niveaux différents de gouvernance. Ce *modus operandi* permet également d'éviter le biais d'une analyse fondée sur un seul type d'acteur. Finalement, la période couverte par la recherche s'étale de 2007 à 2011. Le choix de 2007 comme année de référence s'explique en ce qu'elle est considérée à bien des égards comme une année charnière en matière de changements climatiques (Brzoska, 2008 : 1-3). Cette année coïncide notamment avec la parution du dernier rapport du GIEC, la remise du prix Nobel au groupe et à Al Gore, et le premier débat sur la sécurité et les changements climatiques au Conseil de sécurité. Après survol, nous nous sommes arrêtés sur des interventions se situant entre 2009 et 2011, de façon à refléter l'intensité des débats qui ont précédé et succédé à la conférence de Copenhague sur le climat.²⁸

Nous procéderons à l'étude de chacun de ces discours en prenant soin d'en faire ressortir les éléments de changement ou de continuité à l'aide des indicateurs développés à cette fin. Chacun verra donc son contenu narratif interprété à travers quatre éléments fondamentaux — l'objet référent, le caractère de la menace désignée, les mesures exceptionnelles envisagées et la dynamique globale. Nous schématiserons les aspects les plus pertinents des discours à la

²⁸ Le sommet devait accoucher d'un instrument successeur au protocole de Kyoto dont la première période d'engagement arrive à échéance en 2012. À ce titre, il a suscité d'âpres discussions tant par les attentes générées que par son échec relatif.

manière de ce que nous avons fait avec le 4e rapport du GIEC. Cela permettra non seulement l'économie des mots, mais également une représentation visuelle de la menace telle que décrite par chaque tentative de sécuritisation étudiée. Ainsi, l'emploi des indicateurs sera simplifié, de même que les comparaisons entre nos cas d'étude et les conclusions du GIEC. Cette façon de procéder nous offrira aussi la possibilité d'évaluer la place des changements climatiques dans les discours sécurisants : est-elle centrale ou accessoire ?

Par ailleurs, une attention particulière sera portée à la significativité et à la contextualisation des tentatives de sécuritisation analysées. Nous tenterons d'évaluer leur pertinence et leur impact en fonction de leur auditoire, du locuteur et du contexte dans lequel elles surviennent. Deux raisons motivent ces précautions. La première est une volonté de diminuer la subjectivité et les erreurs liées à la démarche interprétative dans l'analyse de discours. La seconde est d'assurer que les cas étudiés ne sont pas purement anecdotiques.

2.3.4 *Limites de la démarche*

Nous reconnaissons que l'épistémologie que sous-entend notre démarche demeure plus interprétative que positiviste. Aussi, nous sommes conscients des reproches formulés à l'égard d'une telle épistémologie. Moravcsik (1999) évoque la difficulté des constructivistes à tester empiriquement leurs hypothèses, reléguant celles-ci à la spéculation. Néanmoins, O'Meara (2007 : 194-195) rappelle qu'un cadre basé sur le matérialisme ontologique comme l'exigent les positivistes nie les caractéristiques construites de la vie sociale. En choisissant le cadre de l'école de Copenhague pour traiter de la relation entre climat et sécurité, nous reconnaissons le caractère construit et intersubjectif de cette dernière. Ce faisant, une démarche positiviste serait incohérente avec nos postulats et inappropriée à notre démonstration.

Par ailleurs, l'école de Copenhague et sa méthode discursive n'empêchent pas toute forme d'analyse empirique :

The criterias are not formalized enough to send hundreds of students into the coding laboratory in the style of 1960's behaviorist IR. The criterias are a little more interpretative, but it does not seem farfetched to conclude that people working with

an understanding of securitization theory have reproducible findings (Buzan, de Wilde & Waever, 1998: 188).

Il existe de fait une littérature consistante adoptant le cadre des chercheurs de Copenhague qui a su acquérir une reconnaissance suffisante pour que nous nous sentions légitimes de l'adopter. Aussi, la présence limitée d'analyses empiriques sur la sécurité et le climat dans la littérature est en partie ce à quoi nous tentons de remédier. En délimitant nos propres critères face aux ambiguïtés de la méthode de l'école, nous croyons faire preuve d'une rigueur nécessaire pour mener à bien notre analyse.

Au final, cette recherche n'a pas l'ambition d'établir une matrice des sécuritisations autour du climat et de comparer le pourcentage d'éléments de changement et de continuité de chacune. Notre objectif est plus humble : démontrer que l'avènement d'une problématique comme l'effet de serre participe à un renouveau dans le monde sécuritaire, la sécurité étant ici entendue comme une représentation mentale et un processus politique. À ce titre, nous offrons une réflexion sur son évolution possible. En aucun cas nous ne prétendons que les tentatives de sécuritisation étudiées sont nécessairement garantes des actes qui seront posés dans le futur au nom de la lutte contre le réchauffement global.

CHAPITRE III

SÉCURITÉ ET CLIMAT : UNE ANALYSE DES CONSTRUCTIONS DISCURSIVES

Le cadre théorique adopté dans le présent travail de recherche prescrit que nous testions notre hypothèse au sujet de l'évolution de la sécurité dans le système global à travers le discours. Ce faisant, quatre allocutions présentant le réchauffement climatique comme menace à la sécurité ont été sélectionnées. La première est celle du président américain Barack Obama au *sommet sur les changements climatiques* des Nations Unies, tenu à New York le 22 septembre 2009. La seconde est celle d'Anders Fogh Rasmussen, Secrétaire général de l'OTAN, sur les risques émergents à la sécurité présentée à la *Lloyd's of London*, le 1^{er} août 2009. S'en suit un discours du Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, au Conseil de sécurité, le 20 juillet 2011. Finalement, nous analyserons un énoncé du politicien australien Kelvin Thomson sur la surpopulation et le climat au *Woodford Folk Festival*, le 29 décembre 2010.

Chacun des discours présente les caractéristiques du processus de sécuritisation décrit par l'école de Copenhague. Cela dit, ce n'est qu'en cours d'analyse que nous déterminerons s'il s'agit ou non de sécuritisations pleinement réussies. Les trois premiers cas émanent d'acteurs représentant trois niveaux d'agrégation politique différents : étatique, régional et global. Ils tendent à confirmer notre hypothèse selon laquelle la sécuritisation de l'enjeu climatique amène un changement normatif dans les logiques associées à la sécurité au niveau global. La dernière tentative de sécuritisation, qui est le fait d'un acteur étatique, s'éloigne de cette hypothèse. De fait, cette tentative émerge d'un contexte où la représentation de la menace climatique diffère de la forme largement acceptée que lui donne le consensus scientifique international via le GIEC.

Les allocutions feront individuellement l'objet d'une analyse en trois étapes. Premièrement, un bref historique permettra de retracer le contexte dans lequel s'inscrit chaque discours. Cette étape vise à mettre en évidence le cheminement parcouru par l'enjeu climatique jusqu'aux limites de la sphère sécuritaire dans chacun des cas. Deuxièmement, les allocutions seront décortiquées en fonction d'éléments propres à la sécuritisation : le *locuteur*, l'*auditoire*, la *menace désignée*, l'*objet référent* et les *mesures exceptionnelles*. Les résultats

de cette étape seront colligés sous la forme de schémas similaires à celui représentant les conclusions du quatrième rapport du GIEC (*voir* figure 2.3), ce qui facilitera les comparaisons. Les discours seront finalement interprétés en fonction des indicateurs de changement et de continuité développés au chapitre II. À ce stade, il sera possible de déterminer en quoi chaque discours constitue un acte de sécuritisation validant ou non notre hypothèse de départ. Nous reviendrons sur les résultats globaux de l'analyse et les limites de notre méthode en conclusion.

3.1 Le cas américain : discours de Barack Obama au sommet des Nations Unies sur les changements climatiques

En matière de sécuritisations autour du climat, le cas américain est intéressant pour deux raisons. Premièrement, l'implication des États-Unis dans la construction sécuritaire au niveau global est manifeste. Depuis la Seconde Guerre mondiale, ils demeurent l'hégémon par leur contrôle des institutions internationales, ainsi que leur puissance militaire inégalée (Cameron, 2009 : 184-187). En ce sens, ils sont un pilier essentiel de la sécurité dans le système global et sont à même d'influencer la représentation collective des menaces et le corpus de mesures nécessaires pour en venir à bout. Deuxièmement, la position des États-Unis sur les changements climatiques reste ambiguë et ne s'est que rarement accompagnée d'actions concrètes aux niveaux national et international (Ajala, 2009). Pourtant, depuis une dizaine d'années, l'enjeu a été à plusieurs reprises qualifié de sécuritaire par d'importants acteurs de la politique américaine. Cette situation s'érige en contradiction surprenante alors que les États-Unis n'ont jamais ratifié le protocole de Kyoto, ni démontré de grandes ambitions pour s'engager dans un futur régime international.

À cet égard, le discours de Barack Obama au sommet des Nations Unies sur les changements climatiques du 22 septembre 2009 soulève plusieurs questions quant à la forme prise par les tentatives de sécuritisation du climat et leur impact, tant sur le plan local que global. Avant d'entamer son analyse, il convient de retracer brièvement le contexte dans lequel il s'insère.

3.1.1 *Quand le Pentagone parle climat : la menace dans l'imaginaire américain*

Le problème des changements climatiques a mis un certain temps à être qualifié d'enjeu sécuritaire dans le contexte américain. Ce n'est que progressivement que l'on put voir acteurs influents et rapports officiels mettre en garde contre les dangers de cette forme de dégradation environnementale pour la sécurité nationale et internationale.

Ainsi, dans les discours présidentiels sur l'état de l'Union²⁹, il faut attendre le second mandat de Bill Clinton avant que les changements climatiques ne soient explicitement évoqués à titre d'enjeu national dans une période coïncidant avec l'avènement du protocole de Kyoto (Clinton, 1997; 1998; 2000). G.W. Bush reste quant à lui muet sur la question jusqu'à la fin de son dernier mandat. Il met alors vaguement en parallèle la sécurité des États-Unis, l'indépendance énergétique et la nécessité de confronter les changements climatiques (W. Bush, 2008). Cette association lointaine entre climat et sécurité pourrait difficilement être qualifiée de sécuritisation. Elle illustre davantage la tiédeur de la Maison-Blanche face à la reconnaissance du danger climatique.

Par ailleurs, le *National Security Strategy Paper*³⁰ de 2002, ne fait que brièvement souligner l'importance de la sécurité énergétique et la nécessité pour les États-Unis de réduire leurs GES (Government of the United States of America, 2002 : 19-20). Également, lors du débat de 2007 au Conseil de sécurité sur la menace des changements climatiques, le représentant américain s'est contenté d'affirmer que le climat posait d'importants défis énergétiques et environnementaux et que la bonne gouvernance et la croissance économique étaient les meilleures façons d'assurer la sécurité et la stabilité (Security Council, 2007). Dans les deux cas, les changements climatiques ne sont pas présentés comme enjeu sécuritaire en soi, mais font plutôt figure de préoccupation connexe à une nuée de thèmes tels que l'économie et l'énergie.

Pourtant, à la même époque, un certain nombre de rapports officiels et indépendants sont venus attirer l'attention sur de potentielles implications sécuritaires propres au climat. Parmi

²⁹ Ces discours prononcés par le président abordent les grands enjeux et orientations de la politique américaine pour l'année en cours.

³⁰ Il s'agit du document qui formule les grandes lignes de la politique étrangère des États-Unis, notamment en matière de sécurité.

ces derniers, figure un scénario commandé secrètement ³¹ par le Pentagone à deux futurologues (Randall & Schwartz, 2003). Le rapport trace un horizon sombre où migrations massives et tensions pour l'accès à l'eau et aux ressources sont le lot quotidien d'un monde au climat bouleversé.

Un rapport similaire fut également médiatisé en 2007. Celui-ci émanait de onze hauts gradés de l'armée américaine et examinait les conséquences possibles des changements climatiques pour la sécurité des États-Unis, se fondant entre autres sur les prédictions du dernier rapport du GIEC (CNA Corporation, 2007). Le réchauffement planétaire y est décrit comme un catalyseur d'enjeux géostratégiques préexistants tels que l'accès aux ressources, les tensions inter et intra étatiques et les migrations (CNA Corporation, 2007 : 17-18, 28-29, 34). Si la perspective des menaces dans le document demeure assez militaire, il n'en est toutefois rien des mesures préconisées. Celui-ci recommande que les États-Unis s'engagent nationalement et internationalement à réduire leurs émissions de GES et à renforcer les capacités d'adaptation des pays en développement. Une autre recommandation vise l'intégration du climat comme menace à la sécurité des États-Unis dans le *National Security Strategy Paper* (CNA Corporation, 2007 : 47).

Un dernier rapport provenant du *National Intelligence Council* (NIC, 2008) est présenté devant un comité bicaméral du Congrès en 2008. À l'instar du précédent, le document se fonde sur les résultats du 4e rapport du GIEC afin de dresser un portrait des menaces que pourraient représenter les changements climatiques pour la sécurité des États-Unis. Ses conclusions présentent une nouvelle fois le dérèglement du climat comme aggravant les risques de conflits civils, de migrations massives et de déstabilisation étatique (NIC, 2008 : 16-17). En dépit des thématiques sécuritaires traditionnelles abordées, aucune recommandation directement en lien avec celles-ci n'est émise par les auteurs. Ces derniers demeurent prudents, voir évasifs dans leurs conclusions.

³¹ Le rapport initialement secret fit à l'époque l'objet de nombreuses fuites dans les médias et inquiéta le public américain, comme européen. Son émanation du Pentagone et son cautionnement par de hauts fonctionnaires du département de la Défense lui donnèrent une crédibilité inédite pour un scénario catastrophe impliquant le climat (Davidson, 2004).

La parution de ces rapports coïncide avec un changement d'attitude progressif de l'administration américaine dans le dossier climatique (Warner, 2008). Ce changement est encore plus marqué avec l'arrivée de Barack Obama dans l'arène politique. Dès son entrée dans la campagne présidentielle, le candidat démocrate livre des allocutions qualifiant les changements climatiques d'enjeu sécuritaire grave. Il le fait notamment en juillet 2008 lors d'un discours sur les enjeux contemporains pour la sécurité des États-Unis. Il affirme alors que le climat « n'est pas seulement une préoccupation environnementale ou économique, mais une crise de sécurité nationale qui éclipse toutes les autres à long terme » (Obama, 2008a). Il évoque également des mesures que son administration entend prendre parmi lesquelles, la promotion d'une réduction des émissions de GES à travers une nouvelle génération de protocole et des investissements massifs dans le développement d'énergies vertes (Obama, 2008a).

Après son élection, le président Obama réaffirmera le lien entre climat et sécurité à plusieurs occasions. Il le fera, par exemple, tout juste avant son entrée en fonction en décembre 2008 en déclarant à la presse que les changements climatiques constituent une « question urgente de sécurité nationale » qui doit être prise en charge « de la façon la plus sérieuse qui soit » (*cité dans* Holland, 2008). À différentes reprises, Barack Obama mettra également la « sécurité climatique » en relation avec la sécurité énergétique et la dépendance des États-Unis au pétrole étranger, notamment lors de son discours inaugural (Obama, 2009b) et lors de son premier discours sur l'état de l'Union (Obama, 2009c). À chaque fois, les mêmes dangers associés aux changements climatiques (montée du niveau des mers, sécheresses, famines et violences) sont évoqués parallèlement à des solutions telles que l'investissement dans les énergies renouvelables et la coopération en vue de réduire les émissions globales de GES.

Par ailleurs, lorsqu'il aborde le lien entre changements climatiques et sécurité, le président réitère à quelques occasions la confiance de son administration en « la science du climat » (Obama, 2008 b ; 2009a) et en l'expertise de l'armée sur la question (Obama, 2009d). Ces allusions renforcent la thèse de l'influence de communautés épistémiques clés sur la perception de la menace. Cette influence s'observe aussi à travers la similarité des termes qui sont employés pour décrire la menace climatique d'un rapport et d'un discours à un autre.

Pour l'administration américaine, la préoccupation sécuritaire liée au climat semble culminer à la veille du sommet de Copenhague sur les changements climatiques (COP 15), tenu en décembre 2009. Alors que les leaders mondiaux doivent y clore une entente succédant au protocole de Kyoto³², une fenêtre d'opportunité est créée pour une sécuritisation de l'enjeu climatique. Pareille sécuritisation justifierait auprès du public américain et au niveau mondial, le déploiement de mesures beaucoup plus ambitieuses pour lutter contre les changements climatiques. Ce faisant, c'est à la période pré-Copenhague que nous avons arrêté le choix du discours qui sera analysé en cas de figure pour les États-Unis.

En septembre 2009, un sommet préparatoire à la conférence fut organisé à New York par les Nations-Unies. Le président Obama y prononça une allocution pressant les nations à mettre en place une solution efficace aux changements climatiques. De par sa forme, son intensité, les circonstances qui la justifient et sa reprise des thèmes évoqués dans les discours précédents, cette allocution nous a semblé à présent la tentative la plus aboutie de sécuritisation du climat dans le contexte américain. De fait, il était logique d'y soumettre l'hypothèse de cette recherche à un premier test.

3.1.2 Barack Obama, « Remarks at the United Nations Climate Change Summit in New York City » : une analyse

Plusieurs éléments font du discours du président Obama au sommet des Nations-Unies sur les changements climatiques du 22 septembre 2009, un bon candidat à l'analyse. La pertinence de son locuteur et l'évolution de l'enjeu climatique dans la politique américaine ont déjà été abordées. Il convient maintenant de s'attarder au contexte et à quelques aspects généraux de l'intervention.

Le sommet des Nations-Unies sur les changements climatiques fut convoqué par le Secrétaire général Ban Ki-moon dans l'espoir de mobiliser la volonté politique nécessaire à la conférence de Copenhague (Ban Ki-moon, 2009a). La réponse de plus de cent chefs d'État à l'invitation fit du sommet plus qu'une simple rencontre préparatoire auxquelles ne sont habituellement envoyés que des représentants. L'événement se voulait davantage une sorte de

³² À l'époque, il était convenu que le protocole de Kyoto expirait en 2012 et serait suivi d'une seconde phase d'engagements.

«rencontre de la dernière chance» visant ouvertement à propulser l'enjeu climatique à la cime de l'agenda politique à l'aube d'une étape décisive des négociations internationales (Ban Ki-moon, 2009a).

Au plan des États-Unis, le contexte du sommet, jumelé à la présence croissante de la menace climatique dans l'imaginaire américain, ont créé une fenêtre d'opportunité pour sa sécuritisation. De façon générale, le discours d'Obama a consisté en l'énumération de dangers associés directement et indirectement aux changements climatiques, suite à laquelle le président a réclamé une série de mesures individuelles et collectives, notamment l'aboutissement d'une entente à Copenhague. Nous analysons ici ce discours à travers quatre éléments : les indices de sécuritisation qu'il présente ; la ou les menaces qui y sont désignées ; le ou les objets référents qui y sont centraux ; les « mesures exceptionnelles » qui y sont évoquées.

A) Indices de sécuritisation

Plusieurs indices discursifs nous informent du caractère sécuritisant de l'intervention du président Obama selon les critères énoncés par l'école de Copenhague. D'une part, la structure narrative propre aux sécuritisations, c'est-à-dire la désignation d'une menace existentielle à un objet référent nécessitant la prise de mesures exceptionnelles, y est respectée. Une dynamique d'urgence émane également du discours, notamment à travers les tentatives du locuteur d'accentuer la gravité de la menace :

That so many of us are here today is a recognition that the *threat from climate change is serious, it is urgent, and it is growing* (...) there's finally widespread recognition of the *urgency* of the challenge before us (Obama, 2009e) [nous soulignons].

Par ailleurs, sans qu'il ne s'agisse d'un critère ultime pour reconnaître une sécuritisation, les changements climatiques sont explicitement décrits comme *menace à la sécurité* en tout début d'allocation :

The security and stability of each nation and all peoples—our prosperity, our health, and our safety—are in jeopardy, and the time we have to reverse this tide is running out. (Obama, 2009e)

D'un point de vue discursif, ces éléments répondent aux critères élémentaires de la sécuritisation et s'ajoutent à un contexte qui lui est favorable.

B) La ou les menaces désignées

Une analyse sommaire permet d'établir la centralité de la menace des changements climatiques dans la construction discursive du président Obama. Le dérèglement du climat est le problème surplombant qui justifie la tentative de sécuritisation. Cela ne pourrait être plus clair lorsque, d'emblée, le chef d'État américain déclare que « la menace des changements climatiques est sérieuse, urgente et grandissante » (Obama, 2009e).

La responsabilité de cette menace, c'est-à-dire sa cause directe, est par ailleurs attribuée de façon plus ou moins directe à l'Humain. D'une part, le président reconnaît que les changements climatiques découlent des émissions de GES d'origine anthropique. D'autre part, ces émissions sont considérées sur une base globale, sans blâme particulier à un acteur précis, excepté un club des grands pollueurs auquel il rattache explicitement l'État qu'il représente :

Yes, the developed nations that caused much of the damage to our climate over the last century still have a responsibility to lead—and that includes the United States (...) But those rapidly growing developing nations that will produce nearly all the growth in global carbon emissions in the decades ahead must do their part as well (Obama, 2009e).

Le soin porté à ramener le problème des changements climatiques sur une base globale et humaine dans le discours est également illustré par un emprunt au président Kennedy :

John F. Kennedy once observed that "our problems are manmade; therefore, they may be solved by man. " It is true that for too many years, mankind has been slow to respond or even recognize the magnitude of the climate threat (Obama, 2009e).

Ceci dit, un certain nombre de conséquences connexes aux changements climatiques sont évoquées. Celles-ci peuvent faire l'objet d'une division en deux catégories : les impacts naturels anticipés du réchauffement et leurs répercussions sur la vie humaine. À ce titre, ce qui est décrit par Obama diffère peu des conclusions du GIEC, des rapports des principaux organes de sécurité américains et des précédents discours du président. Par exemple, il

associe au réchauffement planétaire de plus graves épisodes de sécheresse, une montée du niveau des mers, une augmentation de la fréquence et de l'intensité des tempêtes, et conséquemment, un risque accru d'inondation à plusieurs endroits du globe. De manière générale, les conséquences humaines de ces déséquilibres sont ramenées à des pertes de territoire, ainsi qu'à un stress alimentaire et hydrique pouvant conduire au conflit dans des zones où les conditions de vie sont déjà précaires :

Rising sea levels threaten every coastline. More powerful storms and floods threaten every continent. More frequent droughts and crop failures breed hunger and conflict in places where hunger and conflict already thrive. On shrinking islands, families are already being forced to flee their homes as climate refugees (Obama, 2009e)

On remarquera ici la persistance de l'idée que les pénuries environnementales peuvent mener au conflit, malgré les nombreuses incertitudes sur la question soulevées au premier chapitre. Le lien entre conflits et changements climatiques était également présent dans les rapports du Pentagone, de la CNA Corporation et des services de renseignement. Cependant, contrairement à ces derniers et à l'image de ses précédentes interventions, le président Obama se garde de détailler et localiser d'éventuelles tensions ou « guerres climatiques » qui auraient un impact sur la sécurité des États-Unis ou de la planète.

Au final, les conséquences des changements climatiques comportant un risque de violence ont un caractère plutôt périphérique au discours. Ce dernier vise essentiellement une sécuritisation du réchauffement planétaire comme menace dans son intégralité.

C) Le ou les objets référents

Dans son discours, Barack Obama identifie plusieurs référents susceptibles d'être menacés par les changements climatiques. Plus exactement, quatre objets sont visés par la tentative de sécuritisation, soit les collectivités humaines, les générations futures, la planète et l'économie mondiale.

Premièrement, le référent le plus fort du discours est un amalgame des collectivités humaines, définies en la forme de nations, de continents et de populations qui seront sans distinction confrontés à la menace globale des changements climatiques :

No nation, however large or small, wealthy or poor, can escape the impact of climate change. Rising sea levels threaten every coastline. More powerful storms and floods

threaten every continent (...) The security and stability of each nation and all peoples—our prosperity, our health, and our safety—are in jeopardy (...) (Obama, 2009e)

Le vocabulaire employé ici se veut inclusif. La place des États-Unis dans cet ensemble est implicite.

Le second référent en importance dans l'allocution concerne la protection des générations futures. Il s'agit d'un élément récurrent du discours, parfois évoqué à travers des thèmes sensibles comme l'« avenir de nos enfants » :

Our generation's response to this challenge *will be judged by history*, for if we fail to meet it boldly, swiftly, and together, we risk *consigning future generations to an irreversible catastrophe* (...) if we can resolve to work tirelessly in common effort, then we will achieve our common purpose: a world that is safer, cleaner, and healthier than the one we found, and *a future that is worthy of our children* (Obama, 2009e) [nous soulignons].

La planète (au sens de biosphère) est également visée par le discours. Obama l'évoque à deux reprises, précisant que sa survie dépend d'un accord global de réduction des GES et d'une croissance économique respectueuse de l'environnement (Obama, 2009e).

À ce propos, l'économie mondiale fait aussi partie des référents mentionnés par le président américain. Ce dernier l'intègre aux préoccupations climatiques d'une manière cependant plus ambiguë. D'une part, il y a l'idée que le réchauffement global pourrait nuire à la prospérité mondiale ; d'autre part, il y a reconnaissance implicite du rôle de la croissance économique dans les émissions de GES :

(..) *our prosperity, our health, and our safety—are in jeopardy* (...) Each of us must do what we can when we can to *grow our economies without endangering our planet* [nous soulignons] (Obama, 2009e)

Le locuteur évite toutefois de présenter l'économie mondiale comme la menace ou l'une de ses causes directes. L'intégration de l'économie à titre de référent met néanmoins en évidence une contradiction que le discours tente de camoufler sous un paradigme gagnant-gagnant : la croissance n'est pas l'antithèse de la protection du climat, mais l'une de ses conditions et vice-versa. La consolidation de cette idée dans le discours passe par ailleurs par la mise en place de mesures précises.

D) Les « mesures exceptionnelles » envisagées

Afin de contrer la menace des changements climatiques et leurs conséquences connexes, Barack Obama propose un corpus de mesures dont les plus importantes s'attaquent à leur source directe : les émissions de GES. Dans son discours, il revient globalement sur des solutions dont l'implantation a commencé, mais qui demandent un effort supplémentaire.

Par exemple, sont mentionnées la nécessité d'un investissement de milliards de dollars dans les énergies renouvelables et les technologies propres, l'optimisation de l'efficacité énergétique et de nouvelles cibles de réduction des GES pour 2020 et 2050 (Obama, 2009e).³³ Les mesures proposées comprennent également une aide ciblée pour les pays en développement en matière d'adaptation, d'atténuation des émissions et de transfert technologique. Le président décrit cette aide comme une responsabilité des États-Unis et des autres nations développées envers les plus pauvres, notamment pour leur éviter un choix douloureux entre croissance et protection de l'environnement:

(...) we have a responsibility to provide the financial and technical assistance needed to help these nations adapt to the impacts of climate change and pursue low-carbon development (...) We seek an agreement that will allow all nations to grow and raise living standards without endangering the planet. By developing and disseminating clean technology and sharing our know-how, we can help developing nations leapfrog dirty energy technologies and reduce dangerous emissions (Obama, 2009e)

Cette idée rappelle la volonté du président d'éviter les contradictions entre lutte aux changements climatiques et croissance économique. Ici, les solutions suggérées réconcilient explicitement les deux objectifs sous un paradigme gagnant-gagnant.

Par ailleurs, Barack Obama se veut clair sur les efforts qui devront être déployés pour mettre en œuvre les solutions qu'il propose. Premièrement, la lutte aux changements climatiques doit être globale et impliquer tous les grands pollueurs, y compris certains pays en développement :

We cannot meet this challenge unless all the largest emitters of greenhouse gas pollution act together. There's no other way (...) Because no one nation can meet this

³³ Bien que le président se garde de donner ici des chiffres précis, ces nouvelles cibles réfèrent à un engagement américain de réduction de 17 % des émissions d'ici 2020 et de 83 % d'ici 2050, en référence aux niveaux de 2005. L'annonce officielle en a été faite à une date ultérieure au sommet, soit le 25 novembre 2009.

challenge alone, the United States has also engaged more allies and partners in finding a solution than ever before (Obama, 2009e).

Également, la réduction des GES, le développement d'une économie verte et l'aide aux PED demanderont un effort inédit, notamment en contexte de récession. Cet effort ne pourra être consolidé que par la signature d'un engagement international. À ce titre, le président mise sur la conférence de Copenhague en laquelle il voit une étape cruciale du processus :

(...) we did not come here to celebrate progress today. We came because there's so much more progress to be made. We came because there's so much more work to be done. It is work that will not be easy. As we head towards Copenhagen, there should be no illusions that the hardest part of our journey is in front of us. We seek sweeping but necessary change in the midst of a global recession (...) We know that our planet's future depends on a global commitment to permanently reduce greenhouse gas pollution. (Obama, 2009e)

Cette division en quatre points du discours du président Obama nous permet d'en relever les éléments fondamentaux. Ceux-ci sont résumés à la *figure 3.1*. Il convient à présent de les analyser à la lumière des indicateurs développés au chapitre II, afin de déterminer si le discours est en continuité ou en rupture avec la pratique de la sécurité dans la politique globale.

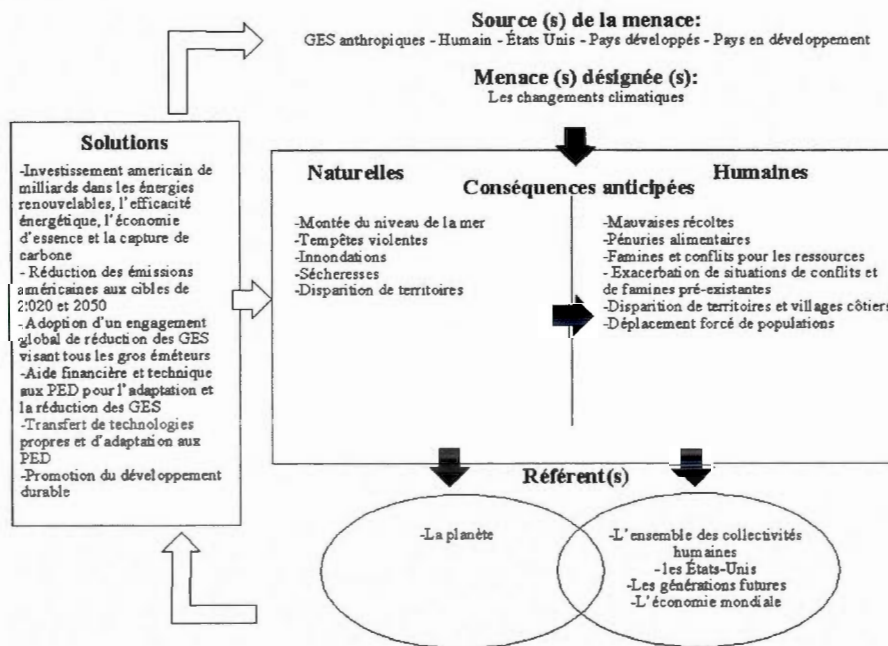


Figure 3.1 Discours du président Obama

3.1.3 Conclusions préliminaires

À la lumière des indicateurs que nous avons conçus, nous concluons que le discours de Barack Obama au sommet des Nations-Unies sur les changements climatiques est porteur de changement normatif en matière de sécurité. Cependant, il nous semble imprudent de le qualifier de sécuritisation pleinement achevée.

Premièrement, si l'on s'attarde au caractère intrinsèque de la menace désignée dans le discours, soit les changements climatiques, on remarque que celle-ci est diffuse et *a priori* extérieure aux relations sociales (menace physique). Le président la décrit essentiellement comme un danger impliquant une série de bouleversements naturels qui, par ricochet seulement, pourraient aggraver certains problèmes humains. Par ailleurs, si la source reconnue de cette menace, les GES, est associée à l'activité humaine, l'effort du locuteur à présenter le problème comme étant global fait en sorte qu'aucun acteur n'est véritablement stigmatisé. Certes, lorsqu'il parle des émissions responsables du réchauffement planétaire, il mentionne le rôle des pays industrialisés et de certains pays en développement. Néanmoins, aucun État n'est spécifiquement visé, excepté les États-Unis eux-mêmes, ce qui tend à exclure toute volonté de stigmatisation d'un responsable particulier. La crainte de « guerres climatiques » est par ailleurs périphérique au discours et demeure très vague : aucun protagoniste potentiel n'est identifié. En résumé, Obama ne définit pas la menace des changements climatiques en la forme d'un ennemi précis, au sens *schmittien* du terme. Il a plutôt tendance à l'internaliser comme responsabilité collective.

Deuxièmement, la nature des objets référents mentionnés par Obama tend à renforcer l'idée que sa tentative de sécuritisation est porteuse de changement normatif. Ici, les trois principaux référents menacés sont porteurs d'un fort degré d'universalisme. Tout d'abord, il y a un appel à la sécurité des humains en général, plutôt qu'à la sécurité d'un club restreint d'acteurs dans le système. En ce sens, il n'y a pas de hiérarchie entre les collectivités devant faire l'objet d'une protection contre la menace. Ensuite, la mention des générations futures n'est pas anodine. Elle pousse plus loin le caractère inclusif de l'objet référent en lui donnant une portée temporelle, en plus de sa portée géographique. Comme nous l'avons indiqué au premier chapitre, cette inter-générationnalité irait à l'encontre de la rationalité politique à court terme et pourrait être synonyme de changement normatif (Litfin, 2000 & 2005 ; Matthew &

Wapner, 2009). Toutefois, en matière de sécurité, il n'est pas certain que faire appel aux générations futures soit quelque chose de purement inusité. Nous restons donc prudents sur ce point. Finalement, les allusions à la « planète » témoignent également du degré d'inclusion du discours : elles renforcent l'idée d'une synergie entre collectivités humaines autour d'une seule Terre qui assure leur survie. La portée universaliste des référents dans le discours d'Obama rompt ainsi avec les logiques particularistes associées à la continuité en matière de sécurité. Cet universalisme nous semble par ailleurs le corollaire du caractère global et diffus reconnu à la menace climatique par le locuteur.

Sinon, la nature du changement normatif est aussi observable dans les « mesures exceptionnelles » réclamées par le locuteur. Ces dernières sont cohérentes avec la prise en charge d'une menace globale et internalisée à l'ensemble des collectivités humaines : elles mettent à contribution l'ensemble des acteurs et secteurs des sociétés. Ces mesures sont de deux types : préventives et adaptatives. Parmi celles qui visent à prévenir les changements climatiques, on retrouve la réduction des émissions de GES, les investissements massifs dans les énergies renouvelables et les nouvelles technologies. Les mesures d'adaptation sont décrites de façon moins explicite, mais concernent surtout l'aide promise aux pays les plus pauvres. Dans les deux cas, on demande une allocation particulière des ressources (financières et technologiques) afin de se prémunir contre la menace. Cet effort doit s'intégrer dans une stratégie collective (un accord global), où l'entraide est érigée en principe (*responsabilité commune, mais différenciée*). C'est à ce titre que le président Obama propose une « assistance technique et financière » aux pays en développement pour l'adaptation et l'atténuation de leurs émissions de GES, ce qui n'avait jamais été clairement exprimé jusqu'à maintenant par les États-Unis (Smith, 2009). Cela témoigne d'une solidarité centrale aux mesures déployées dans le discours. Au final, celles-ci sont différentes des mesures envisagées dans les sécuritisations plus traditionnelles, prises habituellement en réaction à un « ennemi » humain et identifiable.

Par ailleurs, il importe de se pencher sur les références du discours à l'économie. Comme nous l'avons précisé, cette dernière n'est pas au centre de la tentative de sécuritisation. Elle ne peut être considérée en relation étroite avec la menace désignée, sinon comme un référent secondaire. Cependant, il y a bien une synergie qui s'opère entre les thèmes du climat et de

l'économie dans le discours, via un paradigme gagnant-gagnant. Une explication peut être avancée à ce sujet. Le sommet des Nations-Unies sur les changements climatiques, ainsi que la conférence de Copenhague se déroulent sur fond de crise économique mondiale. Or, les mesures de lutte aux changements climatiques nécessitent d'importantes sommes et impliquent un choix difficile dans l'allocation des ressources pour les sociétés. La donne économique ne fait qu'ajouter à cette difficulté, dans les mots mêmes du président :

We seek sweeping but necessary change in the midst of a global recession, where every nation's most immediate priority is reviving their economy and putting their people back to work, and so all of us will face doubts and difficulties in our own capitals as we try to reach a lasting solution to the climate challenge (Obama, 2009e).

Il est possible alors que les références à l'économie, à l'importance de protéger cette dernière du réchauffement et à la possibilité de réduire les GES sans miner la croissance, soient une façon pour Obama d'augmenter la portée de sa sécuritisation en situation de récession. En ce sens, l'instrumentalisation de l'économie dans le discours, s'il en est une, aurait une fonction similaire aux renvois répétés à la sécurité énergétique dans d'autres allocutions sur le climat : mousser l'enjeu en l'associant à d'autres préoccupations d'importance.

Au final, le caractère de la menace désignée, les objets référents visés et la nature des mesures exceptionnelles portent à croire que le discours de Barack Obama est en rupture avec les principaux éléments de continuité en matière de sécurité. Qui plus est, sa dynamique générale — d'urgence, mais également d'unité, de coopération et de solidarité — tend à confirmer cette conclusion. Une logique inclusive se substitue ainsi aux logiques particularistes et *schmittiennes* rencontrées dans les sécuritisations autour de menaces plus traditionnelles.

Présenter l'allocution du président Obama comme une sécuritisation réussie pose cependant problème. Jusqu'à présent, nous avons déterminé que la pertinence du locuteur et le contexte dans lequel émerge le discours étaient favorables à la réalisation d'une sécuritisation. Il en va de même de sa structure narrative et sa dynamique générale. Les mesures proposées par Obama s'inscrivent également dans une forme d'exceptionnalisme, si on réfère aux indicateurs développés au chapitre II. Néanmoins, deux importants bémols tempèrent la qualité de sécuritisation du discours.

Le premier est son auditoire. Bien que le discours ait lieu en sol américain et que son locuteur représente la plus haute fonction étatique, il ne s'adresse pas tant à la population étatsunienne qu'aux chefs d'États et délégations présents au sommet. En somme, le contexte du discours est davantage *onusien* qu'américain. Il est vrai qu'étant donné son caractère universel, l'intervention du président Obama pourrait être simplement qualifiée de sécuritisation globale et alors s'adresser à un auditoire planétaire prenant racine à l'ONU. Nous pensons que c'est en partie le cas. Toutefois, il est difficile d'imaginer qu'une sécuritisation réussisse au niveau global si le locuteur n'arrive pas à convaincre l'auditoire immédiat qu'il représente, soit ici la population américaine. Or, il demeure difficile de mesurer la réaction de cette dernière au discours que nous venons d'analyser.

Cela nous amène au second bémol. Même si l'école de Copenhague n'exige pas en soi que les mesures exceptionnelles soient adoptées pour conclure en la réussite d'une sécuritisation, celle-ci doit néanmoins convaincre son auditoire de leur nécessité. Tant au niveau des États-Unis qu'au niveau global, on peut questionner l'efficacité du discours d'Obama à cet égard. D'abord, au plan international, la conférence de Copenhague n'a su accoucher d'un accord global, contraignant et ambitieux succédant au protocole de Kyoto. Depuis, les conférences de Cancún et Durban ont démontré certains progrès, mais on pourrait difficilement les attribuer à la prose du président américain. Cela d'autant plus que les États-Unis n'ont fait aucun effort exceptionnel pour sauver les négociations, malgré leur position de leader mondial.

Au niveau interne, même la cible peu ambitieuse de réduction d'émissions de 17 % par rapport aux niveaux de 2005 a été mise en danger, alors que la récente loi sur l'énergie de l'administration Obama s'est vue ajournée au Sénat, faute de majorité (Lesnes, 2010). Cette inertie s'est accompagnée, depuis l'échec de Copenhague, d'une plus grande prudence dans les allusions présidentielles au réchauffement, notamment dans les discours sur l'état de l'Union (Obama, 2010 ; 2011). Fait notable cependant, la menace des changements climatiques a été intégrée au *National Security Strategy Paper* de 2010 en tant que danger pour la sécurité des États-Unis (Government of the United States of America, 2010), comme le rapport de la *CNA corporation* le recommandait. Il s'agit peut-être là d'une nouvelle étape dans la sécuritisation du réchauffement planétaire aux États-Unis, mais on pourrait

difficilement y voir un résultat direct du discours prononcé par Barack Obama le 22 septembre 2009.

Il nous apparaît en résumé que ce discours a coïncidé avec une mince fenêtre d'opportunité pour la sécuritisation du climat, fenêtre qui s'est refermée ensuite. La tentative du président Obama, à notre avis, ne fut pas assez convaincante pour déboucher sur une véritable sécuritisation et il semble plus juste à cet égard de la qualifier de *securitizing move*. Cela ne signifie pas qu'un *momentum* ne réapparaîtra pas dans l'avenir. Le discours d'Obama peut être considéré à ce titre comme une étape importante d'un processus de sécuritisation mondial ou américain des changements climatiques. Dans cette optique, le fait qu'il présente les caractéristiques d'un changement normatif en matière de sécurité n'est pas anodin. Sans être une sécuritisation achevée, l'allocution du président Obama au sommet des Nations-Unies sur les changements climatiques tend à confirmer notre hypothèse.

3.2 Le cas de l'OTAN : discours d'Anders Fogh Rasmussen à la Lloyd's of London

Du niveau étatique dans notre analyse, nous passons au niveau régional. L'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) fournit un exemple intéressant de la façon dont les regroupements régionaux peuvent prendre en charge la menace des changements climatiques. En outre, le fait que l'organisation soit généralement associée aux menaces militaires en fait un cas d'analyse pertinent : si le climat doit faire l'objet d'une sécuritisation par l'Alliance, les termes employés pour désigner la menace constituent un test important au regard de notre hypothèse. La présente analyse portera sur une allocution du Secrétaire général de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen, à la *Lloyd's of London*, le 1er octobre 2009. Nous passons ici rapidement sur le contexte entourant cette intervention.

3.2.1 Chronique d'une sécuritisation inattendue : Quand l'OTAN s'occupe de climat

Comme pour les États-Unis, la pertinence de l'OTAN en matière de production de sécurité dans le système global est reconnue. La sécurité des puissances occidentales est un des leitmotivs initiaux de l'organisation depuis sa création après la Seconde Guerre mondiale. Les deuxième et troisième articles de sa charte constituante stipulent également qu'elle doit contribuer au développement de relations internationales pacifiques (Traité de l'Atlantique

Nord, 1949 : art. 2 ; art. 3). Depuis 60 ans, l'OTAN est ainsi intervenue à maintes reprises dans des situations impliquant un risque de conflit. Cela dit, sa charte lui impose aussi de se pencher sur toute situation qui, de l'avis d'un de ses membres, représente un danger pour la sécurité de ceux-ci (Traité de l'Atlantique Nord, 1949 : art. 4). Cette formulation lui permet théoriquement de prendre en charge des menaces non traditionnelles, telles que la dégradation environnementale et les changements climatiques.

Aussi, avec la disparition de la menace soviétique au début des années 1990, l'organisation semble plus encline à considérer de nouveaux enjeux, du moins dans une perspective académique. En 1995, le *Committee on the Challenges of Modern Society (CCMS)*³⁴ lance une étude pilote faisant le point sur les possibles implications sécuritaires de la dégradation environnementale. Cette étude donne naissance à un rapport qui conclut que les problèmes environnementaux présentent un lien multi-causal et indirect avec l'instabilité et l'éclosion de la violence (Lietzmann & Vest, 1999). La voie est alors pavée à une implication plus directe des organes de sécurité (dont l'OTAN elle-même) dans ce genre de problématique.

À l'aube du 21^e siècle, l'organisation va intégrer de façon plus marquée l'environnement à ses préoccupations. Dans son *concept stratégique*³⁵ de 1999, elle souligne son adhésion à une conception élargie de sécurité qui « reconnaît l'importance des facteurs politiques, économiques, sociaux et environnementaux » (NATO, 1999). Il n'y a toutefois pas de mention explicite des changements climatiques dans le document.

Dans les faits, la relation entre sécurité et réchauffement planétaire met un certain temps avant d'être explicitement énoncée dans les documents et les discours des représentants de l'OTAN. Cette relation est progressivement amenée à travers différents enjeux préexistants, notamment les craintes de tensions entre les membres de l'Alliance et la Russie au sujet de l'Arctique (de Hoop Scheffer, 2009a). Les changements climatiques tendent toutefois à une certaine centralité dans l'imaginaire sécuritaire de l'organisation. À l'occasion du 60^e

³⁴ Comité établi par l'OTAN en 1969 afin de favoriser la coopération inter étatique et la connaissance sur des enjeux environnementaux divers.

³⁵ Le concept stratégique est un document officiel qui décrit les objectifs de l'OTAN ainsi que ses tâches de sécurité fondamentales. Il identifie par ailleurs les éléments centraux du nouvel environnement de sécurité et les composantes de l'approche de l'Alliance en la matière (OTAN, 2012 : [en ligne]).

anniversaire de cette dernière, l'ancien Secrétaire général Jaap de Hoop Scheffer prononce une allocution dans laquelle il suggère que l'effet de serre soit intégré au concept stratégique de 2010 à titre de nouvelle menace (de Hoop Scheffer, 2009b). Ce sera chose faite :

Des contraintes majeures en termes d'environnement (...) dont le changement climatique (...) contribueront aussi à dessiner l'environnement de sécurité futur dans des régions d'intérêt pour l'Alliance et pourraient affecter considérablement la planification et les opérations de l'OTAN (OTAN, 2010).

Jusqu'à la fin de son dernier mandat, de Hoop Scheffer réitéra par ailleurs la nécessité de se tourner vers les nouveaux dangers dans le système international, parmi lesquels les « implications sécuritaires inévitables des changements climatiques » (de Hoop Scheffer, 2009c).

Son successeur, Anders Fogh Rasmussen, semble depuis engagé sur cet objectif, défendant une meilleure prise en charge des risques liés aux changements climatiques dans la stratégie de l'OTAN. Il soutient notamment cette position lors d'un panel sur la sécurité internationale et le climat tenu en marge de la conférence de Copenhague en décembre 2009 (DMFA, 2009).

Quelques mois avant le sommet, Rasmussen tint également un discours sur les changements climatiques à la *Lloyd's of London*, dont la forme s'apparente à celle d'une sécuritisation. Le « péril climatique » y est décrit en des termes relativement éloignés de l'imaginaire politico-militaire, cher à l'organisation. En ce sens, l'avènement d'un tel discours sécuritisant a quelque chose d'inattendu de la part de l'OTAN et pourrait aller dans le sens de notre hypothèse. Son analyse nous semble alors pleinement justifiée.

3.2.2 Anders Fogh Rasmussen sur les risques émergents à la sécurité : une analyse

Tout comme le discours d'Obama, celui de Rasmussen à la *Lloyd's of London* le 1^{er} octobre 2009 se situe dans un contexte « pré-Copenhague ». Conséquemment, il acquiert déjà une certaine significativité de par le contexte dans lequel il s'inscrit, contexte propice à une sécuritisation de la menace climatique pour les raisons précédemment mentionnées. Le discours ne vise toutefois pas expressément à mobiliser les membres de l'Alliance en vue de Copenhague, mais plutôt à présenter des risques émergents à la sécurité consacrant les

priorités de l'organisation pour la nouvelle décennie. Parmi ceux-ci, on compte la piraterie, les cyberattaques et les changements climatiques. Cette dernière seule faisant l'objet d'une intervention détaillée, c'est sur elle que nous concentrons notre analyse.

Le lieu où le discours est performé et son auditoire sont également importants. La *Lloyd's of London* est l'un des plus grands marchés de l'assurance britannique et se décrit elle-même comme la première à assurer les risques « non conventionnels » (Lloyd's of London, 2012 : [en ligne]). L'auditoire de Rasmussen est conséquemment composé de personnes influentes du milieu de l'assurance. Cela peut sembler inusité pour un discours de l'OTAN, où l'on imaginerait plutôt un public formé des États membres de l'Alliance. Cependant, les assureurs constituent un auditoire efficace pour une sécuritisation, non seulement en raison de leur influence sur l'économie mondiale, mais également de leur capacité à relayer l'information liée à une menace jusque dans la société civile. Ainsi, nous considérons l'auditoire et les lieux comme pertinents dans le présent cas. En ce qui a trait au locuteur, Anders Fogh Rasmussen exerce les plus hautes fonctions au sein de l'OTAN, ce qui le qualifie aisément pour parler au nom de l'organisation.

A) Indices de sécuritisation

Quelques éléments présents dans l'allocution du Secrétaire général de l'OTAN nous informent de son caractère sécurisant. Premièrement, la structure propre aux sécuritisations y est reconnaissable. Ensuite, un sentiment d'urgence est insufflé au discours via des allusions à divers événements dramatiques et une vision plutôt pessimiste du futur :

If you think I'm using dramatic language, let me draw your attention to one of the worst conflicts in the world, in Darfur (...) This is my first point: either we start to pay now, or we will pay much more later (Rasmussen, 2009).

L'action réclamée face aux changements climatiques s'accompagne également d'une dynamique d'urgence facilement identifiable. Cette dernière entre toutefois en contradiction avec un devoir de réserve observé par le locuteur :

The effects are just starting to be visible, but it's *difficult to pin down what's actually changing because of climate change*. The *timelines are not clear either* (...) I think we now know enough to *start moving from analysis to action*. Because *the trend lines from climate change are clear enough, and grim enough*, that we need to begin

taking *active steps* to deal with this global challenge (Rasmussen, 2009) [nous soulignons].

Cette réserve témoigne surtout d'une incertitude quant aux actions qui devraient être entreprises concrètement par l'OTAN dans le dossier climatique, point sur lequel nous reviendrons :

Now, let me be very clear, before anyone assumes that I think NATO should be taking action, tomorrow, in all these areas. I don't. But I do believe that NATO has a unique asset (Rasmussen, 2009).

La sécurité est en outre directement associée aux changements climatiques :

We may not yet know the precise effects, the exact costs or the definite dates of how climate change will affect security. But we already know enough to start taking action (...) *climate change may have potentially huge security implications* (Rasmussen, 2009) [nous soulignons].

B) La ou les menaces désignées

La piraterie et le risque de *cyberattaques* rapidement abordés en début de discours sont éclipsés par la menace que font peser les changements climatiques sur la sécurité et la stabilité mondiale. C'est sur cette dernière que porte presque l'entièreté du discours. Par ailleurs, Rasmussen voit une différence fondamentale entre les deux premières et l'effet de serre : le caractère précis des unes et indéfini de l'autre, tant sur le plan de la menace que de l'horizon temporel :

...there is a fundamental difference between, one the one hand, piracy and cybersecurity, and climate change on the other. *In the first two cases, the threat is very clear. We know what a pirate looks like (...) we have a pretty good idea of what the right solutions might be.* The same is true of cyber defence (...) *Climate change is different.* The science is not yet perfect. The effects are just starting to be visible, but *it's difficult to pin down what's actually changing because of climate change.* The *timelines are not clear either* (Rasmussen, 2009) [nous soulignons].

Ainsi, alors que la piraterie et la *cybermenace* réfèrent habituellement à des ennemis précis, cette possibilité est écartée par Rasmussen dans le cas des changements climatiques.

Comme pour le discours d'Obama, on retrouve dans celui-ci, un corpus de conséquences connexes aux changements climatiques qui réfère parfois à des complexes de sécurité

préexistants. Rasmussen parle d'éventuelles tempêtes, sécheresses ou inondations qui pourraient affecter les conditions de vie humaine et la stabilité politique de certaines régions. Des événements précis sont encore une fois évoqués de façon à imaginer ces éventuels périls :

If anyone doubts the security implications of that – and the political difficulties, for that matter – look at what happened in New Orleans in 2006 (Rasmussen, 2009) [Sic].

Il en est de même pour le passage du Nord-Ouest, perçu comme une source potentielle de conflits (Rasmussen, 2009). Cependant, ces craintes connexes sont décrites comme essentiellement symptomatiques. La menace centrale au discours est le changement climatique et sa cause directe, les émissions de GES anthropiques :

First and foremost, we have to address the root cause: global warming itself (...) If we don't do that, treating the symptoms will simply continue to get tougher (Rasmussen, 2009).

C) Le ou les objets référents

L'allocation d'Anders Fogh Rasmussen ne présente pas en soi d'objet référent précis. Cette particularité s'ajoute au fait que son auditoire n'est pas directement en lien avec les activités de l'OTAN. Le discours adopte un ton très impersonnel, où le « nous » est abondamment utilisé sans réelle précision sur l'acteur auquel il réfère. Ni les assureurs, ni l'OTAN ou ses membres ne semblent spécifiquement visés par la menace climatique. Nous assumons ici que le référent est le corollaire d'une conception très large de la menace : il ne peut être que global. En outre, certains termes utilisés — *people, governments, industry* — donnent à penser que la présente intervention englobe l'ensemble des secteurs de la société sous l'égide de potentielle victime du réchauffement, mais également de solution au problème.

En quelques rares occasions, Rasmussen nomme des acteurs. Par exemple, il mentionne les PED lorsqu'il évoque les problèmes de productivité alimentaire, les pays arabes lorsqu'il met en garde contre le stress hydrique et l'Amérique du Nord quand il est question du passage du Nord-Ouest (Rasmussen, 2009). L'impression générale qui se dégage du discours est néanmoins qu'il s'adresse à l'ensemble de la population mondiale, sans distinction.

D) Les « mesures exceptionnelles » envisagées

La nature des mesures évoquées par Rasmussen pour solutionner le problème du climat conforte la thèse du référent global dans le discours. Leur mise en place nécessite une interaction poussée entre acteurs du système et de la société. D'emblée, Rasmussen annonce que lutter contre le réchauffement nécessite des actions immédiates qui devront faire appel à un degré exceptionnel de dynamisme, d'innovation et de coopération :

(...) we already know enough to start taking action (...) All it will take is a lot more vigour, a lot more innovation, and a lot more cooperation. That is especially true when it comes to climate change (Rasmussen, 2009).

Cependant, les mesures évoquées dans le discours demeurent peu détaillées. En lien avec la principale source reconnue à la menace climatique — les GES anthropiques — la solution au centre de l'intervention est une réduction des émissions de ces gaz, facilitée par la signature à Copenhague d'un accord contraignant et plus ambitieux que le protocole de Kyoto :

First and foremost, we have to address the root cause: global warming itself. Curbing CO2 emissions must be a political priority for every Government and industry in the world. The upcoming COP 15 climate negotiations in December must deliver an agreement that takes us beyond Kyoto, in terms of the number of countries that sign up and the effectiveness of their commitment. Industry, too, must start to see that cutting CO2 emissions means cutting risk (Rasmussen, 2009).

Les gouvernements sont ainsi sommés de travailler ensemble (Rasmussen affirme que les pays développés devront apporter leur aide aux PED, sans plus de précision) et de pair avec l'industrie afin de lutter contre l'effet de serre.

Notons que ces mesures s'éloignent considérablement du corpus traditionnel de l'OTAN. Les mesures comportant des aspects « militaires » demeurent de fait à peu près inexistantes dans le discours :

...climate change may have potentially huge security implications, but the response cannot be exclusively military. In fact, I'd go so far as to say that the military aspects are really only one tool in what will have to be a big toolbox (Rasmussen, 2009).

Les seules recommandations pouvant s'apparenter à la vocation militaire de l'organisation sont l'établissement d'une meilleure diplomatie préventive, l'intégration de la variable climatique dans les stratégies de défense et l'augmentation de l'efficacité des véhicules

militaires (Rasmussen, 2009). Ces éléments laissent perplexes quant au véritable rôle de l'Alliance dans la problématique du climat et il semble que le discours n'entende pas réellement le définir. L'appel de Rasmussen est très large et met plutôt à contribution investisseurs, industries, pays alliés et gouvernements afin de réduire les émissions de GES.

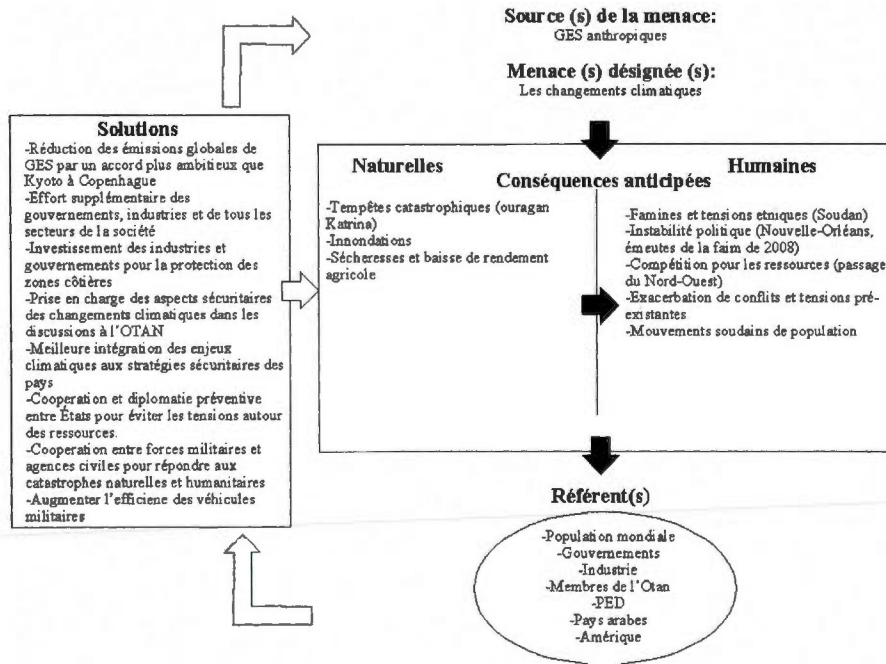


Figure 3.2 Discours de Rasmussen

3.2.3 Conclusions préliminaires

Notre analyse du discours d'Anders Fogh Rasmussen à la *Lloyd's of London* nous permet de conclure à son caractère atypique en termes de sécurité. Cependant, comme dans le cas précédent, il nous est difficile d'affirmer que cette intervention constitue une sécuritisation achevée.

A priori, le caractère de la menace désignée, soit les changements climatiques, demeure global, indéfini et internalisé aux activités humaines par l'évocation des GES anthropiques et de la responsabilité des industries et des gouvernements. Même lorsque sont abordés des complexes de sécurité plus traditionnels tels que d'éventuelles tensions politiques pour

l'accès aux ressources, aucun ennemi précis n'est ciblé par le discours. Dans les cas où l'on réfère à des situations précises (Darfour, Arctique, Katrina), l'auditoire peut certes se faire une idée d'un éventuel protagoniste, mais comme Rasmussen le précise, la menace climatique demeure largement indéfinie par rapport aux cyberattaques et à la piraterie. Par ailleurs, plusieurs des conséquences connexes associées au climat par le discours sont similaires aux conclusions du dernier rapport du GIEC et Rasmussen reconnaît tirer certaines informations du rapport de la *CNA corporation* de 2007. En ce sens, plusieurs des risques ayant une connotation militaire dans le discours peuvent être qualifiés de spéculations génériques liées indirectement au réchauffement.

Si l'objet référent n'est pas des plus définis dans le discours, nous retenons que celui-ci a une portée universaliste de par l'étendue des acteurs (gouvernements, industries) et des conséquences climatiques mentionnés. Bien qu'aucune formule n'évoque spécifiquement cette idée, le référent pourrait se résumer à l'ensemble des collectivités humaines. La nature des solutions proposées par Rasmussen confirme cette thèse.

Les « mesures exceptionnelles » véhiculées dans le discours nécessitent en effet l'énergie et la coopération de différents États et sphères de la société. Il y a *grosso modo* deux types de mesures proposées dans le discours: la signature d'une entente globale et contraignante de réduction des GES et des actions de moins grande envergure visant les conséquences connexes au réchauffement. Dans le dernier cas, mentionnons les mesures entourant la planification militaire et stratégique, ainsi que celles concernant l'adaptation. Il demeure difficile de qualifier celles-ci d'« exceptionnelles », notamment parce qu'elles ne sont pas suffisamment détaillées. Conséquemment, il est impossible de conclure qu'elles sont en rupture avec quelque cadre légal ou normatif que ce soit. Les seules mesures que nous pouvons donc qualifier d'exceptionnelles sont celles concernant l'effort de réduction des GES, plus particulièrement l'appel à la signature d'un accord global, ambitieux et contraignant. Les raisons qui justifient l'inclusion d'une telle proposition dans l'exceptionnalisme furent exposées au cas précédent. La mise sur pied d'un nouvel accord de lutte contre le réchauffement planétaire, ainsi que sa mise en œuvre impliquent par ailleurs une allocation particulière des ressources collectives sur une base globale. La principale demande pouvant être qualifiée de mesure exceptionnelle dans le discours se situe au final

loin du corpus traditionnel de mesures associées à la sécurité, souvent adoptées en réaction à une menace précise et circonscrite, non pas universelle et diffuse comme dans le cas présent.

La dynamique sous-jacente à l'intervention de Rasmussen confirme également sa rupture avec les normes associées à la sécurité. On y retrouve certes une dynamique d'urgence comme dans tout discours sécuritisant, mais une logique d'amitié et de coopération supplante clairement les tendances *schmittiennes* habituellement associées au monde sécuritaire. Les mesures proposées par le Secrétaire général de l'OTAN, ainsi que l'amplitude géographique et temporelle des conséquences qu'il décrit font en sorte que le discours appelle à l'abandon de la pensée particulariste au profit d'une responsabilisation collective. Par ailleurs, la chose peut être anecdotique, mais Rasmussen termine son allocution sur une note plutôt inusitée en présentant la protection de l'environnement comme un vecteur de paix globale :

The security challenges being discussed today are big, and they are growing. They might also seem a little overwhelming (...) That is especially true when it comes to climate change. But *the first step is realising that a famous environmental group was very wise and very farseeing indeed when they chose their name. Today, more than ever, "green" and "peace" really do go together* (Rasmussen, 2009) [nous soulignons].

Force est d'admettre que telle référence dans une allocution de l'OTAN n'est pas chose commune. Cet élément tend à confirmer le caractère différent de la menace des changements climatiques et son impact sur le discours.

Cependant, encore une fois, quelques bémols nous empêchent de conclure à une sécuritisation pleinement achevée ici. D'une part, nous avons évoqué l'ambiguïté qui existe entre le locuteur, ici l'OTAN personnifiée par Rasmussen, et son auditoire, soit des gens associés au milieu de l'assurance. En théorie, le discours sécuritisant pourrait avoir une portée globale et s'adresser à tout acteur de la société sans que cela soit incohérent. Toutefois, un problème se pose lorsque Rasmussen en arrive aux « mesures exceptionnelles » : en quoi l'auditoire est-il ici susceptible de les mettre en œuvre ? Certes, le secteur de l'assurance — comme l'ensemble des industries, de la société civile et des gouvernements — a un rôle implicite à jouer, mais peut-on le qualifier d'acteur-clé ? Ces doutes remettent aussi en question l'autorité de Rasmussen pour exiger des actions concrètes de son auditoire. Sinon, nous avons établi que la demande d'un nouvel accord de réduction des GES à la conférence

de Copenhague était centrale au discours. Or, à cet effet, comme dans le cas d'Obama, nous ne pouvons conclure qu'à un demi-succès et, surtout, difficilement l'attribuer à un discours prononcé par Rasmussen dans un marché de l'assurance.

Devant ces nuances, nous considérons l'allocution du Secrétaire général de l'OTAN comme une *securitizing move* et non comme une sécuritisation complète. Néanmoins, par sa forme caractéristique, elle est similaire à celle de Barack Obama pour laquelle nous avons conclu à une rupture avec les normes associées à la sécurité. Ainsi, nous regardons la présente intervention comme significative dans le cadre de notre recherche et comme confirmant notre hypothèse.

3.3 Le cas onusien : Discours de Ban Ki-moon au Conseil de sécurité

Dans notre recherche d'exemples de sécuritisation de l'enjeu climatique, le cas onusien représente le niveau d'analyse le plus global. Sans constituer un véritable gouvernement mondial, l'ONU opère en effet en tant qu'unificatrice de la volonté des nations sous l'égide d'une seule entité. Elle est ainsi habilitée à la sécuritisation d'enjeux dans le système. L'institution possède par ailleurs un organe dont c'est exclusivement la mission, le Conseil de sécurité.

C'est là une première raison qui explique le choix d'un exemple onusien dans le cadre de ce travail. La seconde est l'implication historique de l'institution dans le suivi climatique. En effet, on peut associer à l'ONU, l'*Organisation météorologique mondiale* (OMM) dont le mandat vise la surveillance du climat terrestre, le GIEC (indirectement) qui fournit l'expérience scientifique et l'ensemble du processus lié à *Convention-cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques* (CCNUCC).

Nous analysons ici le discours du Secrétaire général Ban Ki-moon au sujet des impacts des changements climatiques sur le maintien de la sécurité et de la paix internationale au Conseil de sécurité tenu le 20 juillet 2011. Cette intervention est importante dans la mesure où elle combine à la fois le rôle de l'ONU comme productrice de sécurité dans le système global et son expertise sur la menace climatique. Cela lui confère d'emblée, une crédibilité. De plus, le caractère récent du discours est un bon indicateur de l'évolution de l'enjeu dans l'enceinte

onusienne et nous donne un regard sur la situation post-Copenhague, absent des deux interventions précédentes.

3.3.1 La prise en charge onusienne de la menace climatique

Comme mentionné, l'ONU, par le biais de ses divers organes, assure depuis plus d'une vingtaine d'années une surveillance prudente, mais attentive de l'enjeu climatique. Depuis le début des années 2000 toutefois, une dynamique d'urgence a commencé d'imprégner ses interventions au sujet du réchauffement planétaire. La chose est observable notamment dans les allocutions des deux derniers Secrétaires généraux de l'organisation, Kofi Annan et Ban Ki-moon.

Ainsi, à la fin de son dernier mandat, Kofi Annan tend à présenter les conséquences des changements climatiques avec une gravité de plus en plus marquée. On sent de fait qu'un glissement vers la sécurité opère peu à peu :

Climate change is also a threat to peace and security. Changing patterns of rainfall, for example, can heighten competition for resources, setting in motion potentially destabilizing tensions and migrations, especially in fragile States or volatile regions. There is evidence that some of this is already occurring; more could well be in the offing (UNFCCC, 2006).

Cette tendance coïncide avec l'avènement de rapports aux conséquences inquiétantes dont certains furent mentionnés précédemment et surtout, de nouvelles données sur les conséquences du réchauffement amenées par le GIEC. Aussi, est tenu un premier débat au Conseil de sécurité sur la pertinence d'accorder à cet enjeu un statut sécuritaire. Le débat, s'il n'aboutit pas à un consensus, réussit tout de même à réunir plus de cinquante pays participants, dont la plupart reconnaissent sa pertinence (Security Council, 2007). Bref, l'ONU n'en est pas encore à la sécuritisation du climat, mais estime que certaines questions doivent être posées.

En succédant à Kofi Annan, Ban Ki-moon reprend le ton grave de son prédécesseur. Dans un contexte marqué par la préparation d'un accord devant succéder à Kyoto, il n'hésite plus à évoquer une série de périls imminents pour mobiliser les États, notamment les inondations, la disparition de territoires, la sécheresse et l'insécurité alimentaire (Ban Ki-moon, 2007a). La sortie du 4^e et dernier rapport du GIEC en novembre 2007 lui octroie d'ailleurs une assise

scientifique pour réclamer des actions musclées afin d'éviter les pires scénarios catastrophes (Ban Ki-moon, 2007b).

Durant l'année précédant la conférence de Copenhague, les allocutions de Ban Ki-moon sur le climat vont se faire de plus en plus dramatiques. Le discours va alors lier la menace à d'autres enjeux internationaux et multiplier les métaphores et formules alarmistes :

Together, we face two crises: climate change and the global economy. But these crises present us with a great opportunity—an opportunity to address both challenges simultaneously (...) we must re-commit ourselves to the urgency of our cause (...) Yes, the economic crisis is serious. Yet when it comes to climate change, the stakes are even far higher. The climate crisis affects our potential prosperity and our peoples' lives, both now and far into the future (Ban Ki-moon, 2008).

The Arctic is warming faster than anywhere else on Earth. It may be virtually ice-free by 2030. It has been said that the Arctic is our barometer – *the canary in the coal mine* (...) *Our foot is stuck on the accelerator and we are heading towards an abyss* (Ban Ki-moon, 2009b) [nous soulignons].

De surcroît, l'Assemblée générale des Nations Unies se commet dans le débat par l'adoption de la *résolution 63/281* en juin 2009. Cette dernière officialise les préoccupations de l'ONU à l'égard des implications sécuritaires du climat et invite les différents organes de l'organisation à intensifier leurs efforts dans les limites de leur mandat, y compris le Conseil de sécurité. Elle invite également le Secrétaire général à produire un rapport sur les conséquences potentielles du réchauffement pour la sécurité (United Nations General Assembly, 2009). Celui-ci est déposé en septembre 2009. À la manière des rapports du GIEC, il met de l'avant plusieurs conséquences naturelles pouvant découler du réchauffement anthropique. Le document va toutefois plus loin dans son énumération des conséquences humaines de ces dérèglements. Il évoque notamment la mortalité due aux événements extrêmes, les impacts sur l'économie mondiale, le risque de conflits pour les ressources et les migrations massives. Les solutions proposées demeurent celles que l'on associe habituellement au problème du climat : réduction des GES et aide aux PED pour l'atténuation, l'adaptation et le transfert technologique (United Nations, 2009). À la veille de Copenhague, ce rapport se veut un pas de plus vers une pleine reconnaissance onusienne de la relation entre changements climatiques et sécurité.

Depuis, pourtant, les résultats mitigés à Copenhague et Cancún, jumelés aux controverses entourant le GIEC semblent avoir miné l'élan de sécuritisation de la question climatique. Ils ne l'ont cependant pas tué. À l'été 2011, se tenait pour une seconde fois, un débat au Conseil de sécurité au sujet des impacts du réchauffement global sur le maintien de la sécurité et de la paix internationale. Cet événement témoigne, à notre avis, d'un retour en force de la question. Plusieurs acteurs y prirent parole, dont Ban Ki-moon dans une intervention qui présente les caractéristiques de la sécuritisation et qui a retenu notre attention.

3.3.2 Ban Ki-moon au débat sur l'impact des changements climatiques sur la sécurité et la paix internationale au Conseil de sécurité : une analyse

Le sommet sur l'impact des changements climatiques sur le maintien de la sécurité et de la paix internationale est le second débat tenu au Conseil de sécurité sur la question, le premier ayant eu lieu en 2007. Il se déroule à New York le 20 juillet 2011. Plusieurs raisons expliquent le choix de l'intervention du Secrétaire général de l'ONU aux fins de l'analyse.

D'abord, en tant que plus haut fonctionnaire de l'organisation, ce dernier possède la légitimité nécessaire pour en exprimer les positions officielles et les grandes orientations. Certes, il ne dispose pas du droit de veto des cinq membres permanents du Conseil, mais jouit tout de même d'une autorité morale considérable. Selon la charte de l'ONU, le Secrétaire général peut d'ailleurs utiliser son indépendance pour empêcher l'apparition, l'aggravation ou l'extension d'une menace au maintien de la sécurité internationale en attirant l'attention du Conseil de sécurité à cet effet (Charte des Nations Unies, art. 99). Ces éléments font de Ban Ki-moon un candidat potentiel à la réalisation d'une sécuritisation de l'enjeu climatique, particulièrement dans le contexte du présent sommet. Ce dernier résulte en outre d'une initiative de la présidence allemande du Conseil et a réuni soixante-cinq intervenants, dont les cinq permanents. L'événement a connu de plus une certaine médiatisation (Goldenberg, 2011; Mac Farqhar, 2011 ; Worsnip, 2011) et on ne saurait le qualifier de trivial.

A) Les indices de sécuritisation

L'intervention tenue par Ban Ki-moon lors du sommet se résume à un mot d'ouverture, court, mais direct, mettant en garde contre les risques associés au climat et énumérant les actions devant être entreprises à cet effet. Le Secrétaire général se réjouit d'ailleurs qu'un deuxième

débat ait lieu, le temps étant à son avis venu pour l'ONU et le Conseil de sécurité de débattre des moyens à prendre pour affronter la menace (Security Council, 2011b). Dans sa forme générale, l'allocation présente les caractéristiques propres à la sécuritisation et réussit à insuffler un sentiment d'urgence, à mesure qu'elle expose avec conviction les dangers des changements climatiques :

We must make no mistake. The facts are clear. *Climate change is real, and it is accelerating in a dangerous manner.* It not only exacerbates threats to international peace and security, *it is a threat to international peace and security.* Extreme weather events continue to grow more frequent and intense, in rich and poor countries alike, not only devastating lives but also infrastructure, institutions and budgets — an unholy brew that *can create dangerous security vacuums (...)* *Those are all threats to human security, as well as to international peace and security (...)* that should remind us of the *urgency of what we face* (Security Council, 2011a) [nous soulignons].

L'effet de serre est également présenté comme le plus grand péril et le plus grand défi de notre ère, ce qui confère un aspect totalisant à la menace de laquelle « on ne peut s'échapper » :

I have called climate change the defining issue of our time (...) Rewriting this history falls to us all (Security Council, 2011a).

B) La ou les menaces désignées

Comme dans les discours précédents, les changements climatiques causés par les GES anthropiques sont la menace centrale à la tentative de sécuritisation, malgré les références à des dangers connexes. Cela peut être déduit implicitement du discours, la plupart des mesures « exceptionnelles » concernant essentiellement la réduction des émissions de GES.

Parmi les dangers connexes, on retrouve la plupart de ceux mis en évidence par le GIEC et les différents rapports sur la sécurité et les changements climatiques. Sur ce point, l'allocation de Ban Ki-moon ne diffère pas des précédentes. Celui-ci évoque des épisodes météorologiques violents détruisant vies, infrastructures, institutions et économies, cocktail répandant l'insécurité (Security Council, 2011a). Les risques de stress hydrique et alimentaire sont également soulignés (avec l'exemple somalien), de même que la problématique des réfugiés environnementaux (par l'avancée du désert et la montée du niveau de la mer) et

d'éventuelles tensions pour l'accès aux ressources. Cette dernière crainte concerne surtout la gestion des réserves d'eau et pourrait, selon le locuteur, « exacerber de vieux dilemmes de sécurité et en créer de nouveaux » (Security Council, 2011a). Aucun cas ni acteurs particuliers ne sont mentionnés à cet effet.

C) Le ou les objets référents

L'ensemble des référents utilisés dans l'allocation de Ban Ki-moon ramène à une base globale. De par les termes employés, le locuteur s'évertue à donner la plus grande portée qui soit à son discours. Ainsi, la menace est omniprésente à tous les niveaux et pèse sur tous : États, collectivités, humains, riches comme pauvres :

Extreme weather events continue to grow more frequent and intense, in rich and poor countries alike (...) Pakistan, the Pacific islands, Russia, Western Europe, the Philippines, Colombia, Australia, Brazil, the United States, China, the Horn of Africa are examples that should remind us of the urgency of what we face (Security Council, 2011a).

Around the world, hundreds of millions of people are in danger of going short of food and water. That undermines the most essential foundations of local, national and global stability (Security Council, 2011a).

Comme dans le discours du président Obama, la « planète » — du moins, l'idée de biosphère — figure aussi à la liste des référents cités et dans une moindre mesure, l'inter-générationnalité :

We cannot ignore history. But we must clearly recognize that there can be no spectators when it comes to securing the future of our planet (Security Council, 2011a).

D) Les « mesures exceptionnelles » envisagées

La principale demande de Ban Ki-moon à l'auditoire tient en une lutte plus efficace contre les émissions de GES. L'objectif d'éviter une augmentation moyenne de deux degrés des températures terrestres est réitéré et doit être préservé via des cibles contraignantes de réduction des GES et le respect de la *responsabilité commune, mais différenciée*. Un effort supplémentaire est dorénavant exigé de la part des pays émergents. Une aide doit continuer d'être fournie aux pays les plus pauvres pour l'adaptation et l'atténuation via fonds et transfert technologique. Ban Ki-moon reste ainsi fidèle au corpus d'instruments développés

autour de la CCNUCC et appelle les États à la signature d'un accord plus efficace que celui de Copenhague lors de la conférence de Durban prévue pour décembre 2011 :

(...) the international community has reached certain agreements, in Copenhagen and Cancun, in the context of the United Nations Framework Convention on Climate Change. Those agreements provide an important, but incomplete, foundation for action on reducing greenhouse gas emissions and enabling all countries to adapt. We now need accelerated operationalization of all the agreements made at Cancun, including on protecting forests, adaptation and technology (...) we need ambitious targets that ensure that any increase in global average temperature remains below 2° C. The Durban meeting must provide a clear step forward on mitigation commitments and actions by all parties according to their responsibilities and capabilities. Developed countries must lead, while at the same time emerging economies must shoulder their fair share (Security Council, 2011a).

Ban Ki-moon se veut également prescriptif pour le Conseil de sécurité, bien que flou dans ses propositions. Par exemple, il demande au Conseil de « mettre en évidence » le lien entre changements climatiques et sécurité, soulignant que c'est son « rôle vital ». Il exhorte aussi les membres du conseil à mobiliser des actions internationales et nationales afin de confronter la menace climatique et ses dangers connexes, sans cependant préciser le type d'action requis:

The Security Council can play a vital role in making clear the link between climate change, peace and security. The members of the Council bear a unique responsibility to mobilize national and international action to confront the very real threat of climate change and the specific threats to international peace and security that derive from it (Security Council, 2011).

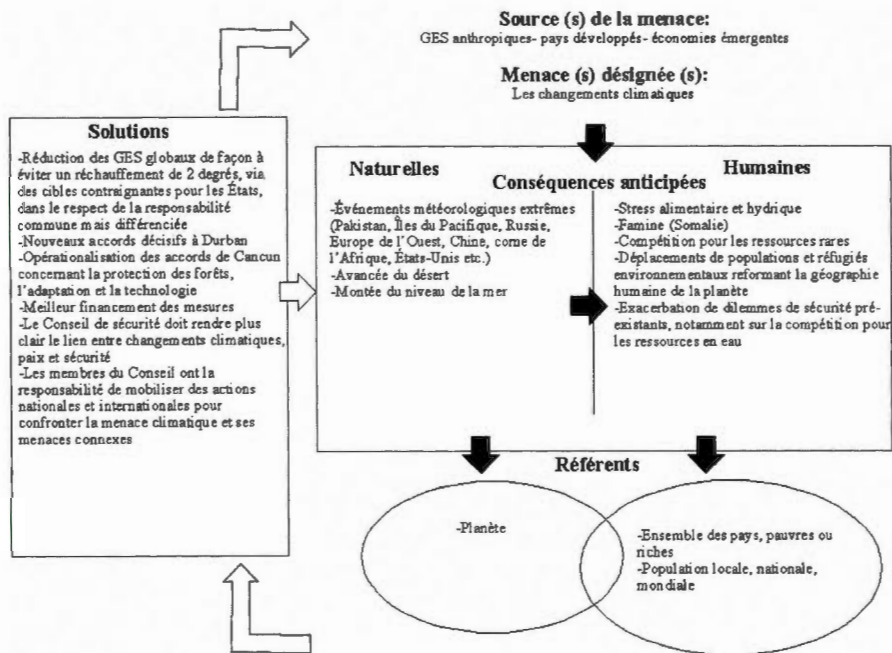


Figure 3.3 Discours de Ban Ki-moon

3.3.3 Conclusions préliminaires

Après analyse, nous concluons que le discours de Ban Ki-moon se rapproche d'une sécuritisation réussie dont la forme est effectivement en rupture avec les normes associées à la sécurité au niveau global. Plusieurs éléments justifient notre conclusion.

Premièrement, sans surprises, l'aspect donné à la menace climatique et les mesures pour en venir à bout dans le discours du Secrétaire général de l'ONU reflètent le consensus onusien développé à travers la CCNUCC et le GIEC. De fait, il n'est pas étonnant que nous concluons au caractère atypique de cette sécuritisation dans la mesure où nous nous sommes fondés en grande partie sur le dernier rapport du GIEC pour affirmer que la menace climatique était inédite en matière de sécurité. Ainsi, comme dans les discours analysés aux pages précédentes, celui de Ban Ki-moon présente les changements climatiques comme une menace globale, sans responsables précis, découlant des activités humaines. Cela dit, notons qu'une grande place est laissée aux menaces de type traditionnel (risques de conflits, migrations) lorsqu'il est question de conséquences connexes au climat. Il est possible que les

allusions plus affirmées à ce type de menace aient pour fonction d'ajouter un degré d'intensité et d'urgence dans l'allocution, particulièrement dans le contexte post-Copenhague. Même lors, cependant, aucun acteur du système n'est spécifiquement ciblé ou stigmatisé au sens *schmittien*.

Deuxièmement, la tendance globale et holistique des référents mentionnés, encore une fois, surprend peu. De par ses fonctions, l'ONU se veut elle-même universaliste et il est logique qu'elle vise un public aussi large que possible lorsqu'il est question de sécurité. Il reste que c'est surtout l'ampleur de la menace désignée qui façonne ici un référent holistique. Ainsi, la biosphère se retrouve aux côtés d'autres référents tels que les États, les riches, les pauvres et finalement, l'ensemble de la population mondiale.

En ce qui a trait aux « mesures exceptionnelles », nous avons déjà spécifié qu'elles reflétaient le consensus onusien depuis la signature de la CCNUCC. Il a été précisé dans les pages précédentes qu'un tel corpus s'inscrivait dans l'exceptionnalisme en plus d'être en rupture avec les normes habituellement associées à la sécurité. Sinon, l'implication demandée par Ban Ki-moon au Conseil de sécurité et ses membres dans la prise en charge du réchauffement est intéressante. Dans la mesure où ce type d'intervention du Secrétaire général auprès du Conseil est prévu par la charte de l'ONU, nous pouvons difficilement la qualifier d'exceptionnelle, d'autant plus que les termes de cette implication sont imprécis dans le discours. Néanmoins, cette demande représente un pas de plus dans l'institutionnalisation de l'enjeu climatique comme menace à la sécurité dans l'enceinte onusienne. Advenant une réelle implication du Conseil de sécurité dans la problématique du climat, celle-ci aurait un caractère inusité de par l'aspect atypique de la menace. Reste à voir la nature des actions qui seraient alors proposées par ses membres, notamment les cinq permanents.

En outre, comme dans les cas précédents, le présent discours jouit d'une dynamique rompant avec celle décrite par l'école de Copenhague : coopération, responsabilisation collective et dépassement des logiques particularistes sont des éléments inhérents à celui-ci.

Au final, l'intervention de Ban Ki-moon au Conseil de sécurité lors du sommet sur les impacts des changements climatiques sur le maintien de la paix et de la sécurité internationale présente les éléments d'une sécuritisation en rupture avec la continuité en

matière de sécurité. À savoir si le discours doit être considéré comme une sécuritisation réussie, nous sommes tentés de répondre par l'affirmative. D'abord, nous l'avons mentionné, celui-ci possède tous les éléments constitutifs d'une sécuritisation. Nous avons également déterminé que le contexte, le locuteur, l'auditoire, ainsi que la relation entre ces derniers étaient favorables à la réalisation d'une sécuritisation en matière de climat. Reste à déterminer cependant s'il a bénéficié d'une réponse positive et s'il a fait autorité.

En ce qui a trait à l'effort sollicité par Ban Ki-moon en matière de réduction des GES et d'adaptation, il nous faut regarder du côté des résultats de la conférence de Durban pour mesurer les progrès accomplis depuis celle de Copenhague. Dans les faits, on ne peut qualifier pour le moment l'action internationale de franc succès. Les engagements pris par les États depuis Copenhague ne permettent toujours pas d'éviter le seuil des deux degrés de réchauffement global (Huettner et *al.*, 2010). Les pourparlers n'ont également pas su mener à la signature d'une véritable entente contraignante succédant au protocole de Kyoto dont la première période d'engagements expire en 2012. Il existe par ailleurs plusieurs points de divergence entre pays industrialisés, émergents et en développement quant à la mise en place d'un nouveau régime. Ainsi, la conférence de Copenhague n'a accouché que d'une entente politique qui n'a pu être entérinée comme décision des parties à la CCNUCC, faute de consensus.³⁶

Ce fut cependant chose faite à Cancún en 2010 alors qu'un accord reprenant plusieurs des points négociés à Copenhague a vu le jour. On y retrouve entre autres des réductions ciblées des GES³⁷ des pays développés et émergents et la mise en place d'un important fonds³⁸ devant subvenir aux besoins d'adaptation et d'atténuation des pays les plus pauvres. À Durban, des avancées ont été réalisées sur plusieurs modalités de ces engagements et des pourparlers ont été tenus en vue d'un éventuel accord contraignant intégrant tous les grands

³⁶ Pour qu'une décision soit entérinée comme décision officielle des parties à la CCNUCC, elle doit faire l'unanimité.

³⁷ Ces cibles sont pour le moment non contraignantes. Il existe en outre plusieurs désaccords quant au mécanisme qui doit vérifier si les États respectent leurs engagements. Certains pays comme les États-Unis voudraient qu'il soit international et indépendant alors que d'autres, comme la Chine, refusent et estiment que leurs garanties nationales sont suffisantes.

³⁸ *Le Fonds Vert climatique.*

émetteurs. En attendant, les parties ont décidé de prolonger plusieurs clauses du protocole de Kyoto pour cinq ans (HIDD, 2011).

Certes, les résultats sont en deçà de ce qui est réclamé par Ban Ki-moon dans le discours. De plus, des joueurs comme les États-Unis, la Russie, le Canada et le Japon font obstruction au processus multilatéral. Toutefois, force est d'admettre que le processus onusien est toujours en vie et que contrairement à ceux qui avaient annoncé sa mort à Copenhague, il semble entrer dans une seconde phase usant de nouveaux incitatifs (volontarisme et flexibilité) afin d'intégrer un plus grand nombre d'économies à l'effort, dont les pays émergents. Si on ne peut lui imputer l'entière issue de la conférence de Durban, soulignons qu'il s'agissait là d'une des demandes du Secrétaire général dans son allocution.

Par ailleurs, si nous hésitons à la qualifier d'« exceptionnelle », la requête de Ban Ki-moon au sujet de l'implication du Conseil de sécurité dans le dossier climatique a été partiellement entendue. Bien sûr, à l'instar du sommet de 2007, les cinq membres permanents ne s'accordent toujours pas sur le rôle du Conseil dans la prise en charge du réchauffement. Cette fois cependant, la rencontre a su déboucher sur une déclaration officielle dans laquelle le Conseil, suivant les termes de son mandat, reconnaît désormais les implications sécuritaires des changements climatiques comme une préoccupation réelle et sérieuse (Security Council, 2011b).

Au final, le discours de Ban Ki-moon au deuxième sommet sur la sécurité et les changements climatiques ne peut être considéré comme un facteur décisif dans l'issue de celui-ci, ni celle de la conférence de Durban. Nous pensons toutefois que cette intervention s'inscrit dans une série d'autres qui ont réussi à maintenir l'enjeu climatique dans l'urgence des préoccupations onusiennes. En ce sens, elle nous semble plus proche d'une sécuritisation réussie que les discours analysés à présent. Du moins, elle pourrait être considérée comme un élément important d'un processus de sécuritisation prenant une forme plus institutionnelle que celle décrite par l'école de Copenhague. Nous reviendrons sur cette idée en conclusion. Pour le reste, l'intervention de Ban Ki-moon confirme notre hypothèse.

3.4 Le cas australien : analyse du discours de Kelvin Thomson au *Woodford folk festival*

Après des discours provenant d'acteurs régionaux et globaux, nous revenons à la sphère étatique. Nous remarquons que notre dernier exemple s'éloigne de notre hypothèse de recherche. Nous pensons que cela s'explique par le contexte particulier dans lequel elle se déploie. Aussi, son étude détaillée s'inscrit dans une démarche contrefactuelle.

Dans les discours précédents, nous avons démontré comment la schématisation de la menace climatique, popularisée notamment par les communautés épistémiques comme le GIEC, favorisait une dynamique de responsabilisation collective plutôt que *schmittienne* dans les sécuritisations. Cela dit, une interprétation inédite de la menace ou son enchevêtrement à d'autres complexes de sécurité pourraient théoriquement déboucher sur des sécuritisations plus proches de la norme. Cela pourrait être le cas lorsque l'enjeu climatique est associé de près aux tensions migratoires que connaissent certains pays industrialisés. La lutte que livre le politicien australien Kelvin Thomson au réchauffement planétaire et à la surpopulation illustre bien cette possibilité.

Ancien porte-parole de l'opposition en environnement, l'actuel député fédéral travailliste multiplie les interventions où il présente ces deux thèmes comme les facettes d'un même problème, accrochant au passage la question de l'immigration. Élu depuis 1996, il jouit d'une certaine notoriété et donne plusieurs conférences à la grandeur du pays, ce qui lui donne une tribune importante pour ses tentatives de sécuritisation des enjeux climatiques et démographiques.

Aussi, le discours qui sera l'objet de notre dernière analyse est celui qu'il a tenu au *Woodford Folk Festival* le 29 décembre 2010 et est intitulé « *overpopulation and climate change- The deadly duo* ». Une brève revue des débats sur le climat et la démographie en Australie s'impose auparavant.

3.4.1 « *It is pretty hard to reduce our footprint if you keep adding more feet* » : *Historique du débat sur le climat et la surpopulation*

Afin de saisir le contexte de l'intervention de Thomson, il est important de revenir sur les questions de climat et de surpopulation qui ont ponctué l'arène politique australienne dans les dernières années, ainsi que sur la façon dont certains acteurs les ont associés.

D'emblée, avant le changement de gouvernement de 2007, on pouvait difficilement qualifier l'Australie de « bon élève » en matière de changements climatiques. Pendant près d'une décennie, les libéraux ont refusé de ratifier le protocole de Kyoto, malgré sa signature.³⁹ L'élection du parti travailliste change la donne, alors que ce dernier a fait de la lutte à l'effet de serre, un des chevaux de bataille de sa campagne électorale. Sous les travaillistes, l'attitude du pays à l'égard du climat devient beaucoup plus proactive. Le protocole de Kyoto est ratifié⁴⁰ et l'Australie prend une position favorable lors du premier débat sur les changements climatiques au Conseil de sécurité (Security Council, 2007). Les travaillistes promettent également un effort plus soutenu en termes de réduction des GES et de nouveaux engagements sont dévoilés à Copenhague.⁴¹

Les positions du parti ramènent les questions relatives au climat au centre du débat public. De fait, une réflexion est amorcée sur les moyens réalistes permettant de réduire les émissions au niveau mondial, mais d'abord national. Aux yeux de certains intervenants, la réponse se trouve dans une démographie galopante qu'il faut juguler. Barry Cohen, ancien ministre de l'Environnement et figure politique australienne, estime impossible une réduction des GES à long terme avec les actuelles projections de croissance démographique de son pays. La solution réside à son avis dans une stabilisation de la population australienne, dont l'immigration est la principale source d'accroissement (Cohen, 2008). Au lendemain de Copenhague, Cohen accusera le « lobby ethnique » d'empêcher une remise en question des politiques d'immigration et soulignera l'« incohérence » du gouvernement australien dans une formule emblématique :

³⁹ La cible australienne au protocole de Kyoto lors de sa signature est de + 8 % de ses émissions d'ici 2012 par rapport aux niveaux de 1990.

⁴⁰ La ratification du protocole est effectuée dès l'élection des travaillistes, tel que promis en campagne électorale. La cible demeure la même qu'à la signature.

⁴¹ Ces nouveaux engagements prévoient une réduction de 5 % à 25 % d'émissions par rapport aux niveaux de 2000 d'ici 2020, selon le degré d'ambition d'un futur accord international (Minister for climate change and water, 2010).

The Prime Minister might also care to explain why *the government* is telling us *we must reduce our carbon footprint while suggesting we should double the number of feet* (Cohen, 2010) [nous soulignons].

Le débat sur les solutions à l'effet de serre en vient ainsi à se confondre aux craintes entourant le scénario démographique «*Big Australia*» et ses possibles impacts sociaux, environnementaux et économiques.⁴² Par ricochet, les questions migratoires sont ravivées.

Avec l'arrivée au pouvoir de son parti, Kelvin Thomson devient un intervenant régulier des questions de climat et de surpopulation. À maintes reprises, il profite de tribunes afin de souligner le danger de la menace climatique et l'urgence d'apporter des solutions concrètes à ce qu'il considère comme « l'un des plus grands défis de notre ère » (Thomson, 2008). Parallèlement, Thomson s'inquiète des impacts de la croissance démographique mondiale et australienne sur l'environnement (Thomson, 2009b). À l'instar de Cohen, il affirme que l'accroissement de la population mondiale est une variable majeure dans l'augmentation des émissions de GES et appelle les décideurs à des actions immédiates (Thomson, 2009a). Peu avant la conférence de Copenhague, il publie un manifeste en quatorze points pour une stabilisation de la population mondiale. Parmi ceux-ci, les onze premiers concernent exclusivement la population australienne. On y suggère par exemple de couper dans les programmes d'immigration et d'abolir les primes à la natalité (Thomson, 2009c).

Après l'échec relatif de la conférence, Thomson se fait plus insistant sur ces questions. Il reprend à plusieurs reprises l'adage de Cohen — *it is pretty hard to reduce our footprint if you keep adding more feet* — (Thomson, 2010 b; 2010c) et s'appuie désormais sur des études pour justifier ses positions. Par exemple, lors d'une allocution parlementaire, il réfère à un rapport de l'*Australian Conservation Foundation* (AFC, 2010) qui suggère un plan de stabilisation de la population d'ici 2050 et urge le gouvernement d'en prendre note (Thomson, 2010a). Également, lors d'un discours à l'*Unitarian Church*, Thomson (2010b) cite un nouveau rapport qui prétend que 83 % de la croissance des GES australiens aura été attribuable à la croissance démographique entre 2000 et 2020 (Birrell & Healy, 2010). Il en

⁴² Le scénario *Big Australia* réfère à une projection de croissance démographique qui prend en compte la natalité et l'apport migratoire, jumelés à une prévision optimiste en ce qui a trait à la mortalité. Selon cette projection, l'Australie passerait de 22 à 35.9 millions d'habitants entre 2010 et 2050. Plusieurs s'inquiètent de la capacité des centres urbains et des écosystèmes australiens à absorber une telle croissance.

profite pour ramener ses 14 points à l'ordre du jour et rappeler l'importance pour l'Australie de couper dans ses programmes d'immigration afin de stabiliser sa population (et éventuellement atteindre ses cibles de réduction de GES) :

Australia must be moving to stabilise its population at 26 million in order to secure its social, environmental and economic future. My proposals include reducing our net overseas migration intake to 70,000 per annum, reducing our skilled migrant intake to 25,000 per year (...) (Thomson, 2010 b)

Afin de comprendre la rhétorique du député, il convient de s'arrêter sur le dernier rapport qu'il cite. Celui-ci a été mandaté par le parlement à deux chercheurs de la *Monash University* afin de se pencher sur les impacts du scénario démographique « *Big Australia* », notamment au niveau climatique. *A priori*, les auteurs affirment que l'accroissement de la population australienne a peu d'impact sur le réchauffement du globe, dans la mesure où cet accroissement est peu lié à la natalité et que le pays représente seulement 1,5 % des émissions planétaires (en 2005). Théoriquement, puisque l'effet de serre est un phénomène global, c'est l'accroissement de la population mondiale qui pose problème, sans considération de frontières.

Cependant, les chercheurs soulignent que l'Australie est un émetteur majeur de GES *per capita* (28,9 t/hab.). Ainsi, en raison de sa croissance démographique (immigration et natalité), il lui serait impossible d'atteindre ses objectifs de réduction à long terme sans baisse du niveau de vie (Birrell & Healy, 2010 : 8-12). Or, selon le rapport, cet argument ne saurait servir d'excuse à l'échec, puisque chaque pays est responsable de ses propres émissions dans le cadre de la CCNUCC :

The fact that Australia's projected population growth from immigration is a major cause of likely emission increases (...) is unlikely to draw any sympathy on the international stage, because each country is being held responsible for its own emissions (Birrell & Healy, 2010 : 8).

Birrell et Healy recommandent au final à l'Australie de stabiliser sa population dans le but de respecter ses engagements internationaux en matière d'émissions. S'ils demeurent imprécis quant aux mesures à adopter, implicitement, le contexte australien pointe du doigt l'immigration.

Construits autour de ce raisonnement, certains des discours de Thomson vont par ailleurs mélanger les arguments environnementaux et climatiques avec des arguments sociaux-économiques qui rappellent les termes du débat sur l'immigration en Occident. Par exemple, en appui à son désir de stabiliser la population australienne, Thomson réfute les avantages liés à l'arrivée de nouveaux travailleurs, faisant valoir que les gens issus de l'immigration se retrouvent souvent au chômage (Thomson, 2010c).

Cette tendance à la confusion des arguments relevant spécifiquement des changements climatiques, de la surpopulation ou de l'immigration est une constante dans les interventions de Kelvin Thomson. Celle qui sera analysée ci-dessous ne fait pas exception. De fait, son discours au *Woodford Folk Festival* aborde les mêmes thématiques que les précédents, en plus de présenter des caractéristiques propres à la sécuritisation.

3.4.2 « *Overpopulation and climate change-The deadly duo* » : Une analyse

Le discours de Kelvin Thomson intitulé *Overpopulation and climate change- the deadly duo* est présenté au *WoodFord Folk Festival* (Woodford, Australie) le 29 décembre 2010. Il fait état de la relation entre changements climatiques et croissance démographique dans une forme qui s'apparente à celle de la sécuritisation : son objectif est de convaincre un large public de l'urgence de mesures de stabilisation de la population, en grande partie pour résorber la « menace » climatique. La pertinence du locuteur et du contexte dans lequel il intervient sont toutefois moindres que dans les cas analysés précédemment.

Le fait que Kelvin Thomson soit député fédéral d'un parti au pouvoir et militant environnementaliste de longue date lui donne de la crédibilité en tant qu'orateur sur les questions climatiques. Cela dit, sa légitimité est moindre que s'il était ministre ou chef de gouvernement. En cela, Thomson est un candidat moins probable que les trois précédents pour la réalisation d'une sécuritisation. Le contexte du discours peut également être critiqué pour sa pertinence. Le *WoodFord Folk Festival* est l'un des plus gros événements culturels australiens et attire plus de 130 000 personnes annuellement. Le lobby vert y est implanté et plusieurs conférenciers y côtoient les prestations artistiques (Woodford Folk Festival, 2012 : [en ligne]). L'événement n'est toutefois pas proprement politique. De plus, il nous est difficile de déterminer combien de personnes ont assisté à la conférence de Thomson et

combien furent réellement convaincues par ses propos. Ces facteurs limitent notre aptitude à qualifier l'intervention de sécuritisation à la base, point sur lequel nous reviendrons. Le discours ne mérite pas moins d'être analysé comme tel aux fins de la recherche.

A) Indices de sécuritisation

Sur le plan strict de la forme, l'intervention de Thomson présente plusieurs éléments de sécuritisation. Outre la présence de menaces désignées, d'objets référents et de « mesures exceptionnelles », le locuteur insuffle une dynamique d'urgence à son discours et y insère quelques métaphores à la recherche d'un maximum d'impact.

La chose s'observe d'abord dans le titre du discours « *Overpopulation and Climate Change – The Deadly Duo* », empreint d'une gravité absolue. Une référence qui n'est pas sans rappeler l'attentat du *World Trade Center* est également insérée afin d'illustrer l'issue difficile de la situation engendrée par le duo effet de serre/surpopulation :

It is as though we are standing on the window ledge of a tall building. Behind us the building is on fire. A narrow plank crosses over to a safe building on the other side. We must cross over without falling. Our increasing population is the equivalent of making the crossing with both arms tied behind our back (Thomson, 2010d)

Cette métaphore résume en outre la problématisation que fait Thomson de la situation : la surpopulation, comme l'une des principales causes du réchauffement, rend illusoire toute solution qui ne s'y attaque pas de front. Aux mêmes fins, Thomson parle du problème démographique comme étant « l'éléphant dans la pièce » qu'on ne peut ignorer. Il utilise alors une nouvelle fois l'adage de Cohen « *it's pretty hard to reduce your carbon footprint when you keep adding more feet* » (Thomson, 2010d).

Nous notons toutefois, contrairement aux discours précédents, que le mot « sécurité » n'est pas explicitement mentionné en lien aux changements climatiques ou à la croissance démographique. Cependant, cette association nous apparaît implicite dans la description détaillée offerte par le locuteur des périls que ces deux menaces font peser pour l'avenir.

B) La ou les menaces désignées

À la base, les changements climatiques, la surpopulation et l'immigration peuvent être considérés comme des « menaces » à part entière et référer à des complexes de sécurité distincts. Cela dit, nous avons vu comment le débat les avait associés dans le contexte australien. Le discours de Thomson fait de même et crée une synergie où la surpopulation, déjà présentée comme un problème, devient également une cause des changements climatiques.

Ceux-ci sont ainsi la menace au centre de l'intervention, alors que l'accroissement de la population est davantage présenté comme *une* de ses causes directes en lien avec les émissions de GES. D'entrée de jeu, le discours est clair là-dessus :

Population plays a critical role in global warming. We have one earth, with one atmosphere, and every carbon dioxide molecule we release into contributes to global warming. (Thomson, 2010d) [nous soulignons].

Le discours alterne toutefois entre deux façons contradictoires d'envisager la menace et ses sources. La première consiste à voir la problématique sous un angle holistique, comme l'ont fait les interventions d'Obama, Rasmussen et Ban Ki-moon. Alors, l'effet de serre est une *menace globale* causée par les *émissions globales* de GES, elles-mêmes propulsées par la *croissance démographique mondiale* :

There's little point thinking about our emissions 'intensity' or our emissions 'per capita'. All that matters is how much carbon, and how much other greenhouse gas, we are pumping into the atmosphere. *The more of us there are, the more carbon dioxide is released. Simple, undeniable (Thomson, 2010d) [nous soulignons].*

Dans cette perspective, le duo interagissant des changements climatiques et de la surpopulation mondiale est réputé avoir des conséquences naturelles et humaines partout sur le globe. Celles qui sont énumérées ici diffèrent peu des autres discours analysés :

The deadly duo of climate change and overpopulation will cause a potent cocktail of consequences frequently interacting with each other – *local and international conflict over water, population displacement from famine, population displacement due to sea level rise, population displacement due to weather catastrophes, and conflict over mega-projects* such as dams and biofuel projects (Thomson, 2010d) [nous soulignons].

La seconde façon de voir la menace est plus restrictive. Thomson, à un moment du discours, en vient à faire une analyse de la relation entre démographie et changements climatiques

limitée au contexte australien, bien que ce soit contraire à ses prémisses de base. Ainsi, le politicien rappelle que l’Australie est un grand pollueur en termes d’émissions de GES *per capita*. Il en profite pour présenter la croissance démographique nationale comme principale responsable de l’augmentation de ces gaz :

Australia is one of the highest per capita emitters of greenhouse gases in the world. There is no reasonable prospect that Australia will reduce its total level of greenhouse emissions, or even cap its level of emissions, while our population grows by 1 million every three years, as is presently the case. To do so would require massive, implausible, reductions in per capita greenhouse emission levels (Thomson, 2010).

Comme il a été possible de voir, cibler l’accroissement de la population australienne pour l’augmentation des émissions de GES revient à faire de l’immigration une responsable de la menace climatique. Bien que de façon moins probante que dans d’autres discours, Thomson reproduit ce schéma de responsabilité dans la présente intervention. Le résultat en est qu’un grand nombre de mesures proposées pour juguler la surpopulation — et ainsi la menace climatique — touche l’accès au sol australien.

C) Le ou les objets référents

Malgré la distinction « global/national » qui existe au niveau de la représentation de la menace, cela ne semble pas avoir une réelle incidence sur les référents mentionnés dans le discours. En fait, l’approche holistique aux problèmes du climat et de la surpopulation est suffisamment dominante pour que les référents soient également envisagés sur une base globale.

Ainsi, l’intervention de Thomson adopte un ton résolument impersonnel et parle au nom d’un « nous » inclusif. Il ne semble pas y avoir de distinction fondamentale entre les nations, les humains et la biosphère face à la menace :

We have one earth, with one atmosphere, and every carbon dioxide molecule we release into contributes to global warming (...) Ultimately, we’re all in the same boat (Thomson, 2009).

Quelques allusions à l’Australie ponctuent le discours. Toutefois, l’État n’est pas évoqué à titre de référent central dans la construction de la menace, même lorsqu’il est question de son éventuel problème de surpopulation. Ultiment, le danger est le réchauffement planétaire et

l'Australie y est vulnérable au même titre que les pays industrialisés, les PED, la Chine et l'Inde (Thomson, 2010d).

D) Les « mesures exceptionnelles » envisagées

Les « mesures exceptionnelles » prônées par Thomson concernent essentiellement une stabilisation de la population aux fins de limiter les émissions de GES. Cependant, les termes de ces mesures, leur domaine d'application, ainsi que les personnes dont elles relèvent varient considérablement selon que l'on aborde la menace sous un angle global ou national.

D'entrée de jeu, Thomson raisonne globalement, rappelant les réductions colossales d'émissions qui doivent être opérées mondialement pour éviter le seuil des deux degrés de réchauffement :

Scientists have made it very clear that in order to avoid dangerous climate change we have to contain the level of greenhouse gases in the atmosphere to 450 parts per million CO₂ equivalent or less. In order to meet this target we have to cut our global carbon emissions by 60 % by the year 2050 (Thomson, 2010d).

À cet égard, il souligne que le droit au développement doit continuer de servir de principe de base à l'action internationale de lutte contre les changements climatiques. Le défi est ainsi pour les pays industrialisés de réduire de 80 % leurs émissions sans ruiner leur économie et pour les PED, d'accéder à un meilleur niveau de vie, sans augmenter les leurs. Selon Thomson, cette tâche passe par une stabilisation de la population *mondiale* (non uniquement australienne):

Population policy must be part of the plan to contain greenhouse emissions, not merely for Australia, but for the rest of the world as well (Thomson, 2010d).

Afin d'y parvenir, il réfère à ses quatorze points. Parmi ceux-ci, deux concernent effectivement des mesures qui *pourraient* avoir un impact sur la natalité globale : l'augmentation de la part de l'Australie dans le financement du planning familial international ; la promotion du débat sur la démographie mondiale aux discussions entourant le climat à l'ONU (Thomson, 2010d).

Cela dit, les autres mesures énumérées par Thomson visent exclusivement à réduire les émissions de GES en contrôlant la population australienne. Parmi elles, quelques-unes

comme l'abolition des *baby bonus* misent sur un contrôle de la natalité. Cependant, la plupart proposent des restrictions à l'immigration, ce qui semble logique dans le contexte australien, mais ignore pour l'ensemble la dimension globale des changements climatiques. Par exemple, Thomson (2010d) propose de couper dans le programme de migration outremer et de migration qualifiée, de réduire l'entrée d'immigrants temporaires et d'obliger les étudiants étrangers à retourner dans leur pays d'origine avant d'appliquer pour un statut de résidence.

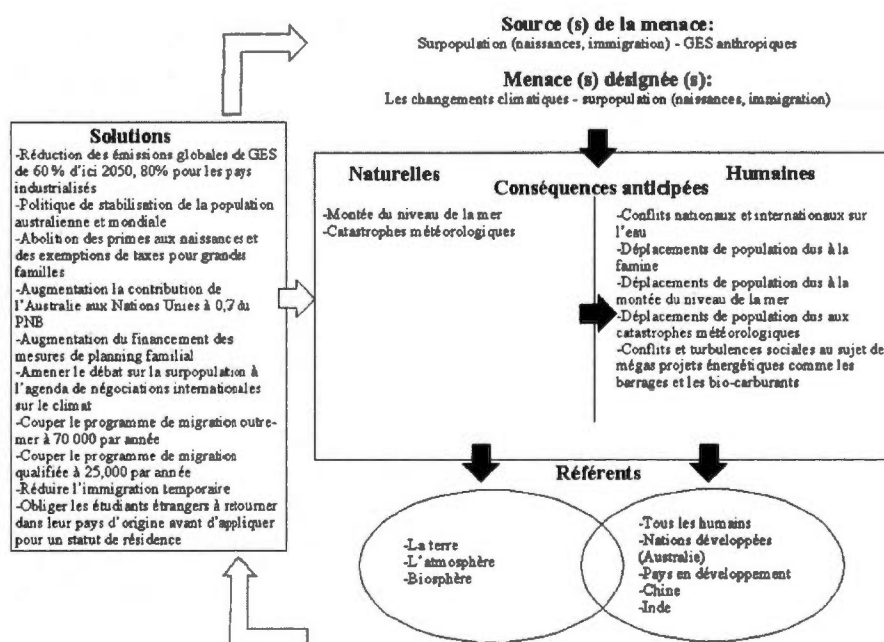


Figure 3.4 Discours de Kelvin Thomson

3.4.3 Conclusions préliminaires

Après analyse, le discours de Kelvin Thomson au *Woodford Folk Festival* recèle plusieurs ambiguïtés qui, d'une part, l'inscrivent en porte à faux par rapport aux cas précédents et, d'autre part, nous empêchent de le qualifier de sécuritisation réussie.

D'abord, à la lumière des indicateurs développés au chapitre II, plusieurs éléments de l'intervention la placent à cheval entre les discours d'Obama, Rasmusen et Ban Ki-moon, que

nous considérons en rupture normative au plan de la sécurité, et le processus de sécuritisation traditionnel observé par l'école de Copenhague. Cela est particulièrement notable lorsque l'on s'attarde au *caractère de la menace désignée*, aux *mesures exceptionnelles* et à la *dynamique* générale du discours. Nous avons spécifié au point précédent que Thomson présentait les problèmes climatiques et démographiques à travers deux prismes : l'un global et l'autre national. Cette distinction est fondamentale puisqu'elle donne lieu à plusieurs incohérences et à deux tendances opposées en termes de sécuritisation.

Tant que les changements climatiques sont présentés comme un péril planétaire — aux conséquences sans frontières, résultant des émissions globales de GES et de la surpopulation mondiale —, la responsabilité de la menace tend à être internalisée et collectivisée, comme dans les discours précédents. Cette idée selon laquelle le problème ne peut être envisagé que globalement est au départ explicite dans les propos de Thomson. Cela explique *a priori* la présence de référents universalistes et le ton inclusif du discours. Cette conception holistique de la menace se reflète également dans quelques-unes des mesures que le locuteur propose pour la contrer (*c.-a.-d.* s'attaquer à la démographie mondiale). À ce titre, il suggère l'introduction des questions de natalité dans les pourparlers autour de la CCNUCC et l'augmentation de la part du financement australien dans le *planning* familial international. Bien que ces mesures puissent difficilement être qualifiées d'exceptionnelles, elles sont cohérentes avec une vision globale de la menace climatique puisqu'elles passent par la voie internationale et impliquent un effort commun des nations. Notons par ailleurs la défense *a priori* de certains principes tels que la *responsabilité commune, mais différenciée* dans l'intervention de Thomson, à l'instar des autres discours analysés :

The developing countries are not going to cut their emissions by such an amount, and given the impoverished lifestyles which many of their citizens lead, it is quite unreasonable to expect them to. Given this, the developed countries have to make cuts greater than 60%. They have to cut by more like 80 % (Thomson, 2010d).

Cela dit, en s'attaquant au contexte australien, l'allocation se rapproche de la dynamique des sécuritisations traditionnelles au point d'entrer en contradiction avec la logique universaliste que sous-tend l'autre moitié du discours. Ce qui amène Thomson à envisager la menace sur une base nationale est la simple transposition de la logique « plus de têtes, plus d'émissions » à la réalité australienne. Étant donné le contexte démographique du pays, l'immigration se

retrouve rapidement ciblée par le discours. Dès lors, on passe d'une menace diffuse et indéfinie à une menace ciblée où l'immigrant est identifié comme responsable de la catastrophe écologique imminente. Cette façon de construire la menace rapproche davantage le discours du processus sécuritaire décrit par l'école de Copenhague que des interventions d'Obama, Rasmussen et Ban Ki-moon qui s'en éloignaient.

Par ailleurs, nous pensons que les restrictions touchant à l'immigration proposées par Thomson relèvent d'une forme d'exceptionnalisme propre au corpus sécuritaire traditionnel. Si le contrôle des frontières et de la population est une prérogative essentielle de l'État moderne, il demeure que le recours à celle-ci dans un contexte de mondialisation est souvent justifié par des arguments de sécurité. De plus, mettre un frein à l'apport migratoire constituerait un changement de paradigme non négligeable dans le contexte démographique australien, comme dans plusieurs pays occidentaux.

En outre, sans que l'on parle d'une dynamique réellement *schmittienne*, le volet du discours touchant à l'immigration amène une logique contraire à plusieurs principes qui fondent l'action internationale de lutte contre les changements climatiques. Ces principes étaient pourtant présents dans les cas analysés précédemment. Par exemple, hormis l'argument selon lequel chaque État est responsable de ses émissions, s'attaquer à l'immigration australienne afin d'enrayer un problème d'émissions globales lié à la surpopulation mondiale est plutôt incohérent. En effet, le migrant ne représente pas un humain supplémentaire sur terre, donc théoriquement pas d'émissions supplémentaires non plus. La véritable logique derrière cette idée est alors *le maintien des éventuels migrants dans des pays où le niveau de vie est moindre et où ils produiront moins d'émissions de GES*. En n'accédant pas au sol australien, ceux-ci n'accèdent pas à un niveau de développement occidental beaucoup plus polluant en termes d'émissions *per capita*. À moins de renier le droit au développement de millions d'individus, ce raisonnement est fallacieux à long terme puisque les PED sont souvent plus peuplés que les pays industrialisés et aspirent à la même croissance économique. En résumé, plusieurs propositions de Thomson pour lutter contre l'effet de serre sont en contradiction avec les principes de la CCNUCC, dont la *responsabilité commune, mais différenciée*, au profit d'une logique particulariste.

Nous ne croyons pas cependant que la visée générale du discours soit xénophobe. À titre de preuve, Kelvin Thomson propose de bonifier le programme pour les réfugiés et d'y inclure le critère de réfugié climatique (Thomson, 2010d). Il est possible néanmoins qu'il ait tenté de rattacher la question climatique à un complexe de sécurité bien ancré comme l'immigration afin de la propulser comme enjeu sécuritaire. Ironiquement, certains lobbies anti-immigration au Canada ont utilisé la stratégie inverse et usé d'un argument environnemental dans une tentative de sécuritisation de leur cause.⁴³

Cela dit, l'hypothèse qui semble le mieux expliquer la tangente prise par la présente tentative de sécuritisation est la fusion des craintes liées aux changements climatiques avec celles liées à la surpopulation (mondiale, mais surtout australienne). La rhétorique *surpopulation/immigration/émissions de GES*, secondée par une communauté épistémique active (notamment le rapport de Birrell et Healy), a contribué à la construction d'une menace climatique propre à l'imaginaire australien, soit au développement d'un complexe de sécurité unique en son genre. En ce sens, le discours s'est éloigné de la représentation la plus commune des changements climatiques, celle notamment amenée par le GIEC et qui était identifiable dans les trois cas précédents.

Ce complexe nous semble toutefois inachevé. Les différents indices que nous avons relevés au fil de notre analyse donnent à penser que le discours de Kelvin Thomson au *Woodford Folk Festival* n'est qu'un *securitizing move*. Outre la significativité questionnable du locuteur et de son contexte d'intervention, l'idée selon laquelle il faut stabiliser la population australienne et *stopper* l'immigration pour réduire les émissions de GES, n'est pas dominante dans le débat climatique.

Le discours de Thomson n'en est pas moins à la jonction entre le processus de sécuritisation traditionnel et celui plus atypique que nous avons décelé dans les interventions d'Obama, Rasmussen et Ban Ki-moon. Ainsi, il s'inscrit en contradiction avec notre hypothèse de départ. Dans les faits, nous pensons que d'éventuelles sécuritisations autour du climat peuvent en venir à stigmatiser un ou des responsables ou à fusionner avec des complexes de

⁴³ Des groupes comme *Immigration Watch Canada* font valoir notamment que l'« arrivée massive » d'immigrants chaque année au pays contribue à la pollution de l'air, à l'étalement urbain et à la disparition de zones vertes. (Immigration Watch Canada, 2012 : [en ligne])

sécurité plus traditionnels à mesure que la représentation du problème s'éloigne de sa forme dominante. Dès lors, l'inscription du changement normatif dans le processus sécuritaire n'est plus assurée.

La forme dominante prise par la menace climatique dans l'imaginaire collectif est largement redevable au travail des communautés épistémiques les plus influentes en la matière, dont le GIEC. La façon dont celles-ci présentent l'effet de serre rend irrationnelle la stigmatisation d'un « ennemi » précis pour sa responsabilité dans le phénomène. C'est l'une des particularités qui contribuent à générer des sécuritisations atypiques dans le cas du climat et c'est ce que nous avons tenté de démontrer à travers les trois premiers discours analysés. Toutefois, nous avons spécifié aux chapitres précédents que les menaces et le sentiment de sécurité étaient d'abord des constructions idéationnelles. Tout comme la peur, elles peuvent être « irrationnelles ».

Bien que les changements climatiques restent au centre de son discours, Thomson nous montre comment il est facile de glisser d'un complexe de sécurité à un autre lorsque l'on cherche à établir des liens et des causalités entre différentes menaces ou problématiques. Par ailleurs, son discours démontre clairement qu'une logique de stigmatisation, qu'elle soit fallacieuse ou non, peut accompagner la construction de la menace climatique dans un contexte épistémologique et politique particulier. Ainsi, la sécuritisation des changements climatiques pourrait, dans certains cas, se rapprocher du processus *schmittien* décrit par l'école de Copenhague. Pour le moment, il nous apparaît improbable que des tentatives comme celle de Kelvin Thomson gagnent suffisamment en crédibilité pour atteindre le stade de sécuritisations réussies. La chose n'est toutefois pas impossible.

CONCLUSION

Aux fins du présent mémoire, quatre discours présentant les changements climatiques comme enjeu sécuritaire ont été analysés à travers le cadre de la sécuritisation de l'école de Copenhague. Notre objectif était d'évaluer l'impact de cette menace environnementale sur les normes, pratiques et dynamiques propres à la sécurité dans la politique globale. Dans ce chapitre de conclusion, nous revenons sur les résultats de nos travaux dont ressortent essentiellement deux grands points.

Premièrement, notre analyse empirique tend à confirmer notre hypothèse de recherche, c'est-à-dire que la sécuritisation de l'enjeu climatique amène un changement normatif au niveau sécuritaire sous certaines conditions. Ce changement est moins significatif que nous l'imaginions au départ, bien que toujours conforme à la définition de James Rosenau (1990). Deuxièmement, l'attention portée au contexte de chaque tentative de sécuritisation dans notre analyse a mis en évidence trois lacunes de l'école de Copenhague qui laissent miroiter de nouveaux agendas de recherche :

- 1) La forme prise par la menace dans l'imaginaire collectif semble moins fixée par la sécuritisation (au sens d'acte de langage) que ne le prétend l'école ;
- 2) Cette menace et le processus sécuritaire sont également soumis à l'influence de facteurs objectifs, institutionnels et sociopolitiques ;
- 3) Les problèmes rencontrés avec la méthode discursive de l'école illustrent la difficulté du constructivisme conventionnel à mettre en relation les facteurs idéationnels avec la réalité objective au niveau empirique.

4.1 Changements climatiques et sécurité : le changement normatif

L'analyse des discours de Barack Obama, d'Anders Fogh Rasmussen et de Ban Ki-moon confirme l'hypothèse que nous avons élaborée au chapitre II. *A contrario*, le cas de Kelvin Thomson s'en éloigne en raison du contexte particulier dans lequel s'inscrit le discours. Il demeure cependant important d'apporter quelques nuances et commentaires à nos résultats. Nous revenons ici sur notre question, ainsi que notre hypothèse de recherche et

donnons une appréciation de l'ampleur du changement normatif constaté dans les tentatives de sécuritisation autour du climat.

4.1.1 Retour sur la question et l'hypothèse de recherche

Le constat dans la littérature d'une possibilité pour les problématiques environnementales d'induire de nouveaux modes de légitimation et d'interactions entre acteurs politiques nous a menés à nous questionner sur l'impact des changements climatiques en tant qu'enjeu sécuritaire sur les normes, pratiques et dynamiques associées à la sécurité au niveau global. Convaincu que l'école de Copenhague offrait une définition juste du concept de sécurité entendu comme processus politique, nous en avons décortiqué le raisonnement afin de mettre en lumière certaines constantes de la pratique sécuritaire. Ainsi, nous avons pu établir que la sécurité était essentiellement un acte de langage (la sécuritisation) visant à sortir un enjeu du processus politique habituel pour lui donner un statut particulier et urgent, réclamant des mesures exceptionnelles. La sécuritisation engagerait par ailleurs un procédé particulier dans lequel l'identification d'ennemis, l'altérité et la dynamique *schmittienne* sont la norme.

Il nous a semblé que la représentation dominante de la menace climatique telle qu'illustrée dans le 4^e rapport du GIEC rendait improbable une telle dynamique de sécuritisation. Nous avons attribué cette particularité au caractère global, physique et diffus de l'enjeu dans la forme où il nous est présenté. Notre hypothèse fut alors que la sécuritisation autour du climat rompt avec les logiques associées à la sécurité par l'école de Copenhague, pour autant qu'elle soit fidèle à la représentation dominante du problème. Dès lors, cette sécuritisation serait porteuse de changement normatif au niveau sécuritaire.

Notre analyse s'est conséquemment arrêtée sur quatre discours présentant les changements climatiques comme menace à la sécurité, dont les trois premiers provenaient d'acteurs représentant des niveaux de gouvernance différents : étatique, régional et global. À l'aide d'indicateurs, nous pûmes déterminer que ces trois discours s'inscrivaient bel et bien en porte à faux par rapport au processus identifié par l'école de Copenhague, amenant une logique de sécurité globale, sans ennemi ciblé, sous-tendant la coopération et un fort degré d'universalisme. En outre, il fut possible de remarquer que ceux-ci étaient construits autour

d'une représentation très similaire de la problématique climatique, les locuteurs référant aux mêmes craintes, aux mêmes solutions, voir aux mêmes événements et expertises. Cette représentation commune est proche de celle amenée par le GIEC, donc de la représentation dominante.

Le quatrième discours semble cependant aller à l'encontre de notre hypothèse. En effet, l'allocation de Kelvin Thomson tend plus ou moins directement à stigmatiser l'immigration comme responsable de la menace climatique. Ceci dit, ce discours émerge dans un contexte politique et épistémologique particulier où l'enjeu climatique a été fusionné à un autre complexe de sécurité, celui de la surpopulation. En ce sens, la représentation de la menace y diffère des trois cas précédents et de celle offerte par le GIEC, présentée comme dominante. L'exemple australien n'invalide donc pas notre hypothèse *a priori*.

Au final, nous pensons avoir fait la démonstration d'un changement normatif amené par la sécuritisation de la menace des changements climatiques dans sa forme la plus convenue. Néanmoins, cette démonstration est moins concluante que prévu. Deux bémols nuancent ici nos conclusions. D'une part, deux des exemples supportant notre hypothèse se sont avérés davantage des *securitizing moves* que des sécuritisations achevées. Cette situation fait écho aux propos de l'école de Copenhague selon lesquels les tentatives de sécuritisations systémiques ont de la difficulté à obtenir le niveau de support nécessaire à leur pleine réalisation (Buzan, de Wilde & Waeber, 1998 : 37 ; Buzan & Waeber, 2009 : 254-271). D'autre part, le fait que la sécuritisation des changements climatiques puisse amener une rupture normative au plan sécuritaire ne signifie pas la fin des sécuritisations plus traditionnelles autour d'autres enjeux.

Dès lors, il est possible de se questionner sur l'amplitude du changement normatif observable dans la présente recherche. Afin de répondre à cette interrogation, il est nécessaire de revenir sur la conception de changement de Rosenau abordée au premier chapitre.

4.1.2 *Quel changement normatif ?*

Selon James Rosenau (1990), le changement en politique s'observe lorsque les variables d'un système diffèrent de ses paramètres, de manière à les amener à une transformation.

Le système que nous étudions ici est la politique globale et son champ d'action spécifique, la sécurité. La pratique de la sécurité dans la politique globale répond à des normes et dynamiques précises identifiées par l'école de Copenhague qui sont des paramètres du système. La forme que les acteurs donnent aux menaces, de même qu'à leurs actions et interactions sécuritaires peuvent être décrites comme des variables fluctuant à l'intérieur des paramètres de la sécurité. Notre hypothèse veut que le processus sécuritaire déployé autour de la menace climatique soit assez singulier pour remettre en question ces paramètres et donc mener au changement.

À cet effet, Rosenau identifie deux types de changement : celui qui résulte d'une rupture brutale avec la norme amenant une transformation nette et durable des paramètres du système et celui qui survient par une digression répétée de la norme rendant ces paramètres moins contraignants à long terme. À notre avis, le changement induit par la sécuritisation du climat est du deuxième type.

On peut ainsi voir le processus de sécuritisation de la menace climatique comme un phénomène encore récent, le plus souvent marqué de *securitizing moves*. Néanmoins, ces tentatives répétées de sécuritiser le climat contribuent à affaiblir progressivement la norme en matière de sécurité. Certes, cela n'implique pas la disparition des dynamiques *schmittiennes* amenées par la sécuritisation d'autres enjeux. Il n'en demeure pas moins qu'en favorisant de nouvelles façons de faire et un nouvel esprit de coopération entre les acteurs du système, la sécuritisation du climat pave la voie à des moyens d'action inédits dans la prise en charge d'enjeux sécuritaires plus traditionnels pour l'avenir. L'avènement de la problématique climatique au Conseil de sécurité de l'ONU et à l'OTAN est une donnée intéressante à cet égard.

En résumé, si l'expérience du changement normatif en matière de sécurité fut moins concluante que ce que nous envisagions, notamment en raison de la faiblesse actuelle du processus de sécurisation du climat, il reste que ce que nous observons dans le discours est fidèle à la définition de Rosenau.

4.1.3 *Seulement les changements climatiques ?*

Les résultats de notre analyse peuvent être soumis à une autre question : le changement normatif dont fait état la présente recherche est-il l'unique apanage de la sécurisation autour de l'effet de serre ?

On se rappellera que Buzan et Waever (2009) ont laissé planer la possibilité que toute menace véritablement globale et « physique » puisse déboucher sur des *macrosécuritisations*. Par exemple, les risques liés à l'utilisation de l'énergie nucléaire et la crainte de catastrophes pires que celles de Tchernobyl ou Fukushima comportent un potentiel de sécurisation à grande échelle. De même, la pollution des mers et de l'atmosphère, la réduction de la biodiversité, la possibilité de mégas tremblements de terre et mégas tsunamis ou encore, d'astéroïdes menaçant la Terre, pourraient façonner un référent à tendance universaliste : l'Humanité. Aussi, leur éventuelle sécurisation recèle un potentiel de changement normatif similaire à celui observé pour le climat. Toutefois, force est de constater que seul le risque des changements climatiques paraît pour le moment assez concret, détaillé et médiatisé pour donner lieu à des tentatives sérieuses de sécurisation. Cette particularité n'est certainement pas étrangère à l'existence de communautés épistémiques efficaces comme le GIEC dans la diffusion de cette menace précise.

La menace des changements climatiques n'est donc théoriquement pas la seule menace pouvant amener un changement normatif global en matière de sécurité. Elle demeure néanmoins l'unique exemple suffisamment concret pour permettre une analyse empirique.

4.2 *Sécurisation de la menace climatique : ce que le discours ne dit pas*

Les résultats de notre analyse sont largement tributaires de la méthode développée par l'école de Copenhague : ils reposent sur une analyse discursive de la sécurité inspirée du poststructuralisme, à laquelle nous avons ajouté quelques éléments visant à pallier aux

lacunes d'une épistémologie interprétative. Nous avons ainsi accordé une importance au contexte politique et épistémologique de chacune des interventions étudiées.

Initialement, cette contextualisation devait permettre de mieux évaluer la significativité et la portée des discours. Elle a cependant mis en lumière certaines limites du cadre de la sécuritisation. De fait, à l'instar de plusieurs (Williams, 1997 ; Macleod, 2004 ; Balzacq, 2005 ; Ciuta, 2009 ; Villumsen Berling, 2011), nous remarquons que l'école de Copenhague tend à voir les menaces comme étant modelées et figées essentiellement par le discours. Elle ignore en grande partie le contexte duquel celles-ci émergent au gré de facteurs événementiels, institutionnels et sociopolitiques qui font partie du processus de sécuritisation.

Nous nous penchons ici sur deux éléments que nous jugeons évacués trop rapidement par l'école de Copenhague et qui peuvent jeter un éclairage différent sur notre problématique : la *réalité objective* et la *dialectique*. Ensuite, nous reviendrons plus généralement sur le principal inconvénient de l'analyse discursive au plan empirique.

4.2.1 De la réalité objective dans la sécuritisation ?

L'école de Copenhague voit dans les menaces et la sécurité, essentiellement des constructions subjectives de l'esprit et un processus politique transitant via le discours. Ce dernier est jusqu'à un certain point le seul élément « objectif » pouvant être soumis à l'analyse, le reste étant idéationnel. Nous ne contredisons pas cette idée et pensons au contraire qu'elle est une force de notre cadre théorique. Cependant, l'analyse du contexte entourant chaque discours suggère que certaines réalités objectives participent à la construction de la menace dans l'imaginaire collectif, ainsi qu'au processus de sécuritisation et ce, de façon parfois antérieure ou postérieure au discours.

Par exemple, Balzacq (2005 : 177-193) souligne que la présence d'événements marquants associés à la menace peut être une importante condition facilitant la sécuritisation :

Actually, every securitization is a historical process that occurs between an antecedent influential set of events and their impact on interactions; this involves concurrent acts carrying reinforcing or aversive consequences for securitization.

Dans le cas qui nous intéresse, on remarquera que certains événements associés à tort ou à raison aux changements climatiques semblent avoir un impact sur la représentation de la menace, ainsi que sur l'efficacité du discours sécurisant. Par exemple, la référence d'Anders Fogh Rasmussen à l'ouragan Katrina et au Darfour pour souligner le chaos qui pourrait découler de catastrophes météorologiques attribuées au climat est loin d'être anodine (Rasmussen, 2009). Une mention similaire au Darfour et au Rwanda est également présente dans le rapport de la CNA corporation duquel Rasmussen puise ses sources (CNA, 2007 : 17-19). De même, le discours de Ban Ki-moon au Conseil de sécurité cite la famine en Somalie et les récentes inondations au Pakistan afin d'illustrer les dangers du réchauffement (Security Council, 2011a).

Au final, nous ne prétendons pas que les événements soient dissociables des constructions idéationnelles dans lesquelles ils s'insèrent, mais ils gagneraient à être mieux intégrés au cadre de la sécuritisation de façon à mettre en évidence leur rôle dans l'évolution de la menace et dans l'efficacité du discours.

L'autre élément « objectif » qu'il nous paraît important d'aborder pour sa contribution dans la sécuritisation est le processus institutionnel⁴⁴. En effet, parallèlement au discours, il nous a été possible de voir que l'enjeu climatique suivait un processus d'institutionnalisation l'amenant progressivement vers la sécurité. Dans certains cas, ce processus semblait enclenché avant même l'avènement du discours sécurisant.

Parmi les exemples qui ressortent de notre analyse, mentionnons l'intégration des changements climatiques au dernier *National Security Strategy Paper* des États-Unis (2010), ainsi qu'au dernier *Concept stratégique* de l'OTAN (OTAN, 2010). Le cas le plus probant demeure toutefois onusien, alors que le vote de la *résolution 63/281* (United Nations General Assembly, 2009), la parution d'un rapport commandé au Secrétaire général (United Nations, 2009), ainsi que la déclaration officielle de la présidence du Conseil de sécurité (Security

⁴⁴ Par processus institutionnel (ou bureaucratique), nous entendons l'intégration d'orientations, d'objectifs et de modes de fonctionnement dans les pratiques politiques sous la forme de rapports, de directives, d'énoncés ou autre documents émanant ou circulant dans les institutions politiques. Le processus institutionnel diffère du discours (comme acte de langage) dans la mesure où il a un caractère un peu plus tangible et officiel. Il est également plus hermétique au débat public et donc, moins dépendant des notions de consentement et d'intersubjectivité, importantes dans les discours sécurisants.

Council, 2011b) témoignent tous d'un processus institutionnel visant à faire cheminer l'enjeu du climat dans la sphère sécuritaire de l'organisation.

Contrairement au discours, le processus institutionnel est relativement hermétique et n'a pas besoin de convaincre un auditoire précis. À cet égard, il représente une réalité un peu plus tangible et peut s'avérer un complément utile à l'analyse discursive, particulièrement lorsque l'on parle de sécuritisations fragiles comme dans le cas du climat.

4.2.2 Les aspects dialectiques de la sécuritisation

Un dernier aspect du processus de sécuritisation nous semble occulté par l'analyse strictement discursive proposée par l'école de Copenhague : la dialectique. En effet, l'école ignore les luttes entre les différentes conceptions de la menace dans le processus sécuritaire et se concentre uniquement sur la représentation dominante faisant l'objet de sécuritisation. Ce faisant, certains dénoncent les chercheurs de Copenhague pour leur conception trop linguistique et insuffisamment sociologique de la sécurité (Macleod, 2004).

Williams (1997 : 300-302) affirme par exemple qu'il y a dans le processus de sécuritisation, un combat pour la représentation hégémonique de la menace à travers le discours, les institutions et les organisations. Selon lui, toute représentation dominante d'une menace peut être contestée.

En ce qui nous concerne, il est possible de considérer la représentation du GIEC comme dominante dans le processus sécuritisation du climat. De fait, les trois discours sécuritisants analysés que nous jugeons les plus significatifs, ceux d'Obama, Rasmussen et Ban Ki-moon, présentent la menace climatique en des termes qui y sont assez similaires. Il en est de même pour plusieurs autres interventions et rapports passés en revue dans cette recherche. *A contrario*, le cas australien présente la menace climatique en des termes différents du « consensus » : la surpopulation, qui plus est nationale, y est vue comme une cause fondamentale de l'effet de serre. Malgré l'incapacité d'intervenants comme Barry Cohen et Kelvin Thomson à imposer leur propre définition de la menace, on peut y voir une alternative en compétition avec la représentation qui domine actuellement. Leur vision du problème pourrait finir par gagner en crédibilité, particulièrement au niveau national.

Reconnaître la dialectique et les forces en opposition dans le processus sécuritaire nous offre différentes façons d'aborder notre problématique initiale. Si cela dépasse le mandat de notre recherche, analyser la sécuritisation du climat en fonction des luttes pour la représentation de la menace aurait pu nous mener à nous pencher sur des cas plus marginaux. Par exemple, il pourrait être intéressant à l'avenir d'examiner les tentatives de sécuritisation des petits États insulaires comme Tuvalu, vulnérables et particulièrement actifs dans la défense de la sécurité climatique.

Ces lacunes du cadre de la sécuritisation – l'ignorance des événements, du processus institutionnel et de la dialectique – évoquent la nécessité pour l'école de Copenhague de porter une attention supplémentaire à la construction de la sécurité de façon antérieure et postérieure au discours. Ces éléments pourraient être intégrés à un nouvel agenda de recherche s'intéressant davantage à la « sociologie de la sécurité ». Pour notre part, passer en revue le contexte entourant chacun des discours analysés aura été un premier pas dans cette direction et aura permis au final leur meilleure interprétation et appréciation.

Cela étant dit, nous sommes conscients des limites qui s'imposent à un agenda de recherche agrégeant facteurs objectifs et idéationnels. Comme mentionné précédemment, le cadre de l'école de Copenhague et plus généralement le constructivisme conventionnel, connaissent un certain nombre de problèmes à cet égard. Aussi, la principale difficulté éprouvée lors de notre analyse a trait à la méthode et à l'épistémologie imposée par l'idée de sécuritisation : elle sous-entend la primauté du discours dans l'action politique. Nous ne remettons pas en question ce postulat, mais il demeure très difficile à valider empiriquement. Ainsi, l'analyse des discours sécuritisants nous permet de mettre en lumière quelques représentations de la menace climatique et leur influence sur la dynamique sécuritaire. Cependant, nous pûmes difficilement évaluer la portée de ces discours et leur incidence sur l'action politique et son acceptation sociale.

Cette remarque est particulièrement avérée en ce qui a trait aux critères de l'« auditoire » et des « mesures exceptionnelles » énoncées par l'école de Copenhague afin de repérer les sécuritisations pleinement réalisées. Idéalement, nous aurions eu accès à de meilleures informations concernant l'assistance des discours analysés : le nombre de personnes composant le public, les réactions, les signes d'approbation ou d'objection face à ce qui était

proposé et la portée du discours au-delà de l'auditoire immédiat. Obtenir ces informations aurait demandé au minimum une présence physique sur les lieux de l'allocution, un luxe pour le chercheur qui doit souvent se contenter de retranscriptions et d'une analyse *a posteriori*. De même, la difficulté à associer les « mesures exceptionnelles » au discours pose problème. Est-ce ce dernier qui les met véritablement en place et les rend acceptables ou l'étaient-elles déjà ? Considérant que le caractère exceptionnel de ces mesures dépend largement du contexte dans lequel elles s'insèrent (ce qui explique la difficulté à leur apposer une définition), il serait souhaitable d'avoir accès aux débats qu'elles suscitent lorsqu'elles sont énoncées. Sans cela, il est ardu de juger de leur acceptabilité sociale *a priori* et *a posteriori* et donc, de leur véritable exceptionnalité. Dès lors, il devient aussi plus déliquant de qualifier un discours de sécuritisation achevée. Cette situation explique en partie la prudence de nos conclusions au plan empirique et le fait que nous ayons qualifiés trois des quatre discours analysés de « simples » *securitizing moves* plutôt que de sécuritisations.

En résumé, nous sommes conscients de la valeur essentiellement théorique de la présente recherche. Nous proposons surtout une réflexion sur le concept de sécurité et la façon dont les changements climatiques peuvent le redéfinir. Bien que nous soyons certains du caractère inédit de cette menace dans le processus sécuritaire, nos conclusions ne sauraient prédire avec certitude les actions futures qui seront entreprises au nom du climat, ni leur pertinence et acceptabilité. Nos résultats justifient toutefois que l'on continue de porter une attention soutenue au processus de sécuritisation qui a gagné l'enjeu climatique.

ANNEXE A

Barack Obama,**Remarks at the United Nations Climate Change Summit****(United Nations, New York City)***22 septembre 2009*

Thank you very much. Good morning. I want to thank the Secretary-General for organizing this summit and all the leaders who are participating. That so many of us are here today is a recognition that the threat from climate change is serious, it is urgent, and it is growing. Our generation's response to this challenge will be judged by history, for if we fail to meet it boldly, swiftly, and together, we risk consigning future generations to an irreversible catastrophe.

No nation, however large or small, wealthy or poor, can escape the impact of climate change. Rising sea levels threaten every coastline. More powerful storms and floods threaten every continent. More frequent droughts and crop failures breed hunger and conflict in places where hunger and conflict already thrive. On shrinking islands, families are already being forced to flee their homes as climate refugees. The security and stability of each nation and all peoples—our prosperity, our health, and our safety—are in jeopardy, and the time we have to reverse this tide is running out.

And yet we can reverse it. John F. Kennedy once observed that "our problems are manmade; therefore, they may be solved by man." It is true that for too many years, mankind has been slow to respond or even recognize the magnitude of the climate threat. It is true of my own country as well. We recognize that. But this is a new day. It is a new era, and I am proud to say that the United States has done more to promote clean energy and reduce carbon pollution in the last 8 months than at any other time in our history.

We are making our Government's largest ever investment in renewable energy, an investment aimed at doubling the generating capacity from wind and other renewable resources in 3 years. Across America, entrepreneurs are constructing wind turbines and solar panels and batteries for hybrid cars with the help of loan guarantees and tax credits, projects that are creating new jobs and new industries. We're investing billions to cut energy waste in our homes, our buildings, and appliances, helping American families save money on energy bills in the process.

We've proposed the very first national policy aimed at both increasing fuel economy and reducing greenhouse gas pollution for all new cars and trucks, a standard that will also save consumers money and our Nation oil. We're moving forward with our Nation's first offshore wind energy projects. We're investing billions to capture carbon pollution so that we can clean up our coal plants. And just this week, we announced that for the first time ever, we'll begin tracking how much greenhouse gas pollution is being emitted throughout the country.

Now, later this week, I will work with my colleagues at the G-20 to phase out fossil fuel subsidies so that we can better address our climate challenge. And already, we know that the recent drop in overall U.S. emissions is due in part to steps that promote greater efficiency and greater use of renewable energy.

Most importantly, the House of Representatives passed an energy and climate bill in June that would finally make clean energy the profitable kind of energy for American businesses and dramatically reduce greenhouse gas emissions. One committee has already acted on this bill in the Senate, and I look forward to engaging with others as we move forward.

Because no one nation can meet this challenge alone, the United States has also engaged more allies and partners in finding a solution than ever before. In April, we convened the first of what have now been six meetings of the Major Economies Forum on Energy and Climate here in the United States. In Trinidad, I proposed an energy and climate partnership for the Americas. We've worked through the World Bank to promote renewable energy projects and technologies in the developing world, and we have put climate at the top of our diplomatic agenda when it comes to our relationships with countries as varied as China and Brazil, India and Mexico, from the continent of Africa to the continent of Europe.

Taken together, these steps represent a historic recognition on behalf of the American people and their Government. We understand the gravity of the climate threat. We are determined to act, and we will meet our responsibility to future generations.

But though many of our nations have taken bold action and share in this determination, we did not come here to celebrate progress today. We came because there's so much more progress to be made. We came because there's so much more work to be done.

It is work that will not be easy. As we head towards Copenhagen, there should be no illusions that the hardest part of our journey is in front of us. We seek sweeping but necessary change in the midst of a global recession, where every nation's most immediate priority is reviving their economy and putting their people back to work, and so all of us will face doubts and difficulties in our own capitals as we try to reach a lasting solution to the climate challenge.

But I'm here today to say that difficulty is no excuse for complacency. Unease is no excuse for inaction. And we must not allow the perfect to become the enemy of progress. Each of us must do what we can when we can to grow our economies without endangering our planet, and we must all do it together. We must seize the opportunity to make Copenhagen a significant step forward in the global fight against climate change.

We also cannot allow the old divisions that have characterized the climate debate for so many years to block our progress. Yes, the developed nations that caused much of the damage to our climate over the last century still have a responsibility to lead—and that includes the United States—and we will continue to do so by investing in renewable energy and promoting greater efficiency and slashing our emissions to reach the targets we set for 2020 and our long-term goal for 2050.

But those rapidly growing developing nations that will produce nearly all the growth in global carbon emissions in the decades ahead must do their part as well. Some of these

nations have already made great strides with the development and deployment of clean energy. Still, they need to commit to strong measures at home and agree to stand behind those commitments, just as the developed nations must stand behind their own. We cannot meet this challenge unless all the largest emitters of greenhouse gas pollution act together. There's no other way.

We must also energize our efforts to put other developing nations, especially the poorest and most vulnerable, on a path to sustained growth. These nations do not have the same resources to combat climate change as countries like the United States or China do, but they have the most immediate stake in a solution. For these are the nations that are already living with the unfolding effects of a warming planet: famine, drought, disappearing coastal villages, and the conflicts that arise from scarce resources. Their future is no longer a choice between a growing economy and a cleaner planet, because their survival depends on both. It will do little good to alleviate poverty if you can no longer harvest your crops or find drinkable water.

And that is why we have a responsibility to provide the financial and technical assistance needed to help these nations adapt to the impacts of climate change and pursue low-carbon development.

What we are seeking, after all, is not simply an agreement to limit greenhouse gas emissions. We seek an agreement that will allow all nations to grow and raise living standards without endangering the planet. By developing and disseminating clean technology and sharing our know-how, we can help developing nations leapfrog dirty energy technologies and reduce dangerous emissions.

Mr. Secretary, as we meet here today, the good news is that after too many years of inaction and denial, there's finally widespread recognition of the urgency of the challenge before us. We know what needs to be done. We know that our planet's future depends on a global commitment to permanently reduce greenhouse gas pollution. We know that if we put the right rules and incentives in place, we will unleash the creative power of our best scientists and engineers and entrepreneurs to build a better world. And so many nations have already taken the first step on the journey towards that goal.

But the journey is long, and the journey is hard. And we don't have much time left to make that journey. It's a journey that will require each of us to persevere through setbacks and fight for every inch of progress, even when it comes in fits and starts. So let us begin. For if we are flexible and pragmatic, if we can resolve to work tirelessly in common effort, then we will achieve our common purpose: a world that is safer, cleaner, and healthier than the one we found, and a future that is worthy of our children.

Thank you very much.

ANNEXE B

Anders Fogh Rasmussen,

On emerging security risks (Lloyd's of London, London)

1er octobre 2009

Ladies and Gentlemen,

Let me begin by thanking Peter Levine for hosting us in this very impressive building. This is my first time here, but it is the second time that NATO and Lloyd's have come together to discuss emerging security challenges. And while a security Alliance and an insurance market might not seem to have too much in common, another look makes it clear that we do: managing risk. We are both focused on predicting threats, taking steps to reduce their likelihood, and, when necessary, managing the effects.

Which is why it makes sense that we are doing this together. It also makes sense because the challenges we are looking at today cut across the divide between the public and private sectors. Piracy is an obvious example. Private shipping is the victim. NATO, the EU and many Governments have had to send navies to try to defend against attacks. And it has cost insurance companies – many of which are part of the Lloyd's market – millions.

Cyber security – our second topic today – is another case in point. Government and private companies launch cyber-attacks. Governments and industry suffer the consequences, in terms of lost revenue, lost data and lost services. And it will take cooperation between the public and private sectors to build real defences.

These are real threats, real challenges, and we need to do a lot more to defend ourselves. NATO is already investing a lot in fighting piracy, as part of a broad international effort. We'd like more return on that overall investment, including through more coordinated military action and a better legal foundation to deal with pirates so that we don't have to just send them home with a stern warning.

We also want to do better at cyber defence. NATO's Cyber Defence Centre is a good step in the right direction. But the sustained, directed cyber attacks Estonia suffered a couple of years ago shows that the problem is much bigger than that. On both subjects, I'm very much looking forward to the discussions today.

But there is a fundamental difference between, on the one hand, piracy and cybersecurity, and climate change on the other. In the first two cases, the threat is very clear. We know what a pirate looks like – and no, I'm not thinking of someone with an eye patch and parrot on his shoulder. I'm thinking of someone well armed and ruthless. The kidnapping and ransom is taking place now. The costs to industry and Governments are easily calculated. And while implementing them might be difficult, we have a pretty good idea of what the right solutions might be.

The same is true of cyber defence. Attacks on industry and government websites and information systems are already a daily occurrence. Again, the costs are pretty easy to calculate. And while we are certainly able to do better, we have a general idea of the steps we should take. The challenge is figuring out how to do it. Climate change is different. The science is not yet perfect. The effects are just starting to be visible, but it's difficult to pin down what's actually changing because of climate change. The timelines are not clear either. And as a politician, I know exactly what that means. When we have to choose between spending money now on schools or health care, or diverting funds to try to prevent something that will likely only hurt long after they have left office, the choice for most leaders is pretty clear. And, let me say, not hard to understand.

But I want to devote a little more time today discussing the security aspects of climate change, because I think the time has come for a change in our approach. First, I think we now know enough to start moving from analysis to action. Because the trend lines from climate change are clear enough, and grim enough, that we need to begin taking active steps to deal with this global challenge.

We know that there will be more extreme weather events – catastrophic storms and flooding. If anyone doubts the security implications of that – and the political difficulties, for that matter -- look at what happened in New Orleans in 2006. We know sea levels will rise. Does it matter? Indeed it does. Two thirds of the world's population lives near coastlines. Critical infrastructure like ports, power plants and factories are all there. If people have to move – or more accurately, when they have to move – they will do so in large numbers, always into where someone else lives, and sometimes across borders.

We know there will be more droughts. According to some studies, by 2025 about 40% of the world's population will be living in countries experiencing some kind of water shortages. Again, populations will move. And again, the security aspects can be devastating.

If you think I'm using dramatic language, let me draw your attention to one of the worst conflicts in the world, in Darfur. One of the main causes was a long drought. Both herders and farmers lost land, including to the desert. What happened? The nomads moved South, in search of grazing land – right to where the farmers are.

Of course, a lot of other factors have contributed to what has happened – political decisions, religious differences and ethnic tensions. But climate change in Sudan has been a major contributor to this tragedy. And it will put pressure on peace in other areas as well.

We know that in some areas, food production is likely to drop. The current science suggests that, for every 1.8 degree rise in temperature above historical norms, food production will drop 10%. And like all the effects of climate change, it will hit hardest on the people and countries least able financially and organisationally to cope. And if you want an example, remember last year's food riots, in many developing nations.

We know that Arctic ice is retreating. In fact the Arctic is warming faster than other part of the world. This is not necessarily a threat. In many ways it's an opportunity – opening up the Northwest Passage cuts 4000 nautical miles off the trip from Europe to Asia. You can bet a lot of companies have done that math. But we can't wish away the security implications. An

entire side of North America will be much more exposed. Increased shipping means a greater need for search and rescue. And there will be competition for resources that had, until now, been covered under ice.

There are more examples, but to my mind, the bottom line is clear. We may not yet know the precise effects, the exact costs or the definite dates of how climate change will affect security. But we already know enough to start taking action. This is my first point: either we start to pay now, or we will pay much more later.

My second point is this: climate change may have potentially huge security implications, but the response cannot be exclusively military. In fact, I'd go so far as to say that the military aspects are really only one tool in what will have to be a big toolbox. First and foremost, we have to address the root cause: global warming itself. Curbing CO2 emissions must be a political priority for every Government and industry in the world. The upcoming COP 15 climate negotiations in December must deliver an agreement that takes us beyond Kyoto, in terms of the number of countries that sign up and the effectiveness of their commitment. Industry, too, must start to see that cutting CO2 emissions means cutting risk. If we don't do that, treating the symptoms will simply continue to get tougher.

Governments should also engage diplomatically to work out arrangements to share resources before scarcity makes sharing a political problem. For example: Two thirds of Arab countries rely on water sources outside their borders. In the Middle East, only Egypt and Iran have abundant water supplies – and there have already been tensions about sharing water. All Governments need to lift their eyes to look a little farther, and look to see if some preventive diplomacy, with regard to climate change, might be in order.

By the same token, the political track should be used to the fullest to ensure that the High North remains an area of low tension. The international community has made a good start, including through the Arctic Council. We should ensure that the right deals are done now – on jurisdiction, on access to resources, on fishing -- so that we head off tensions in future.

Another example: both Governments and industry should invest now in reinforcing factories or energy stations or transmission lines or ports that might be at risk of storms or flooding. And that has to happen around the world. Developed countries should look to partner with developing states to give them a hand. In an interdependent world – not least with regard to energy, where diversity of supply is a security issue – this only makes sense.

You get the point. When it comes to climate change, building security doesn't only mean with the military. But it also doesn't exclude the military either; on the contrary, our traditional security structures will have an important role to play. Which brings me my third point: I believe that NATO should begin a discussion on how we – NATO as an organisation, and individual Allies as well – can do better to address the security aspects of climate change.

I believe, for example, that the security implications of climate change need to be better integrated into national security and defence strategies – as the US has done with its Quadrennial Defence Review. That means asking our intelligence agencies to look at this as one of their main tasks. It means military planners should assess potential the impacts, update their plans accordingly and consider the capabilities they might need in future. It means

increasing preparedness to respond to natural and humanitarian disasters, at home or internationally, with all that that implies for training, equipment, and cooperation with civilian agencies.

We might also consider adapting our Partnerships to take climate change into account as well. Right now, NATO engages in military training and capacity building with countries around the world. We focus on things like peacekeeping, language training and countering terrorism. What about also including cooperation that helps build capacity in the armed forces of our Partners to better manage big storms, or floods, or sudden movements of populations?

Another issue which could be discussed in NATO: prudent planning. Rising sea levels will have a clear effect on the ability of our armed forces to do their jobs. Look at Diego Garcia. It is an important logistical hub, including for this country; it is also only a few feet above sea level at its highest point. A one metre rise in sea levels and most of it would be flooded. We need to assess the impacts that these kinds of events would have.

We can also look, within NATO countries, at doing something concrete: increasing the fuel efficiency of the military vehicles in our national inventories. Militaries are the largest vehicle owners in any country.

Improving efficiency would have clear benefits: saving big money on fuel; reducing national carbon emissions; and improving the range and effectiveness of our forces in the field. If we could make real progress in this area, we could also help reduce our overall dependence on foreign sources of fuel, which is a big part of sustainable energy security.

Now, let me be very clear, before anyone assumes that I think NATO should be taking action, tomorrow, in all these areas. I don't. But I do believe that NATO has a unique asset. It is the place where 28 countries with top-class national security and defence establishments sit together every day to chart a common path forward. And they do it because they know that by sharing best practices, developing joint plans and acting together, they are each safer and more secure than if they were to go it alone.

To me, the value and importance of transatlantic security consultation within NATO applies as much to this issue as any other. And we should start simply by bringing the security aspects of climate change to the NATO table for discussion, to get a shared view of what the challenge is, and what the best ways forward might be. And I might add that I intend to make the building where they meet – the NATO Headquarters – a much greener, more energy efficient building than it is now.

But as I've said throughout, this cannot be done by the defence people alone. It has to be a true team effort: civilian and military, public sector and private companies as well – all talking together, and working out mutually reinforcing efforts. That might seem unrealistic, to those of us who have been in politics a few years. No glacier is as imposing, no desert so impassable as the stovepipes within Governments.

Then again, sailors never thought the mythical North-West Passage would ever open. But it is opening. Anything's possible.

Ladies and Gentlemen,

The security challenges being discussed today are big, and they are growing. They might also seem a little overwhelming. But I firmly believe that a lot can be done – to address the root causes, to minimize their impact, and to manage the effects when they hit. All it will take is a lot more vigour, a lot more innovation, and a lot more cooperation. That is especially true when it comes to climate change. But the first step is realising that a famous environmental group was very wise and very farseeing indeed when they chose their name. Today, more than ever, “green” and “peace” really do go together.

(Principal data source: “National Security and the threat of Climate Change”; eleven retired three and four star officers. 2007)

ANNEXE C

Ban Ki-moon,

Maintenance of international peace and security Impact of climate change

(Security Council, New York City)

20 juillet 2011

I thank the German presidency of the Security Council for having organized this very important meeting at this juncture. When the Security Council first took up the issue of climate change in 2007 (see S/PV.5663), the debate was preceded by a vigorous exchange about whether such consideration was appropriate. I argued then, and do so again today, that it is not only appropriate, it is essential. I welcome the fact that we have moved forward and are having the right debate today, about what the Council and all Member States can do to confront the double-barrelled challenge of climate change and international security.

We must make no mistake. The facts are clear. Climate change is real, and it is accelerating in a dangerous manner. It not only exacerbates threats to international peace and security, it is a threat to international peace and security. Extreme weather events continue to grow more frequent and intense, in rich and poor countries alike, not only devastating lives but also infrastructure, institutions and budgets — an unholy brew that can create dangerous security vacuums. Pakistan, the Pacific islands, Russia, Western Europe, the Philippines, Colombia, Australia, Brazil, the United States, China, the Horn of Africa are examples that should remind us of the urgency of what we face. Just today, the United Nations declared a state of famine in two regions of southern Somalia. Around the world, hundreds of millions of people are in danger of going short of food and water. That undermines the most essential foundations of local, national and global stability. Competition between communities and countries for scarce resources, especially water, is increasing, exacerbating old security dilemmas and creating new ones. Environmental refugees are reshaping the human geography of the planet, a trend that will only increase as deserts advance, forests are felled and sea-levels rise. Mega-crises may well become the new normal. Those are all threats to human security, as well as to international peace and security.

Since I delivered my report (A/64/350) to the General Assembly in 2009, the international community has reached certain agreements, in Copenhagen and Cancún, in the context of the United Nations Framework Convention on Climate Change. Those agreements provide an important, but incomplete, foundation for action on reducing greenhouse gas emissions and enabling all countries to adapt. We now need accelerated operationalization of all the agreements made at Cancún, including on protecting forests, adaptation and technology.

Climate finance, the sine qua non for progress, must move from a conceptual discussion to concrete delivery of fast-start financing and agreement on sources of long-term financing. The next Conference of the Parties to the United Nations Framework Convention on Climate Change, to be held in Durban in December, must be decisive in that regard.

Minimalist steps will not do. Negotiations cannot stop there. We need ambitious targets that ensure that any increase in global average temperature remains below 2° C. The Durban meeting must provide a clear step forward on mitigation commitments and actions by all parties according to their responsibilities and capabilities. Developed countries must lead, while at the same time emerging economies must shoulder their fair share. We cannot ignore history. But we must clearly recognize that there can be no spectators when it comes to securing the future of our planet. Given that the first commitment period of the Kyoto Protocol expires next year, a political formula must be found without delay to ensure that existing commitments and needed future commitments and actions are not delayed by negotiating gamesmanship. The Security Council can play a vital role in making clear the link between climate change, peace and security. The members of the Council bear a unique responsibility to mobilize national and international action to confront the very real threat of climate change and the specific threats to international peace and security that derive from it. Of course, nothing would build a more lasting foundation for a peaceful world than securing sustainable development for all of our citizens.

In this regard, I urge all United Nations Member States to fully utilize the opportunity provided by next year's United Nations Conference on Sustainable Development. In Rio, we need to close the gaps between energy security, food and nutrition security, water security, climate security and development so that all our peoples can enjoy prosperity, peace and international security. I thank you again, Sir, for having organized this debate and for lending the political weight of the Security Council to raising awareness of this important issue. I have called climate change the defining issue of our time. Indeed, we must go even further. We must make sustainable development for all the defining issue of our time, because it is only in that broader framework that we can address climate change and the needs of our citizens.

Rewriting this history falls to us all.

ANNEXE D

Kelvin Thomson,

Overpopulation and Climate Change – The Deadly Duo

(Woodford Folk Festival, Woodford)

29 Décembre 2010

Population plays a critical role in global warming. We have one earth, with one atmosphere, and every carbon dioxide molecule we release into contributes to global warming. There's little point thinking about our emissions 'intensity' or our emissions 'per capita'. All that matters is how much carbon, and how much other greenhouse gas, we are pumping into the atmosphere. The more of us there are, the more carbon dioxide is released. Simple, undeniable. Al Gore identifies population growth as one of the big three drivers of the rapid spurt of greenhouse gases during the past 50 years.

Scientists have made it very clear that in order to avoid dangerous climate change we have to contain the level of greenhouse gases in the atmosphere to 450 parts per million CO₂ equivalent or less. In order to meet this target we have to cut our global carbon emissions by 60 % by the year 2050. The developing countries are not going to cut their emissions by such an amount, and given the impoverished lifestyles which many of their citizens lead, it is quite unreasonable to expect them to. Given this, the developed countries have to make cuts greater than 60%. They have to cut by more like 80%. The task is daunting enough for both developed and developing countries – the developed countries must slash their emissions without ruining their economies, the developing countries must lift living standards without increasing their greenhouse emissions. How much greater is the degree of difficulty for both developed and developing countries when the population continues to grow. It is as though we are standing on the window ledge of a tall building. Behind us the building is on fire. A narrow plank crosses over to a safe building on the other side. We must cross over without falling. Our increasing population is the equivalent of making the crossing with both arms tied behind our back. People who believe we can meet serious carbon targets without curbing population growth are kidding themselves, they are delusional. It's pretty hard to reduce your carbon footprint when you keep adding more feet.

Australia is one of the highest per capita emitters of greenhouse gases in the world. There is no reasonable prospect that Australia will reduce its total level of greenhouse emissions, or even cap its level of emissions, while our population grows by 1 million every three years, as is presently the case. To do so would require massive, implausible, reductions in per capita greenhouse emission levels. Population policy must be part of the plan to contain greenhouse emissions, not merely for Australia, but for the rest of the world as well.

The deadly duo of climate change and overpopulation will cause a potent cocktail of consequences frequently interacting with each other – local and international conflict over water, population displacement from famine, population displacement due to sea level rise,

population displacement due to weather catastrophes, and conflict over mega-projects such as dams and biofuel projects.

Mega project investments such as dams are a feature of the rapid industrialisation of the world's two most populous countries, China and India. Anywhere between 40 and 80 million people have already been forcibly evicted from their lands to make way for dams. Another set of mega projects currently being canvassed to meet the energy needs of a growing population is nuclear power. The idea – not a new one – has recently found favour with the European Union. But a new growth phase for nuclear reactors would surely exacerbate the problem of weapons grade material falling into the hand of terrorists. The situation is already precarious enough, as events in Pakistan, Iran and North Korea have amply demonstrated.

Large-scale investment projects involving biofuels are also problematic. Diverting food grains into the production of fuels has taken a lot of land out of food production, driven up food prices, driven small farmers from their lands, and generated conflict and instability. It should also be noted that the carbon efficiency of biofuel production has been challenged, with claims that it is variable and often poorer than that of fossil fuels.

Population growth and climate change are inextricably interwoven. Population growth increases greenhouse gas emissions, and in turn the effects of global warming are exacerbated by large populations, which have nowhere to go and no margin for error.

The interaction of climate change and overpopulation will have far reaching consequences. We should not, in all good conscience, seek to isolate or insulate ourselves from this situation, and we can not, even if we wished to. Ultimately, we're all in the same boat.

The United Nations projects that by 2050 world population will rise 40% to more than 9 billion. This increase makes the task of cutting carbon emissions by 60% by 2050 – already challenging enough – positively Herculean. Trying to tackle carbon emissions while ignoring the population elephant in the room is, in my view, simply not fair dinkum. Some people think that rising population is inevitable and unstoppable. It isn't, and last year I released a 14 point plan for population reform to show that it isn't.

The first 11 points go to how we can stabilise Australia's population.

- 1- Stabilise Australia's population by cutting the net overseas migration program to 70,000 per annum.
- 2- Cut the skilled migration program to 25,000 per annum.
- 3- Hold the family reunion program at 50,000 per annum.
- 4- Increase the refugee program from 13,750 to 20,000 per annum.
- 5- Alter the refugee criteria to include provision for genuine climate refugees.

- 6- The revised number of annual permanent arrivals from these programs would be 95,000 – 50,000 family reunion plus 25,000 skilled plus 20,000 refugees. Two more factors need to be considered – the number of people departing permanently from Australia, and the number of people arriving permanently from New Zealand. To reach a net overseas annual migration target of 70,000, the number of automatic places available for New Zealanders needs to be restricted to the number of departures from Australia over and above 25,000. The Trans Tasman Travel Arrangement would be renegotiated to achieve this, splitting available places for New Zealanders equally between skilled migrants and family reunion, and allowing New Zealanders to also apply and compete with other applicants under these normal migration programs.
- 7- Reduce temporary migration to Australia by restricting sub-class 457 temporary entry visas to medical and health related and professional engineering occupations.
- 8- Require overseas students to return to their country of origin before being eligible to apply for permanent residence.
- 9- Abolish the Baby Bonus.
- 10- Restrict Large Family Supplement and Family Tax Benefit A for third and subsequent children to those presently receiving them.
- 11- Dedicate the savings from abolishing the Baby Bonus and reduced expenditure on Family Payments for third and subsequent children towards getting rid of HECS and vocational education fees.

The final three points go to how we can play a role in helping stabilise global population.

1- Increase Australia's aid to meet the United Nations target of 0.7% of Gross National Income with money saved by abolishing Fringe Benefits Tax concessions for company cars, and greater use of off-the-shelf purchases in defence equipment.

2- Use more of Australia's aid budget for educating girls and women, and for better access to family planning and maternal child health, and advocate in the United Nations and international fora for other countries to do likewise.

3- Put overpopulation on the Agenda for international Climate Change talks.

I believe it is everybody's responsibility to curb population growth. And I think that achieving an equitable approach to population is far conceptually easier than the very tricky and complex matter of which countries must carry what burden of tackling greenhouse emissions. I think each and every country ought to commit

to stabilising its population. This is challenging, but as Bill Clinton says, no good ever came from thinking small. Each country should aim to get to a situation where births equal deaths, and emigration equals immigration.

With each country pulling its weight in this way, no one could complain that others were getting a free ride. And indeed until countries do commit to stabilising their population, much of the greenhouse targets debate is likely to continue to be deadlocked, going around in circles, as happened in Bali in 2007 and Copenhagen in 2009.

Each country must get its own house in order and stabilise its own population. In equity terms, this is an easier issue to deal with than carbon emissions, where the poorer countries have a legitimate anger that the wealthy countries have had all the fun; wrecked the neighbourhood, and the police have been called in to shut the party down just as they were starting to arrive.

The equitable approach is for each country to pull its own weight and stabilise its own numbers. Every country should be asked to do no more, and no less, than this.

BIBLIOGRAPHIE

- AJALA, Imene (2009). «Le changement climatique, le protocole de Kyoto et les relations transatlantiques», *Politique Étrangère*, printemps 2009, pp.103-116.
- ALLENBY, Braden R. (2000). « Environmental Security : Conception and Implementation », *International Political Science Review*, Vol. 21, No. 1, pp.5-21.
- AUSTRALIAN CONSERVATION FONSATION (ACF) (2010). «A strong economy needs a healthy environment», *ACF's 2010 National Agenda for a Sustainable Australia*, 2010.
- BALZACQ, Thierry (2005). «The Three Faces of securitization : Political Agency, Audience and Context », *European Journal of International Relations*, vol. 11, no 2, 2005, pp.171-201.
- BARNETT, Jon (2003). « Security and climate change », *Global Environmental Change*, vol.13, no 1, 2003, pp.7-17.
- BARNETT, Jon, ADGER, Neil (2005). «Security and climate change: Towards an improved understanding», préparé pour *Human Security and Climate Change: An International Workshop*, Asker: Holmen Fjord Hotel, 20–21 juin 2005, pp.1-21.
- BARNETT, Jon, ADGER, Neil (2007). « Environmental Security and Peace », *Journal of Human Security*, vol. 3, no 1, 2007, pp.4-16.
- BEHNKE, Andreas (2000). «The message or the messenger ? Reflexion on the role of security experts and the securitization of political issues», *Cooperation and Conflict*, vol.35, no 1, 2000, pp.89-105.
- BETSILL, Michelle, DETRAZ, Nicole, (2009). « Climate change and Environmental security: For whom the discourse shifts », *International Studies perspectives*, vol.10, no 3, 2009, pp.303-320.
- BIRRELL, Bob, HEALY, E. (2010). «Population growth and sustainability », *Rapport à l'intention du parlement australien*, Parliamentary Library, 2010.
- BROWN, Oli, HAMMIL, Anne, MCLEMAN, Robert (2007). « Climate change as the 'new' security threat: implications for Africa », *International Affairs*, vol. 83, no 6, 2007, pp.1141-1154.
- BRZOSKA, Michael (2008). « The securitization of climate change and the power of conceptions of security », préparé pour *the International Studies Association Convention 2008*, San Francisco, 26-29 mars 2008, pp.1-20.
- BÜRGENMEIER, Beat (2004). *Économie du développement durable*, Paris, De Boeck, 2004.

BUSBY, Joshua W. (2008). « Who Cares about the Weather? : Climate Change and U.S. National Security », *Security Studies*, vol. 17, no 3, 2008, pp. 468- 504.

BUZAN, Barry (1991). *People, States and Fear: An agenda for international security studies in the post-cold war era*, second edition, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 1991.

BUZAN, Barry, De WILDE, Jaap, WAEVER, Ole (1998). *Security: A new framework for analysis*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 1998.

BUZAN, Barry, WAEVER, Ole (2009). « Macrosecuritisation and security constellations: reconsidering scale in securitisation theory », *Review of International Studies*, Vol.35, 2009, pp.253-276.

BUZAN, Barry, HANSEN, Lene. (2009). *The evolution of international security studies*, New-York, Cambridge, 2009.

CAMERON, Fraser (2009). *Us foreign policy after the Cold War: Global hegemon or reluctant sheriff*, New York, Routledge, 2005.

CARDINAL, François (2010). « L'ONU place le GIEC sous surveillance », *La Presse via Cyberpresse*, (en ligne), <http://www.cyberpresse.ca/environnement/201003/10/01-4259315-lonu-place-le-giec-sous-surveillance.php>, article du 10 mars 2010, (page consultée le 12 mars 2010).

Charte des Nations Unies. 25 juin 1945.

CIUTÀ, Felix (2009). « Security and the problem of context: a hermeneutical critique of securitisation theory », *Review of International Studies*, vol. 35, 2009, pp. 301–326.

CLINTON, William J. (1997). « Address before a joint session of the Congress on the State of the Union », Washington, Dc : House Chamber of the Capitol, 4 février 1997.

CLINTON, William J. (1998). « Address before a joint session of the Congress on the State of the Union », Washington, Dc : House Chamber of the Capitol, 27 janvier 1998.

CLINTON, William J. (2000). « Address before a joint session of the Congress on the State of the Union », Washington, Dc : House Chamber of the Capitol, 27 janvier 2000.

CNA CORPORATION (2007). « National Security and the Threat of Climate Change », *The CNA Corporation*, 2007.

COHEN, Barry (2008). « Balance population with quality of life », *The Spectator Australia*, (en ligne), <http://www.spectator.co.uk/australia/3078096/balance-population-with-quality-of-life.html>, article du 10 décembre 2008, (page consultée le 2 avril 2011).

COHEN, Barry (2010). «Populate and we will perish», *The Australian*, (en ligne), <http://www.theaustralian.com.au/news/opinion/populate-and-we-will-perish/story-e6frg6zo-1225825667779> , article du 2 février 2010, (page consultée le 2 avril 2011).

CORRY, Olaf (2010). «Securitization and Riskization : two grammars of security», préparé pour le *Standing Group on International Relations*, Stockholm: 7 th Pan-European International, 9-11 septembre 2010, pp.1-32.

DANISH MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS (DMFA) (2009). « Climate Change and International Security », *Report on the High-Level Panel Debate in Copenhagen*, Dk: MDFA, 18 décembre 2009.

D'AOUST, Anne-Marie, GRONDIN, David, MACLEOD, Alex (2007). « Les études de sécurité» dans *Théorie des relations internationales : contestations et résistances*, sous la dir. d'Alex Macleod et Dan O'meara, pp.351-375, Montréal, Athéna éditions, 2007.

DAVID. Charles-Philippe (2006). *La Guerre et la Paix : approches contemporaines de la Sécurité et de la stratégie*, Paris, les Presses Sciences Po, 2006.

DAVIDSON, Keay (2004). «Pentagon-sponsored climate report sparks hullabaloo in Europe But new ice age unlikely, Bay Area authors of study say », *San Francisco Chronicle*, (en ligne), <http://www.sfgate.com/cgi-bin/article.cgi?f=/c/a/2004/02/25/MNG0057R4R1.DTL>, article du 25 février 2004, (page consultée le 3 mars 2010).

De HOOP SCHEFFER, Jaap (2009a). «NATO Secretary General Jaap de Hoop Scheffer on security prospects in the High North », Reykjavik, Is : Hilton Reykjavik Nordica Hotel, 29 janvier 2009.

De HOOP SCHEFFER, Jaap (2009b). «The Future of the Atlantic Alliance », London, Uk : Chatham House, 20 juillet 2009.

De HOOP SCHEFFER, Jaap (2009c). «Discours du Secrétaire général de l'OTAN, M. Jaap de Hoop Scheffer à la Fondation pour la Recherche stratégique,Paris », Paris, Fr : Fondation pour la Recherche stratégique, 12 mars 2009.

De SOYSA, Indra (2002). « Ecoviolence: Shrinking Pie or Honey Pot ?», *Global Environmental Politics*, vol. 2, no 4, 2002, pp. 1-36.

DEUDNEY, Daniel (1990). «The Case against Linking Environmental Degradation and National Security », *Millenium*, vol. 19, no 3, 1990, pp.461-476.

DEVELOPMENT CONCEPTS AND DOCTRINE CENTRE (DCDC) (2010). « Global Strategic Trends- Out to 2040 », *Strategic Trends programme*, Uk: Ministry of Defense (MOD), 12 janvier 2010.

DIAMOND, Jared (2005). *Collapse — How Societies Choose To Fail or Succeed*, London, Penguin Books, 2005.

DOKKEN, Karin (2001). « Environment, security and regionalism in the Asia-Pacific: is environmental security a useful concept ? », *The Pacific Review*, vol. 14, no 4, 2001, pp. 509-530.

DURAND, Frédéric (2007). *Le réchauffement climatique en débats*, Paris, Ellipses.

EAGAN, Sean P. (1996). « From Spikes to Bombs: The Rise of Eco-Terrorism », *Studies in Conflict & Terrorism*, vol. 19, no 1, 1996, pp.1-18.

ELLIOT, Lorraine (2009). « Human Security: A response to the climate security debates », *RSIS commentaries*, 8 octobre 2009, pp.1-4.

FLOYD, Rita (2007). « Human security and the Copenhagen school's securitization approach : Conceptualizing human security as a securitizing move », *Human security Journal*, vol. 5, hiver 2007, pp.38-47.

FRÉDÉRIC, Michel (1993). « La sécurité environnementale: les éléments de définition », *Études Internationales*, vol. 24, no 4, 1993, pp.753-765.

GAULIN, Ted , MATTHEW, Richard A. (2001). « Conflict or cooperation ? The social and political impacts of resource scarcity on small island states », *Global environmental Politics*, vol.1, no 2, 2001, pp. 48-70.

GAULIN, Ted , MATTHEW, Richard A McDONALD, Bryan (2003). «The Elusive Quest: Linking Environmental Change and Conflict », *Canadian Journal of Political Science*, vol.36, no 4, 2003, pp.857-878.

GIEC (2007). « Bilan des changements climatiques : contribution des groupes de travail I, II et III au quatrième rapport d'évaluation du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat », *GIEC équipe de rédaction principale*, Genève, 2007.

GOLDENBERG, Suzanne (2011). «UN security council to consider climate change peacekeeping », *The Guardian Uk*, (en ligne), <http://www.guardian.co.uk/environment/2011/jul/20/un-climate-change-peacekeeping>, article du 20 juillet 2011, (page consultée le 12 août 2011).

GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA (2002). « National Security Strategy of the United States of America », *Strategy Paper*, Washington, Dc: The White House, septembre 2002.

GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA (2010). « National Security Strategy of the United States of America », *Strategy Paper*, Washington, Dc: The White House, mai 2010.

- GRAEGER, Nina (1996). « Review essay : Environmental Security ? », *Journal of Peace Research*, vol.33, no 1, 1996, pp.109-116.
- HAAS, Peter M. (1992). «Introduction: epistemic communities and international policy coordination», *International Organization*, vol.46, no 1, 1992, pp. 1-36.
- HAAS, Peter M. (2002). «Constructing environmental conflicts from resource scarcity», *Global environmental politics*, vol.2, no 1, 2002, pp.1-11.
- HARDIN, Garrett (1968). « The Tragedy of the Commons ». *Science, New Series*, no 162, 1968, pp. 1243-1248.
- HARTMANN, Betsy (2010). «Rethinking climate refugees and climate conflict: Rethoric, reality and the politics of policy discourse», *Journal of International Development*, vol. 22, no 2, 2010, pp.233-246.
- HIRST, Paul Q. (2001). «Another Century of Conflict ? War and the International System in the 21st Century», *International relations*, vol.16, no 3, 2001, pp.327-342.
- HOLLAND, Steve (2008). « Obama says climate change a matter of national security », *Reuters*, (en ligne), <http://www.reuters.com/article/2008/12/10/us-usa-obama-gore-idUSTRE4B86R920081210> , article du 9 décembre 2008, (page consultée le 10 janvier 2011).
- HOMER-DIXON, Thomas (1991). « Environmental Changes as Causes of Acute Conflicts », *International Security*, vol.16, no 2, 1991, pp.76-116.
- HOMER-DIXON, Thomas (1994). « Environmental Scarcities and Violent Conflict: Evidence from Cases», *International Security*, vol. 19, no1, 1994, pp. 5-40.
- HUETTNER *et Al.* (2010). «Regaining momentum for international climate policy beyond Copenhagen », *Carbon Balance and Management*, vol. 5, no 2, 2010, pp.1-8.
- Immigration Watch Canada*, (en ligne), <http://www.immigrationwatchcanada.org/>, (page consultée le 10 avril 2011).
- INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE (IIDD) (2011). « Compte-rendu de la conférence de Durban sur les changements climatiques », *Bulletin des Négociations de la Terre*, vol. 12, no 534, décembre 2011, pp.1-37.
- JAGGARD, Lyn (2008). «Climate Change Politics, the UN and National Interests », *Environmental policy and law*, vol.38, no 5, 2008, pp.230-238.
- KI-MOON, Ban (2007a). « Address to General Assembly thematic debate: Climate Change as a Global Challenge », New-York, Ny : UN Headquarters, 31 juillet 2007.

KI-MOON, Ban (2007b). « Address to the Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) upon the release of its fourth assessment synthesis report », Valencia, Sp, 17 novembre 2007.

KI-MOON, Ban (2008). « Opening statement to the High-Level Segment of the UN Climate Change Conference », Poznan, Ch, 11 décembre 2008.

KI-MOON, Ban (2009a). « Mobilizing Political Momentum for Copenhagen », *Note from the Secretary-General to heads of States and Governments regarding Summit on Climate Change*, 22 septembre 2009.

KI-MOON, Ban (2009b). « Speech to World Climate Conference-3 », Geneva, Sw, 3 septembre 2009.

KI-MOON, Ban (2009c). «The Secretary general opening remarks at Food Security Summit », Rome, It, 16 novembre 2009.

KNUDSEN, Olav F. (2001) «Post-Copenhagen security studies: Desecuritizing securitization», *Security dialogue*, vol.32, no 3, 2001, pp.355-368.

LE HAUT REPRÉSENTANT et LA COMMISSION EUROPÉENNE (2008). « Changements climatiques et sécurité internationale: rapport à l'intention du Conseil européen», *Document à l'intention du Conseil européen*, Document français, S113/08, 14 mars 2008.

LePRESTRE, Philippe (2005), *Protection de l'environnement et les relations internationales : Les défis de l'écopolitique mondiale*, Paris, Dalloz, 2005.

LESNES, Corine (2010). «Le Sénat inflige un revers à Barack Obama sur le climat», *Le Monde*, article du 26 juillet 2010, page 4.

LEVY, Mark A. (1995). « Is Environment a National Security Issue ? », *International Security*, vol. 20, no 2, 1995, pp.35-62.

LIEBERMAN, Brett, SCHAEFER, D. (2007). « Discussing Global Warming in the Security Council: Premature and a distraction from more pressing crises», *Heritage foundation*, no 1425, avril 2007, pp.1-6.

LIETZMANN, Kurt M., VEST, Garry D. (1999). « Environment and Security in an International Context : Executive Summary Report», *NATO/Committee on The Challenges of Modern Society Pilot Study / Environmental Change & Security Project Report*, 1999, pp. 35-48.

LITFIN, Karen (2000). « Environment, wealth and authority: Global climate change and emerging modes of legitimation», *International Studies Review*, No2 (2000), pp.119-148.

LITFIN, Karen (2005). « Gaia Theory: intimations for global environmental politics » dans *Handbook of global environmental politics*, sous la dir. de Peter d'Auvergne, pp.502-516, New York, Edward Elgar publishing, 2005.

Lloyd's of London, (en ligne), <http://www.lloyds.com/>, (page consultée le 23 février 2011).

LOVELOCK, James (1979). *Gaia: A New Look at Life on Earth*, Oxford, Oxford University Press, 1979.

Mac FARQUHAR, Neil (2011). « U.N. Deadlock on Addressing Climate Shift », *The New York Times*, (en ligne), <http://www.nytimes.com/2011/07/21/world/21nations.html>, article du 20 juillet 2011, (page consultée le 3 août 2011).

MACLEOD, Alexander (2004). « Les études de sécurité : du constructivisme dominant au constructivisme critique », *Cultures et Conflits*, no 54, été 2004, (en ligne), <http://conflits.revues.org/index1526.html>, page consultée le 13 octobre 2010.

MARTIN, Adrian (2005). « Environmental conflicts between refugee and host communities », *Journal of Peace Research*, vol.42, no 3, 2005, pp. 329-346.

MATTHEW, Richard A., WAPNER, Phillip (2009). « The Humanity of Global Environmental Ethics », *The Journal of Environment & Development*, vol. 18, no 2, 2009, pp.203-222.

MCGREW, Anthony (2004). « Politics as distorted global politics » dans *What is politics ?*, sous la dir. d'Adrian Leftwich, pp. 166-181, Cambridge, Polity Press, 2004.

MINISTER FOR CLIMATE CHANGE AND WATER (2010). « Australia's submission to Copenhagen accord », *Minister for Climate Change and water : Press Release PW 24/10*, AT: Minister for climate change and water, 27 janvier 2010.

MODELSKI, Georges (1996). « Evolutionary Paradigm for Global Politics », *International Studies Quarterly*, vol.3, special issue: Evolutionary Paradigms in the Social Sciences, 1996, pp.321-342.

MORALES, Alex, CHIPMAN, Kim (2010). « Islands See 'End of History' as Goals Die at UN Talks », *Bloomberg.com*, (en ligne), <http://www.businessweek.com/news/2010-11-30/islands-see-end-of-history-as-goals-die-at-un-talks.html>, article du 30 novembre 2010, (page consultée le 3 décembre 2010).

MORAVCSIK, Andrew (1999). « Is something rotten in the state of Denmark ? Constructivism and European integration », *Journal of European Public Policy*, vol.6, special Issue, 1999, pp.669-681.

MORGAN, P. M. (2000). « Liberalist and Realist Security Studies at 2000 : Two decades of progress ? » dans *Critical Reflections on Security and Change*, sous la dir. de S.Croft et T. Terry, pp.39-71, Londres, Frank Cass Publishers, 2000.

MYERS, Norman (1986). «The environmental dimension to security issues», *The environmentalist*, vol.6, no 4, 1986, pp.251-257.

MYERS, Norman (2007). « Environmental security concerns : sources », préparé pour le *NATO workshop on energy and environmental challenges to security*, Budapest, 21-23 novembre 2007, p.1-11.

NATIONAL INTELLIGENCE COUNCIL (2008). « National Intelligence Assessment on the National Security Implications of Global Climate Change to 2030 », *Statement for the Record Before the Permanent select Committee on Intelligence and the Permanent select Committee on Energy independence and Global Warming*, Washington, Dc: House of Representatives, juin 2008.

NATO (1999). «The Alliance's Strategic Concept », *Strategic Paper*, Lisbonne : Organisation du traité de l'Atlantique nord, avril 1999.

OBAMA, Barack (2008a). « Remarks in Washington, Dc », Washington, Dc, 15 juillet 2008.

OBAMA, Barack (2008b). «Videotaped Remarks to the Bi-Partisan Governors Global Climate Summit », Washington, Dc, 18 novembre 2008.

OBAMA, Barack (2009a). «Memorandum on Scientific Integrity », *Memorandum for the Heads of Executive Departments and Agencies*, Federal Register, Washington, Dc: The White House, mars 2009.

OBAMA, Barack (2009b). «Inaugural Address », Washington, Dc : West Front of the U.S. Capitol, 20 janvier 2009.

OBAMA, Barack (2009c). « Address before a joint session of the Congress on the State of the Union », Washington, Dc : House Chamber of the Capitol, 24 février 2009.

OBAMA, Barack (2009d). « Nobel Peace Prize Acceptance Address », Oslo, No, 10 décembre 2009.

OBAMA, Barack (2009e). « Remarks at the United Nations Climate Change Summit in New-York City », New York : United Nations Headquarters, 22 septembre 2009.

OBAMA, Barack (2010). « Address before a joint session of the Congress on the State of the Union », Washington, Dc : House Chamber of the Capitol, 27 janvier 2010.

OBAMA, Barack (2011). « Address before a joint session of the Congress on the State of the Union », Washington, Dc : House Chamber of the Capitol, 25 janvier 2011.

OGDEN, Peter, PODESTA, John (2007). «The Security Implications of Climate Change», *The Washington Quartely*, vol. 31, no 1, 2007, pp.115-138.

O'MEARA, Dan (2007). « Le constructivisme. Sa place, son rôle, sa contribution et ses

débats» *Théorie des relations internationales : contestations et résistances*, sous la dir. d'Alex Macleod et Dan O'meara, pp.181-206, Montréal, Athéna éditions, 2007.

Organisation du traité de l'Atlantique nord, (en ligne), <http://www.nato.int/cps/fr/SID-C92CD886-1B6C45E0/natolive/index.htm>, (page consultée le 10 janvier 2011).

OTAN (2010). «Concept stratégique pour la défense et la sécurité des membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord », *Document stratégique*, Lisbonne : Organisation du traité de l'Atlantique nord, novembre 2010.

RANDALL, Doug, SCHWARTZ, Peter (2003). «Le scénario d'un brusque changement de climat et ses implications pour la sécurité nationale des États-Unis», *Rapport à l'intention du Ministère de la Défense des États-Unis*, octobre 2003, traduction française des Humains Associés, 2003, pp.1-25.

RASMUSSEN, Anders Fogh (2009). « NATO Secretary General Anders Fogh Rasmussen on emerging security risks », London, Uk : Lloyd's of London, 1^{er} octobre 2009.

ROSENAU, James N. (1990). « Conceptualizing Change: Fluctuations and Transformations» dans *Turbulence in World Politics: A Theory of Change and Continuity*, sous la dir. de James N. Rosenau, pp.67-90, Princeton, Princeton University Press, 1990.

SECURITY COUNCIL (2007). «Security Council holds first-ever debate on impact of climate change on peace, security, hearing over 50 speakers», *Security Council 5663rd Meeting (SC /9000)*, Department of Public Information, 17 avril 2007.

SECURITY COUNCIL (2011a). «Maintenance of international peace and security: Impact of climate change », *Security Council 6587th meeting (S/PV.6587)*, Department of Public Information, 20 juillet 2011.

SECURITY COUNCIL (2011b). «Statement by the President of the Security Council», *Security Council (S/PRST/2011/15)*, Department of Public Information, 20 juillet 2011.

SMITH, Taiya M. (2009). «Reactions to the UN Climate Summit », *Carnegie Endowment*, 22 septembre 2009, (en ligne), <http://carnegieendowment.org/2009/09/23/reactions-to-un-climate-summit/63n>, (page consultée le 10 juillet 2011).

STALLEY, Phillip (2003). «Environmental Scarcity and International Conflicts», *Conflict Management and Peace Science*, vol. 20, no 1, 2003, pp.33-57.

TAINTER, Joseph A. (1990). *The Collapse of Complex Societies*, New York, Cambridge University Press, 1990.

THOMSON, Kelvin (2008). « National Greenhouse and energy reporting amendment bill 2008 », Canberra, At : House of Representatives, 8 août 2008.

THOMSON, Kelvin (2009a). «Grievance debate population speech», Canberra, At: House of Representative, 17 août 2009.

THOMSON, Kelvin (2009b). « Five Million is too many: Securing the Social and Environmental Future of Melbourne», Melbourne, At: Moreland Energy Foundation Annual General Meeting Brunswick Town Hall, 6 octobre 2009.

THOMSON, Kelvin (2009c). «There is an alternative to runaway population: Kelvin Thomson's 14 points plan for population reform», 11 novembre 2009.

THOMSON, Kelvin (2010a). «Grievance Debate : Climate Change», Canberra, At: House of Representative, 21 juin 2010.

THOMSON, Kelvin (2010b). «Unitarian Church Speech», Canberra, At : Unitarian Church, 31 octobre 2010.

THOMSON, Kelvin (2010c). «Speech by Kelvin Thomson, Member for Wills», At : Richmond Town Hall, 7 novembre 2010.

THOMSON, Kelvin (2010d). « Overpopulation and Climate Change – The Deadly Duo », Woodford, At : Woodford Folk Festival, 29 décembre 2010.

TOOKEY, Douglas (2007). « The environment, security and regional cooperation in Central Asia», *Communist and post-Communist Studies*, No 40, 2007, pp.191-208.

Traité de l'Atlantique Nord. 4 avril 1949.

TROMBETTA, Maria Julia (2008). « Environmental security and climate change: analysing the discourse», *Cambridge Review of International Affairs*, vol. 21, no 4, 2008, pp.585-602.

UNFCCC (2006). «Report of the Conference of the Parties on its Eleventh Session held in Montreal», *UN Doc. FCCC/CP/2005*, Montréal, 28 novembre au 10 décembre 2005.

UNITED NATIONS (2009). « Climate change and its possible security implications », *Report of the Secretary-General, document A/64/350*, New-York, Ny: UN Headquarters, 11 septembre 2009.

UNITED NATIONS GENERAL ASSEMBLY (2009). « Resolution 63/281 adopted by the General Assembly : Climate change and its possible security implications », *A/RES/63/281*, New-York, Ny: UN Headquarters, 11 Juin 2009.

VALLÉE, Annie (2002). *Économie de l'environnement*, Paris, Seuil.

VILLUMSEN-BERLING, Trine (2011). «Science and the Securitization : Objectivation, the authority of the speaker and mobilisation of scientific facts », *Security Dialogue*, vol. 42, no 4-5, 2011, pp.385-397.

- W. BUSH, George. «Address before a joint session of the Congress on the State of the Union», Washington, Dc : House Chamber of the Capitol, 28 janvier 2008.
- WAEVER, Ole (1995). «Securitization and Desecuritization» dans *On Security*, sous la dir. de Ronnie D. Lipschutz, pp.46-86, New York, Columbia University Press, 1995.
- WALT, Stephen (1991). «The Renaissance of Security Studies», *International Studies Quarterly*, vol. 35, no 2, 1991, pp.211-239.
- WARNER, Kate (2008). «A green light for american climate discussion ?», *CIEP briefing papers*, mars 2008, pp.1-7.
- WENDT, Alexander (1992). « Anarchy is what states make of it : The social construction of power politics», *International Organization*, vol. 46, no 2, 1992, pp.391-425.
- WILLIAMS, Michael C. (1997). « The insitutions of Security : Elements of a Theory of Security Organizations », *Cooperation and conflict*, vol. 32, no 3, 1997, pp. 287-307.
- WILLIAMS, Michael C. (2003). «Words, Images, Enemies: Securitization and International Politics», *International Studies Quarterly*, vol. 47, 2003, pp.511-531.
- Woodford Folk Festival*, (en ligne), <http://woodfordfolkfestival.woodfordia.com/> , (page consultée le 13 janvier 2011).
- WORSNIP, Patrick (2011). «West, Russia divided on U.N. council climate role », *Reuters*, (en ligne), <http://www.reuters.com/article/2011/07/20/us-climate-un-idUSTRE76J7QY20110720>, article du 20 juillet 2011, (page consultée le 12 août 2011).